

RAPPORT DE GESTION 2018

Faits saillants annuels	2
Commentaires préalables au rapport de gestion	3
Profil et description	4
Revue des activités des trois derniers exercices	4
Mise à jour sur le Plan d'amélioration de la performance et événement subséquent	7
Mesures financières autres que les IFRS	8
Analyse des résultats consolidés	10
Analyse des résultats par secteur	16
Flux de trésorerie	22
Financement	24
Structure de capital	26
Situation financière	28
Opérations entre parties liées	29
Gestion des risques	29
Modifications aux méthodes comptables	33
Utilisation d'estimations et recours au jugement	35
Données sur le taux de change	36
Efficacité des contrôles et des procédures de communication de l'information et des contrôles internes à l'égard de l'information financière	37
Perspectives	37

FAITS SAILLANTS ANNUELS

(En millions de \$US, à l'exception des pourcentages, des montants par action et d'indication contraire)

2018				
VENTES	BAIIA ⁽¹⁾	BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾
1 752,0 \$	104,9 \$ 6,0 %	119,5 \$ 6,8 %	36,5 \$ 0,86 \$/ACTION	51,5 \$ 1,22 \$/ACTION
2017				
VENTES	BAIIA ⁽¹⁾	BAIIA AJUSTÉ ⁽¹⁾	RÉSULTAT NET	RÉSULTAT AJUSTÉ ⁽¹⁾
1 448,3 \$	110,8 \$ 7,6 %	117,5 \$ 8,1 %	44,6 \$ 1,06 \$/ACTION	55,1 \$ 1,30 \$/ACTION

- Les ventes consolidées ont augmenté de 303,7 \$ ou 21,0 % comparativement à 2017, pour atteindre 1 752,0 \$, bénéficiant de la contribution d'un exercice complet du secteur Parts Alliance Royaume-Uni. La croissance organique⁽¹⁾ consolidée a atteint 1,5 %, les trois secteurs ayant chacun rapporté une croissance organique⁽¹⁾ : 1,4 % pour le secteur FinishMaster États-Unis, 0,5 % pour le secteur des Produits automobiles Canada et 5,3 % pour le secteur Parts Alliance Royaume-Uni.
- Le BAIIA⁽¹⁾ et la marge du BAIIA⁽¹⁾ ont été respectivement de 104,9 \$ et 6,0 % comparativement à 110,8 \$ et 7,6 % en 2017. Une fois ajustés des éléments spéciaux, le BAIIA⁽¹⁾ et la marge du BAIIA⁽¹⁾ se sont respectivement élevés à 119,5 \$ et 6,8 %, comparativement à 117,5 \$ et 8,1 % en 2017.
- Le résultat net s'est établi à 36,5 \$ ou 0,86 \$ par action comparativement à 44,6 \$ ou 1,06 \$ par action en 2017. Une fois ajusté, le résultat⁽¹⁾ s'élève à 51,5 \$ ou 1,22 \$ par action en 2018 et 55,1 \$ ou 1,30 \$ par action en 2017.
- En août 2018, la Société a conclu la modification et la mise à jour de sa convention de crédit, convertissant la facilité de crédit à terme en facilité de crédit rotatif à long terme non garantie et prolongeant l'échéance de toutes les facilités de crédit au 30 juin 2023, ce qui offre une plus grande flexibilité financière à un coût minimal. Au 31 décembre 2018, l'endettement total net⁽¹⁾ s'élevait à 418,7 \$, soit le même niveau qu'en 2017, puisque les entrées de flux de trésorerie liées aux activités d'exploitation ont permis d'investir dans la croissance, tant au niveau des clients, des acquisitions d'entreprises que de l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement.
- Le 18 septembre 2018, Uni-Sélect a annoncé des changements à la Direction et un examen des solutions de rechange stratégiques. Par conséquent, la Société a comptabilisé des indemnités de départ et des bonis de rétention totalisant 6,2 \$ au cours de l'exercice.
- Le 14 novembre 2018, la Société a annoncé un plan de restructuration (« Plan 25/20 »), qui comprend principalement une réduction de l'effectif et la consolidation d'emplacements, tout en optimisant la chaîne d'approvisionnement. La Société a comptabilisé des frais de restructuration et autres totalisant 7,6 \$ pour l'exercice, essentiellement pour des indemnités de départ, des contrats déficitaires et des frais de consultation. Différentes initiatives sont en cours à travers les activités de la Société, ce qui comprend l'intégration des magasins corporatifs et le remodelage de la chaîne d'approvisionnement, dont l'ajout de deux nouveaux centres de distribution optimisés.
- Au 31 décembre 2018, la Société compte 468 magasins corporatifs dans son réseau, une croissance de 21 comparativement à 2017, soutenue par les acquisitions d'entreprises et l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs, nette des intégrations.
- En janvier 2019, le Conseil d'administration et la Direction ont amorcé l'élaboration d'un vaste plan d'amélioration de la performance et du redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis dans le but de réaligner ses activités pour faire face à l'évolution des conditions du marché. Ce plan est axé sur quatre volets : la consolidation de magasins corporatifs, l'optimisation, le recouvrement des marges et la réduction des dépenses. Le Plan 25/20 et le plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement pour le secteur FinishMaster États-Unis, combinés ensemble, seront désormais désignés sous le nom de « Plan d'amélioration de la performance » de la Société.

⁽¹⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

COMMENTAIRES PRÉALABLES AU RAPPORT DE GESTION

PORTÉE DU RAPPORT DE GESTION

Ce rapport de gestion porte sur les résultats d'exploitation et les flux de trésorerie pour le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2018 en comparaison avec le trimestre et l'exercice clos le 31 décembre 2017 et sur la situation financière au 31 décembre 2018 en comparaison au 31 décembre 2017. Il devrait être lu en parallèle avec les états financiers consolidés audités et les notes complémentaires inclus dans le rapport annuel 2018. Les renseignements contenus dans le présent rapport de gestion tiennent compte de tout événement important survenu jusqu'au moment de l'approbation et de l'autorisation pour publication des états financiers consolidés et du rapport de gestion par le Conseil d'administration de la Société le 20 février 2019. Ils présentent la situation de l'entreprise et son contexte commercial tels qu'ils étaient, au meilleur de la connaissance de la Direction, au moment de la rédaction de ces lignes.

De l'information additionnelle sur Uni-Sélect, y compris les états financiers audités et la notice annuelle de la Société, est disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

Dans le présent rapport de gestion, « Uni-Sélect » ou la « Société » désigne, selon le cas, Uni-Sélect inc. et ses filiales.

Les données financières présentées dans ce rapport de gestion, dont celles incluses au sein des tableaux, sont exprimées en milliers de dollars américains, à l'exception des montants par action, des pourcentages ou du nombre d'actions. Les comparaisons se font par rapport à la période antérieure.

Les états financiers consolidés contenus dans le présent rapport de gestion ont été produits selon les Normes internationales d'information financière (« IFRS »). Ils ont fait l'objet d'un audit par l'auditeur indépendant de la Société.

DÉCLARATIONS PROSPECTIVES

Le rapport de gestion a pour but d'aider l'investisseur à comprendre la nature et l'importance des changements et des tendances, de même que les risques et les incertitudes liés à l'exploitation et à la situation financière de Uni-Sélect. Certaines sections du présent rapport de gestion concernant les objectifs, les projections, les estimations, les attentes ou les prédictions de la Société présentent des déclarations prospectives au sens des lois sur les valeurs mobilières.

Ces déclarations prospectives comportent des risques et des incertitudes, si bien que les résultats réels pourraient différer significativement de ceux qui sont indiqués ou sous-entendus dans ces déclarations. Les principaux facteurs pouvant entraîner une différence significative entre les résultats réels et les attentes formulées dans les déclarations prospectives sont décrits à la rubrique « Gestion des risques ». En dehors de ces principaux facteurs, les résultats de la Société sont tributaires de l'effet de la concurrence, des habitudes d'achat des consommateurs, de l'évolution du parc automobile, de la conjoncture en général ainsi que de la capacité de financement de la Société.

Aucune assurance ne peut être donnée quant à la concrétisation des résultats, du rendement ou des réalisations telles que formulés ou sous-entendus dans les déclarations prospectives. À moins d'y être tenue en vertu des lois sur les valeurs mobilières applicables, la Direction n'assume aucune obligation quant à la mise à jour ou la révision des déclarations prospectives en raison de nouvelles informations, d'événements futurs ou d'autres changements.

CONFORMITÉ AUX IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures de rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de définitions normalisées en vertu des IFRS et ne sont pas comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société considère que les lecteurs du présent document tiennent compte de ces mesures de rendement aux fins de compréhension ou d'analyse. *(Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)*

PROFIL ET DESCRIPTION

Uni-Sélect est un chef de file nord-américain de la distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes, ainsi qu'un chef de file de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire de l'automobile au Canada et au Royaume-Uni. Le siège social de Uni-Sélect est situé à Boucherville, Québec, Canada et ses actions sont négociées à la Bourse de Toronto (TSX) sous le symbole UNS.

Au Canada, Uni-Sélect supporte plus de 16 000 ateliers de réparation/installation à travers un réseau national de plus de 1 100 grossistes indépendants et plus de 70 magasins corporatifs, dont plusieurs opèrent sous les programmes de bannières de Uni-Sélect incluant BUMPER TO BUMPER®, AUTO PARTS PLUS® et FINISHMASTER®. Uni-Sélect supporte également plus de 3 900 ateliers à travers ses bannières d'ateliers de réparation/installation, ainsi que ses bannières de carrosserie automobile.

Aux États-Unis, FinishMaster, Inc., une filiale à part entière de Uni-Sélect, opère un réseau national de plus de 200 magasins corporatifs de produits de revêtement automobile sous la bannière FINISHMASTER, laquelle dessert un réseau de plus de 30 000 clients annuellement, incluant plus de 6 800 ateliers de carrosserie à titre de fournisseur privilégié.

Au Royaume-Uni et en Irlande, Uni-Sélect, par l'intermédiaire de son groupe de filiales Parts Alliance, est un leader de la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire. Le groupe supporte plus de 23 000 clients par le biais d'un réseau de plus de 180 magasins corporatifs.

REVUE DES ACTIVITÉS DES TROIS DERNIERS EXERCICES

RENSEIGNEMENTS CONSOLIDÉS SÉLECTIONNÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des montants par action, des pourcentages et d'indication contraire)	2018	2017	2016
RÉSULTATS D'EXPLOITATION			
Ventes	1 751 965	1 448 272	1 197 319
BAlIA ⁽¹⁾	104 940	110 752	106 848
Marge du BAlIA ⁽¹⁾	6,0 %	7,6 %	8,9 %
Éléments spéciaux	14 589	6 780	(746)
BAlIA ajusté ⁽¹⁾	119 529	117 532	107 628
Marge du BAlIA ajusté ⁽¹⁾	6,8 %	8,1 %	9,0 %
Résultat net	36 497	44 616	58 265
Résultat ajusté ⁽¹⁾	51 473	55 097	58 638
Flux de trésorerie disponibles ⁽¹⁾	79 902	95 660	107 093
DONNÉES PAR ACTION ORDINAIRE			
Résultat net	0,86	1,06	1,37
Résultat ajusté ⁽¹⁾	1,22	1,30	1,38
Dividende (\$CAN)	0,3700	0,3625	0,3350
Valeur comptable par action	12,36	12,25	11,19
Nombre d'actions en circulation	42 387 300	42 273 812	42 214 178
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 253 987	42 261 423	42 434 956
SITUATION FINANCIÈRE			
Fonds de roulement	256 365	254 581	191 458
Total des actifs	1 540 570	1 496 389	980 616
Endettement total net ⁽¹⁾	418 703	417 909	111 973
Total des capitaux propres	523 882	517 977	472 362
Rendement du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾	7,0 %	9,0 %	12,8 %
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens ⁽¹⁾	9,1 %	10,8 %	12,9 %

⁽¹⁾ Cette information représente une mesure financière autre que les IFRS. (Pour plus de renseignements, voir la section « Mesures financières autres que les IFRS ».)

Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2018 et 2017 est fournie dans les rubriques suivantes. Une analyse détaillée de l'évolution des résultats d'exploitation et des états consolidés de la situation financière entre les exercices 2017 et 2016 est incluse dans le rapport de gestion du rapport annuel 2017, disponible sur le site de SEDAR à sedar.com.

APERÇU

La Société s'est transformée au cours des trois dernières années. Afin de répondre à l'évolution constante des affaires, du marché et de la concurrence, la Société a implanté de nouvelles stratégies et initiatives d'affaires, bâtissant une plateforme à long terme pour une croissance rentable, tout en raffermissant sa part de marché ainsi que ses positions de leadership. De plus, la Société est en train de revoir en profondeur sa base de coût pour mieux servir son modèle d'affaires et ainsi optimiser sa rentabilité.

Parmi les initiatives et réalisations importantes de la Société, nous retrouvons :

- Stimuler une croissance équilibrée par une combinaison d'initiatives organiques et d'acquisitions dans tous les secteurs. Avec son programme de fusions et acquisitions, la Société a complété 26 acquisitions entre les exercices 2016 et 2018, ajoutant 279 magasins corporatifs à son réseau. La Société a stimulé sa croissance organique à travers des initiatives telles que l'ouverture de 22 nouveaux magasins corporatifs au cours de la même période, desquels 15 ont été ouverts au Royaume-Uni depuis août 2017.
- Améliorer la productivité des activités d'exploitation en intégrant avec succès les acquisitions d'entreprises, en lançant le Plan 25/20, auparavant l'initiative 20/20, à travers ses trois piliers afin d'adapter la structure de coûts pour mieux soutenir le modèle d'affaires en évolution ainsi qu'en développant et en optimisant les outils technologiques. Au cours des trois derniers exercices, la Société a fermé et a intégré 40 magasins corporatifs conformément à ces initiatives.
- Transformer et faire évoluer les activités du secteur Produits automobiles Canada afin d'être plus compétitif dans le futur en ajoutant un réseau de magasins corporatifs, complémentaire au réseau de grossistes indépendants, en développant et en mettant en place de nouveaux programmes améliorés de bannières et de merchandising (BUMPER TO BUMPER et AUTO PARTS PLUS), tout en lançant la marque FINISHMASTER au Canada.
- Évaluer l'ajout de nouveaux marchés afin d'établir un troisième pilier de croissance possédant une culture similaire avec une forte position dans son marché et un potentiel important de croissance, qui a mené à l'acquisition de Parts Alliance le 7 août 2017, un chef de file en pleine croissance dans la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni.
- Maintenir une situation financière et une structure de capital saines avec des investissements stratégiques, la modification et la mise à jour de la facilité de crédit, l'amélioration du programme de financement des comptes fournisseurs et un rendement constant pour les actionnaires par voie de dividendes.

L'ensemble de ces initiatives ont procuré à la Société des flux de trésorerie importants, lui permettant de poursuivre sa croissance et une création de valeur dans tous les secteurs. La Société a terminé l'exercice 2016 avec 209 magasins corporatifs à travers ses secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis, alors que l'exercice 2018 s'est clos avec un réseau de 468 magasins corporatifs à travers ses trois secteurs d'activités.

EXERCICE 2018

Changements à la Direction et restructuration

Des conditions de marché en constante évolution ont incité la Société à réviser son modèle d'affaires, menant à des changements à la Direction, à un examen des solutions de rechange stratégiques ainsi qu'à une restructuration. Malgré tout, le réseau de distribution s'est étendu avec l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs et les acquisitions d'entreprises.

Initiatives principales par secteur :

FinishMaster États-Unis :

Le secteur FinishMaster États-Unis a renoué avec une croissance organique des ventes au cours de l'exercice grâce aux efforts déployés par l'équipe de ventes et le recrutement de nouveaux clients.

Un mouvement de consolidation dans le marché a engendré un déplacement des ventes vers les clients nationaux, pour lesquels les rabais sont plus importants, alors que ceux-ci prennent de l'expansion en acquérant des clients à magasins multiples (« MSO »). Ce changement dans la composition de la clientèle ainsi qu'une pression sur les prix à travers les différentes activités du revêtement automobile ont affecté la marge. Ces adversités ont partiellement été compensées par les initiatives d'amélioration de la productivité qui ont débuté au cours du deuxième semestre de 2017.

Produits automobiles Canada :

Le secteur Produits automobiles Canada a continué de travailler sur l'optimisation et le développement de ses magasins corporatifs, investissant dans leur intégration, alors que six magasins corporatifs ont été intégrés et un a été vendu au cours de l'exercice, tout en renforçant sa position sur le marché de la région de l'Atlantique avec l'acquisition d'AutoChoice Parts & Paints Limited.

Afin d'améliorer la chaîne d'approvisionnement et la rentabilité, ce secteur a mis en œuvre sa section du Plan 25/20 avec une première phase de réduction de l'effectif et de remodelage du réseau de distribution dans les Prairies. Ceci comprend l'intégration des centres de distribution actuels de Saskatoon et de Calgary, alors que l'ouverture d'un centre de distribution de plus grande envergure à Calgary est prévue pour le premier trimestre de 2019. Ceci permettra un plus large éventail de produits.

Parts Alliance Royaume-Uni :

La croissance organique du secteur Parts Alliance Royaume-Uni a été générée par le déploiement d'initiatives stratégiques de ventes ainsi que l'ouverture de 13 magasins corporatifs au cours de l'exercice, pour un total de 15 depuis son acquisition, élargissant la présence sur le marché au Royaume-Uni.

La performance d'exploitation de ce secteur en 2018 a été renforcée par un exercice complet d'activités, améliorant l'absorption des frais fixes, ainsi que par des initiatives de réduction de coûts en 2017 dans le cadre du Plan 25/20 maximisant les activités de ses magasins corporatifs. En lien avec ce processus, des solutions en technologie de l'information ont soit été standardisées, déployées ou intégrées dans plus de 20 magasins corporatifs.

De plus, le secteur Parts Alliance Royaume-Uni travaille à l'optimisation de sa chaîne d'approvisionnement, ce qui comprend la fermeture d'un magasin, une légère diminution de l'effectif ainsi que l'inauguration d'un centre de distribution national situé au cœur du Royaume-Uni, qui procurera une offre bonifiée de produits à travers le réseau tout en améliorant l'efficacité.

Corporatif et autres :

L'objectif principal du secteur Corporatif et autres est d'offrir des outils aux unités d'affaires leur permettant d'être plus efficaces et de créer de la valeur ajoutée aux actionnaires. Ceci inclut :

- L'annonce en septembre par le Comité de Direction des changements à la Direction et l'initiation d'un examen des solutions de rechange stratégiques ;
- Le lancement du Plan 25/20 en novembre, étendant l'initiative 20/20 amorcée en 2017 ;
- La modification et la mise à jour de la convention de crédit, convertissant la facilité de crédit à terme en facilité de crédit rotatif à long terme non garantie et prolongeant l'échéance des facilités de crédit au 30 juin 2023, offrant une plus grande flexibilité financière à un coût minimal ; et
- L'intégration du secteur Parts Alliance Royaume-Uni aux fins de conformité au Règlement 52-109.

EXERCICE 2017

Internationalisation et réseau en évolution

La Société a évolué à pas de géant en prenant un tournant international et en ajoutant à son réseau croissant Parts Alliance, un chef de file dans la distribution de produits automobiles destinés au marché secondaire au Royaume-Uni. De leur côté, les secteurs Produits automobiles Canada et FinishMaster États-Unis ont complété leur réseau respectif avec des acquisitions d'entreprises dûment sélectionnées et l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs.

Au cours de l'exercice, la Société a poursuivi son expansion par acquisitions d'entreprises, ajoutant à son réseau un troisième pilier ainsi qu'une présence sur le marché européen avec l'acquisition de Parts Alliance Royaume-Uni. Par ailleurs, le secteur FinishMaster États-Unis a complété son acquisition la plus importante à ce jour avec D'Angelo alors que le secteur Produits automobiles Canada a réalisé certaines acquisitions. De plus, de nouveaux magasins corporatifs ont été ouverts dans les secteurs FinishMaster États-Unis et Parts Alliance Royaume-Uni. À la suite de ces initiatives de croissance, le nombre de magasins corporatifs qui se situait à 259 au début de l'exercice a clôturé à 447.

En outre, l'initiative 20/20 a été lancée afin d'améliorer la productivité des trois secteurs d'activités. Le secteur FinishMaster États-Unis s'est concentré sur la réduction de coûts afin d'adapter la structure de coûts à l'évolution du modèle d'affaires. Le secteur Produits automobiles Canada a mis l'accent sur l'intégration de magasins corporatifs, incluant la stratégie de marque, les processus ainsi que l'implantation d'un nouveau système de point de vente (« POS »). Le secteur Parts Alliance Royaume-Uni a travaillé sur la maximisation des outils technologiques et l'amélioration de la productivité de ses activités. À la suite de ces initiatives, 14 magasins corporatifs ont été intégrés avec succès à travers la Société.

De son côté, le secteur Corporatif et autres a modifié et mis à jour sa convention de crédit offrant une augmentation totale de 225 000 \$ et permettant, entre autres, l'acquisition de Parts Alliance de même qu'une croissance future.

EXERCICE 2016

Réseau en expansion

La Société a connu une année de croissance et de performance stimulée par les acquisitions d'entreprises rentables, tout en évoluant à travers des conditions économiques moins favorables au Canada et un changement de gamme de produits aux États-Unis.

Les secteurs FinishMaster États-Unis et Produits automobiles Canada ont tous les deux activement travaillé sur des initiatives de croissance tant au niveau organique qu'au niveau d'acquisitions d'entreprises. Le secteur Produits automobiles Canada a accéléré les initiatives des magasins corporatifs, bâtissant sa structure, ce qui inclut le déploiement d'un système POS ainsi que le lancement du nouveau programme BUMPER TO BUMPER et de la marque FINISHMASTER au Canada. Le secteur FinishMaster États-Unis a ouvert un nouveau centre de distribution, sur la Côte Est, afin d'améliorer le service aux clients, tout en effectuant un changement de gamme de produits au cours du deuxième semestre de l'année. Ensemble, ces secteurs ont finalisé 14 acquisitions d'entreprises, ajoutant au réseau plus de 60 magasins corporatifs avant les synergies. L'intégration des récentes acquisitions d'entreprises a progressé tel que prévu, produisant les résultats attendus.

Du côté du secteur corporatif et autres, des stratégies ont été initiées en regard de la gestion de la trésorerie, de l'amélioration de la performance, de la réduction des risques financiers et de change et ultimement de la création de valeur avec le renouvellement et l'ajout d'ententes de financement des comptes fournisseurs, les négociations avec les fournisseurs de technologies de l'information et le déploiement d'une solution d'internalisation des serveurs, la couverture de la rémunération à base d'actions ainsi que de certains créiteurs importants et le fractionnement des actions ordinaires à raison de 2 pour 1.

MISE À JOUR SUR LE PLAN D'AMÉLIORATION DE LA PERFORMANCE ET ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

Au cours du deuxième semestre de 2017, la Société a lancé l'initiative 20/20 afin d'améliorer l'efficacité dans tous les secteurs d'activités.

Considérant l'évolution des conditions de marché constatées en 2018, la Société a décidé de s'adapter à cette nouvelle réalité et d'aligner davantage sa structure de coût. Il en a résulté le lancement du Plan 25/20 en novembre, lequel complétait l'initiative 20/20. Ce plan touche tous les secteurs. Il comprend une réduction de l'effectif et l'intégration de locations, ainsi que l'optimisation de la logistique de la chaîne d'approvisionnement.

Grâce à ce plan, la Société anticipe générer des économies annualisées de 25 000 \$ d'ici la fin de 2020, desquelles 18 700 \$ ont été réalisées au 31 décembre 2018.

Au cours de l'exercice de 2018, la Société a réduit ses effectifs, intégré 14 magasins corporatifs et en a vendu un. En outre, afin d'optimiser ses processus de logistique, la Société travaille à l'intégration de trois centres de distribution de moindre envergure au sein de deux centres de distribution supérieurs, ce qui lui permettra d'être plus compétitive et efficace. La mise en activité de ces nouveaux centres de distribution est prévue au cours du premier trimestre de 2019.

Le coût total d'implantation du Plan 25/20 devrait représenter environ 11 000 \$. Au 31 décembre 2018, la Société a reconnu des frais de restructuration et autres de l'ordre de 7 578 \$. (Voir la section « Analyse des résultats consolidés » pour plus de renseignements.)

Le tableau qui suit résume les impacts annualisés au 31 décembre 2018 :

	Anticipé	Réalisé
	D'ici la fin de 2020	À date 2018
Économies de coûts annualisées	25 000	18 700
Frais de restructuration et autres :		
Frais de restructuration	6 500	5 055
Autres frais encourus	4 500	2 523
	11 000	7 578
Dépenses en immobilisation	7 000	5 509

Au 31 décembre 2018, une provision pour frais de restructuration de 4 173 \$ a été reconnue comme passif courant à l'état consolidé de la situation financière de la Société.

En janvier 2019, le Conseil d'administration et la Direction ont amorcé l'élaboration d'un vaste plan d'amélioration de la performance et du redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis dans le but de réaligner ses activités pour faire face à l'évolution des conditions du marché, notamment la consolidation des comptes nationaux et les pressions sur les prix. Ce plan, qui devrait générer des économies supplémentaires annualisées de 10 000 \$ d'ici la fin de 2019, est axé sur quatre volets : la consolidation de magasins corporatifs, l'optimisation, le recouvrement des marges et la réduction des dépenses. Des frais de restructuration additionnels entre 5 000 \$ et 7 000 \$ seront comptabilisés au cours de l'exercice 2019, principalement pour des indemnités de départ et des contrats déficitaires.

Le Plan 25/20 et le plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement pour le secteur FinishMaster États-Unis, combinés ensemble, seront désormais désignés sous le nom de « Plan d'amélioration de la performance » de la Société, avec des économies annualisées ciblées de 35 000 \$.

MESURES FINANCIÈRES AUTRES QUE LES IFRS

L'information comprise dans ce rapport comporte certains renseignements qui ne sont pas des mesures financières du rendement conformes aux IFRS. Les mesures financières autres que les IFRS n'ont pas de signification normalisée en vertu des IFRS et, par conséquent, il est peu probable qu'elles soient comparables à des définitions similaires présentées par d'autres sociétés. La Société est d'avis que les lecteurs du présent document peuvent tenir compte de ces mesures de rendement aux fins d'analyse.

Le tableau suivant présente les définitions des termes utilisés par la Société qui ne sont pas définis selon les IFRS.

Croissance organique⁽¹⁾	Cette mesure consiste à quantifier l'augmentation des ventes consolidées entre deux périodes données, en excluant l'impact des acquisitions, des variations du taux de change et, lorsqu'il y a lieu, de la différence du nombre de jours de facturation. Cette mesure aide Uni-Sélect à juger l'évolution intrinsèque des ventes générées par sa base opérationnelle par rapport au reste du marché. La détermination du taux de croissance organique, qui est fondée sur des constats raisonnables aux yeux de la Direction, pourrait différer des taux de croissance organique réels.
BAIIA⁽¹⁾	Le BAIIA représente le résultat net excluant les charges financières, l'amortissement et l'impôt sur le résultat. Il s'agit d'un indicateur financier mesurant la capacité d'une société de rembourser et d'assumer ses dettes. Les investisseurs ne doivent pas le considérer comme un critère remplaçant les ventes ou le résultat net, ni comme un indicateur des résultats d'exploitation ou de flux de trésorerie, ni comme un paramètre de mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.
BAIIA ajusté, résultat ajusté et résultat ajusté par action⁽¹⁾	<p>La Direction utilise le BAIIA ajusté, le résultat ajusté ainsi que le résultat ajusté par action pour évaluer le BAIIA, le résultat net et le résultat par action provenant des activités d'exploitation, excluant certains ajustements, nets d'impôt sur le résultat (pour le résultat ajusté et le résultat ajusté par action), qui pourraient avoir une incidence sur la comparabilité des résultats financiers de la Société. La Direction considère que ces mesures facilitent l'analyse et permettent une meilleure compréhension de la performance des activités de la Société. L'objectif de ces mesures est de fournir de l'information additionnelle.</p> <p>Ces ajustements correspondent, entre autres, aux frais de restructuration et autres, aux indemnités de départ et bonis de rétention relatifs aux changements à la Direction ainsi qu'aux frais de transactions nets, à l'amortissement de la prime relative aux options sur devises et à l'amortissement des immobilisations incorporelles relativement à l'acquisition de Parts Alliance. La Direction considère l'acquisition de Parts Alliance comme transformationnelle. Le fait d'exclure ces éléments ne veut pas dire qu'ils sont non récurrents.</p>
Marge du BAIIA⁽¹⁾ et marge du BAIIA ajusté⁽¹⁾	La marge du BAIIA est un pourcentage qui correspond au BAIIA divisé par les ventes. La marge du BAIIA ajusté est un pourcentage qui correspond au BAIIA ajusté divisé par les ventes.

Flux de trésorerie disponibles⁽²⁾	<p>Cette mesure correspond aux flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie, ajustés des éléments suivants : la variation des éléments du fonds de roulement, les acquisitions d'immobilisations corporelles et la différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de la période. Uni-Sélect considère les flux de trésorerie disponibles comme un important indicateur de la solidité financière et du rendement des activités, car ils révèlent le montant des fonds disponibles pour gérer la croissance du fonds de roulement, payer les dividendes, rembourser la dette, réinvestir dans la Société et profiter des différentes opportunités de marché qui se présentent.</p> <p>Les flux de trésorerie disponibles excluent certaines variations dans les éléments du fonds de roulement (dont les débiteurs et autres recevables, les stocks et les créditeurs et charges à payer) et autres fonds générés et utilisés selon les tableaux consolidés des flux de trésorerie. Par conséquent, ils ne devraient pas être considérés comme une alternative aux tableaux consolidés des flux de trésorerie ou comme une mesure de liquidité, mais comme une information additionnelle.</p>
Endettement total net⁽³⁾	Cette mesure correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 17 aux états financiers consolidés</i>), nette de la trésorerie.
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres⁽³⁾	Ce ratio correspond à l'endettement total net divisé par la somme de l'endettement total net et du total des capitaux propres.
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres⁽³⁾	Ce ratio correspond à la dette à long terme incluant les versements exigibles à court terme (<i>selon la note 17 aux états financiers consolidés</i>), divisée par le total des capitaux propres.
Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté⁽³⁾	Ce ratio correspond à l'endettement total net sur le BAIIA ajusté ⁽¹⁾ .
Rendement du total des capitaux propres moyens⁽³⁾	Ce ratio correspond au résultat net, divisé par le total des capitaux propres moyen.
Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens⁽³⁾	Ce ratio correspond au résultat ajusté ⁽¹⁾ , auquel l'amortissement des immobilisations incorporelles de Parts Alliance est réintégré, divisé par le total des capitaux propres moyen.

⁽¹⁾ Voir la section « Analyse des résultats consolidés » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

⁽²⁾ Voir la section « Flux de trésorerie » pour un rapprochement quantitatif entre les mesures financières autres que les IFRS et celles les plus directement comparables conformément aux IFRS.

⁽³⁾ Voir la section « Structure de capital » pour plus de renseignements.

ANALYSE DES RÉSULTATS CONSOLIDÉS

Les activités de Parts Alliance Royaume-Uni sont incluses dans les résultats consolidés depuis leur acquisition le 7 août 2017.

VENTES

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
<i>FinishMaster États-Unis</i>	203 440	198 956	829 982	814 639
<i>Produits automobiles Canada</i>	122 460	123 023	503 829	484 934
<i>Parts Alliance Royaume-Uni</i>	93 555	92 999	418 154	148 699
Ventes	419 455	414 978	1 751 965	1 448 272
		%		%
Variation des ventes	4 477	1,1	303 693	21,0
Impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling	7 201	1,7	3 219	0,2
Nombre de jours de facturation	235	0,0	1 866	0,1
Acquisitions	(2 208)	(0,5)	(287 039)	(19,8)
Croissance organique consolidée	9 705	2,3	21 739	1,5

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes ont augmenté de 1,1 %, comparativement au trimestre correspondant de 2017, pour atteindre 419 455 \$, bénéficiant principalement d'une croissance organique de 2,3 % ainsi que des ventes générées par les acquisitions d'entreprises. Cette croissance a été partiellement contrebalancée par l'impact du dollar canadien et de la livre sterling lors de leur conversion au dollar américain puisque les deux monnaies ont perdu de la vigueur au cours du trimestre.

La croissance organique consolidée provient principalement des secteurs FinishMaster États-Unis et Parts Alliance Royaume-Uni, lesquels ont enregistré respectivement une croissance organique de 3,9 % et 2,8 %. Le secteur Produits automobiles Canada a eu un trimestre plus faible enregistrant une décroissance organique de 0,5 %.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La croissance de 21,0 %, comparativement à la période correspondante de 2017, a été stimulée par la contribution des acquisitions d'entreprises, lesquelles ont ajouté 287 039 \$ de ventes, soit un apport de 19,8 %, en provenance principalement du secteur Parts Alliance Royaume-Uni.

Les trois secteurs ont enregistré une croissance organique pour la période de douze mois, un résultat direct des initiatives déployées par les équipes de ventes ainsi que de l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs. Le secteur FinishMaster États-Unis a rapporté 1,4 %, le secteur Produits automobiles Canada 0,5 % et le secteur Parts Alliance Royaume-Uni 5,3 %.

MARGE BRUTE

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Marge brute	134 603	139 987	575 169	465 074
<i>En % des ventes</i>	32,1 %	33,7 %	32,8 %	32,1 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge brute, en pourcentage des ventes, a diminué de 160 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2017, attribuable principalement à une pression sur les prix ainsi qu'à un changement dans la composition de la clientèle dans le secteur FinishMaster États-Unis.

Ces impacts ont été partiellement compensés par une amélioration des conditions d'achats dans le secteur Produits automobiles Canada à la suite de l'atteinte d'un niveau supérieur de rabais annuels de performance.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge brute, en pourcentage des ventes, a augmenté de 70 points de base comparativement à la période correspondante de 2017, bénéficiant de l'acquisition du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, dont le modèle d'affaires génère une marge brute plus élevée que les autres secteurs.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation négative restante, en pourcentage des ventes, est principalement attribuable à une pression sur les prix et un changement dans la composition de la clientèle dans le secteur FinishMaster États-Unis.

AVANTAGES DU PERSONNEL

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Avantages du personnel	75 412	75 469	308 546	236 684
<i>En % des ventes</i>	18,0 %	18,2 %	17,6 %	16,3 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, se sont améliorés de 20 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2017. Cette variation est principalement attribuable à une meilleure absorption de la rémunération fixe en raison d'un volume additionnel de ventes découlant de la croissance organique globale. La diminution de la rémunération basée sur la performance à travers la Société a été contrebalancée par une dépense provenant des contrats de swaps sur actions relatifs à la rémunération à base d'actions.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les avantages du personnel, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 130 points de base comparativement à la période correspondante de 2017. Cette variation est principalement attribuable à un modèle d'affaires différent dans le secteur Parts Alliance Royaume-Uni, requérant un niveau plus élevé d'avantages du personnel.

Excluant ce facteur, les avantages du personnel en pourcentage des ventes sont demeurés stables. Les économies réalisées par le secteur FinishMaster États-Unis en lien avec le Plan 25/20, ainsi que la réduction nette de la rémunération basée sur la performance ont été contrebalancées par l'intégration des magasins corporatifs et les investissements en ressources requis dans le secteur Produits automobiles Canada.

AUTRES DÉPENSES D'EXPLOITATION

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Autres dépenses d'exploitation	37 793	36 534	147 094	110 858
<i>En % des ventes</i>	9,0 %	8,8 %	8,4 %	7,7 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 20 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2017. Cette variation est attribuable à une augmentation des honoraires professionnels et de consultation ainsi que des dépenses en technologies de l'information dans le cours normal des activités. De plus, la faiblesse du dollar canadien a engendré des pertes de change sur devises étrangères, alors qu'un gain avait été reconnu au cours du trimestre correspondant de 2017.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une meilleure absorption des frais fixes en raison d'un volume additionnel de ventes découlant de la croissance organique globale.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les autres dépenses d'exploitation, en pourcentage des ventes, ont augmenté de 70 points de base comparativement à la période correspondante de 2017, dont l'acquisition du secteur Parts Alliance Royaume-Uni représente 30 points de base.

Excluant les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, la variation restante, en pourcentage des ventes, est principalement relative à des pertes de change sur devises étrangères, une augmentation des honoraires professionnels et de consultation ainsi que des dépenses en technologies de l'information dans le cours normal des activités. L'intégration des magasins corporatifs par le secteur Produits automobiles Canada a nécessité des investissements additionnels alors qu'une économie ponctuelle relativement à l'internalisation des serveurs avait été reconnue en 2017.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une meilleure absorption des frais fixes en raison d'un volume additionnel de ventes découlant de la croissance organique globale.

ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux sont composés d'éléments qui sont non représentatifs de la performance de base de la Société ou, lorsque présentés de façon distincte, permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de la Société pour la période. Les éléments spéciaux sont détaillés comme suit :

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Frais de restructuration et autres	7 578	-	7 578	(523)
Indemnités de départ et bonis de rétention relatifs aux changements à la Direction	961	-	6 157	-
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	106	2 130	854	7 303
	8 645	2 130	14 589	6 780

Frais de restructuration et autres

Le 14 novembre 2018, la Société a annoncé le Plan 25/20, qui est composé principalement de la réduction de l'effectif et la consolidation d'emplacements, tout en optimisant la chaîne d'approvisionnement.

La Société a comptabilisé des frais de restructuration totalisant 5 055 \$, incluant 3 122 \$ pour les indemnités de départ et 1 933 \$ pour les contrats déficitaires.

La Société a encouru d'autres frais de 2 523 \$, composés principalement des frais de consultants relatifs à l'examen des solutions de rechange stratégiques.

En 2017, la Société a révisé les provisions restantes relatives à la rationalisation des activités corporatives, et a reflété une diminution des frais de restructuration et autres dans les états consolidés des résultats de 523 \$.

Indemnités de départ et bonis de rétention relatifs aux changements à la Direction

Le 18 septembre 2018, la Société a annoncé des changements à la Direction avec le départ immédiat et le remplacement de son Président et chef de la direction et du Président et chef de l'exploitation de FinishMaster, Inc. Par conséquent, la Société a comptabilisé des frais totalisant 961 \$ et 6 157 \$ pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2018, composés principalement d'indemnités de départ.

Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance

En connexion avec l'acquisition de Parts Alliance complétée en août 2017, la Société a comptabilisé des frais de transaction pour un montant de 16 \$ et 854 \$ pour le trimestre et la période de douze mois clos le 31 décembre 2018 (2 130 \$ et 7 303 \$ respectivement en 2017). Ces frais de transaction incluent :

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Frais d'acquisition	-	489	294	7 310
Autres charges relatives à l'acquisition	106	1 641	560	1 699
Variation favorable de la juste valeur des options sur devises	-	-	-	(1 706)
	106	2 130	854	7 303

BAIIA

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2018	2017	%	2018	2017	%
Résultat net	(2 363)	8 721		36 497	44 616	
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(489)	2 170		8 180	22 002	
Amortissement	10 265	9 977		39 702	29 647	
Charges financières, montant net	5 370	4 986		20 561	14 487	
BAIIA	12 783	25 854	(50,6)	104 940	110 752	(5,2)
Marge du BAIIA	3,0 %	6,2 %		6,0 %	7,6 %	
Éléments spéciaux	8 645	2 130		14 589	6 780	
BAIIA ajusté	21 428	27 984	(23,4)	119 529	117 532	1,7
Marge du BAIIA ajusté	5,1 %	6,7 %		6,8 %	8,1 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 160 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2017. Cette variation est principalement expliquée par une pression sur les prix et un changement dans la composition de la clientèle dans le secteur FinishMaster États-Unis.

Ces éléments ont partiellement été compensés par le secteur Produits automobiles Canada qui a bénéficié de rabais annuels de performance supérieurs et d'une meilleure absorption des frais fixes provenant d'une augmentation du volume de ventes.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 130 points de base comparativement à la période correspondante de 2017. La variation pour la période de douze mois est principalement expliquée par une pression sur les prix et un changement dans la composition de la clientèle dans le secteur FinishMaster États-Unis, des pertes de change sur devises étrangères, une augmentation des honoraires professionnels et de consultation ainsi que des dépenses en technologies de l'information. De plus, des investissements ont été requis pour l'intégration des magasins corporatifs dans le secteur Produits automobiles Canada.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des économies découlant du Plan 25/20 dans le secteur FinishMaster États-Unis ainsi que par une meilleure absorption des coûts fixes dans le secteur Parts Alliance Royaume-Uni, lequel a bénéficié de douze mois complets d'activités.

CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Charges financières, montant net	5 370	4 986	20 561	14 487

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation des charges financières, comparativement au trimestre correspondant de 2017, est principalement attribuable à l'augmentation de la dette moyenne, engendrant des frais d'emprunt plus élevés.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'augmentation des charges financières, comparativement à la période correspondante de 2017, est principalement attribuable à l'augmentation de la dette moyenne, provenant en grande partie de l'acquisition de Parts Alliance, ce qui a engendré des frais d'emprunt plus élevés. Cette variation a été partiellement compensée par l'amortissement de la prime relative aux options sur devises en lien à l'acquisition de Parts Alliance comptabilisée en 2017.

(Pour plus de renseignements, voir la note 5 aux états financiers consolidés.)

AMORTISSEMENT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Amortissement	10 265	9 977	39 702	29 647

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation de l'amortissement, comparativement au trimestre correspondant de 2017, est principalement attribuable aux récents investissements en immobilisations.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

L'augmentation de l'amortissement, comparativement à la période correspondante de 2017, est principalement attribuable à l'acquisition de Parts Alliance, notamment en regard à l'amortissement des immobilisations incorporelles, ou plus spécifiquement aux relations clients. L'amortissement des récents investissements en immobilisations a aussi contribué à l'augmentation.

(Pour plus de renseignements, voir la note 6 aux états financiers consolidés.)

CHARGE D'IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Charge (recouvrement) d'impôt sur le résultat	(489)	2 170	8 180	22 002
<i>Taux d'imposition</i>	17,1 %	19,9 %	18,3 %	33,0 %

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation du taux d'imposition, comparativement au trimestre correspondant de 2017, est principalement attribuable à la diminution du taux d'impôt américain des sociétés annoncée en décembre 2017, ainsi qu'à une pondération géographique différente des résultats avant impôt où des taux d'imposition distincts s'appliquent.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation du taux d'imposition, comparativement à la période correspondante de 2017, est principalement attribuable à la diminution du taux d'impôt américain des sociétés annoncée en décembre 2017, aux frais d'acquisition non déductibles en 2017 relatifs à l'acquisition de Parts Alliance ainsi qu'à une pondération géographique différente des résultats avant impôt où des taux d'imposition distincts s'appliquent.

(Pour plus de renseignements, voir la note 7 aux états financiers consolidés.)

RÉSULTAT NET ET RÉSULTAT PAR ACTION

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2018	2017	%	2018	2017	%
Résultat net	(2 363)	8 721	(127,1)	36 497	44 616	(18,2)
Éléments spéciaux, nets d'impôt	6 741	1 773		10 811	6 613	
Amortissement de la prime relative aux options sur devises, net d'impôt	-	-		-	2 003	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, net d'impôt	1 052	1 119		4 165	1 865	
Résultat ajusté	5 430	11 613	(53,2)	51 473	55 097	(6,6)
Résultat par action	(0,06)	0,21	(128,6)	0,86	1,06	(18,9)
Éléments spéciaux, nets d'impôt	0,16	0,04		0,26	0,15	
Amortissement de la prime relative aux options sur devises, net d'impôt	-	-		-	0,05	
Amortissement des immobilisations incorporelles relatives à l'acquisition de Parts Alliance, net d'impôt	0,03	0,02		0,10	0,04	
Résultat par action ajusté	0,13	0,27	(51,9)	1,22	1,30	(6,2)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La diminution de 6 183 \$ ou 53,2 % du résultat ajusté, comparativement au trimestre correspondant de 2017, provient principalement d'un BAIIA ajusté plus faible, des charges financières plus élevées ainsi qu'une hausse de l'amortissement attribuable aux investissements en immobilisations.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La diminution de 3 624 \$ ou 6,6 % du résultat ajusté, comparativement à la période correspondante de 2017, provient principalement aux acquisitions d'entreprises et aux investissements en immobilisations.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par la contribution de douze mois complets d'activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni, ainsi que par la réduction du taux d'imposition sur les activités américaines.

La conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain n'a pas eu d'impact sur le résultat par action pour le trimestre et la période de douze mois comparativement aux périodes correspondantes de 2017.

RÉSULTATS D'EXPLOITATION TRIMESTRIELS CONSOLIDÉS

Les ventes de la Société suivent une tendance saisonnière : les ventes sont historiquement plus importantes au cours des deuxièmes et troisièmes trimestres pour les secteurs FinishMaster États-Unis et Produits automobiles Canada et au cours des premiers et deuxièmes trimestres pour le secteur Parts Alliance Royaume-Uni. Les ventes sont aussi affectées par les acquisitions d'entreprises ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain.

Le tableau suivant résume les principales informations financières tirées des rapports financiers consolidés intermédiaires pour chacun des huit derniers trimestres.

	2018				2017			
	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre	Quatrième trimestre	Troisième trimestre	Deuxième trimestre	Premier trimestre
Ventes								
États-Unis	203 440	214 209	210 954	201 379	198 956	206 495	209 486	199 702
Canada	122 460	131 128	139 572	110 669	123 023	133 612	130 801	97 498
Royaume-Uni ⁽¹⁾	93 555	103 508	111 045	110 046	92 999	55 700	-	-
	419 455	448 845	461 571	422 094	414 978	395 807	340 287	297 200
BAIIA	12 783	29 712	35 443	27 002	25 854	32 181	29 544	23 173
<i>Marge du BAIIA</i>	3,0 %	6,6 %	7,7 %	6,4 %	6,2 %	8,1 %	8,7 %	7,8 %
Éléments spéciaux	8 645	5 212	114	618	2 130	1 734	2 916	-
BAIIA ajusté	21 428	34 924	35 557	27 620	27 984	33 915	32 460	23 173
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	5,1 %	7,8 %	7,7 %	6,5 %	6,7 %	8,6 %	9,5 %	7,8 %
Résultat net	(2 363)	10 594	17 875	10 391	8 721	11 159	13 738	10 998
Résultat ajusté	5 430	15 528	18 399	12 116	11 613	15 851	16 635	10 998
Résultat net de base par action	(0,06)	0,25	0,42	0,25	0,21	0,26	0,33	0,26
Résultat ajusté de base par action	0,13	0,37	0,44	0,29	0,27	0,37	0,39	0,26
Résultat net dilué par action	(0,06)	0,25	0,42	0,25	0,21	0,26	0,32	0,26
<i>Dividende déclaré par action (\$CAN)</i>	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,0925	0,085
<i>Taux de change moyen des résultats (\$CAN)</i>	0,76:1 \$	0,77:1 \$	0,77:1 \$	0,79:1 \$	0,79:1 \$	0,80:1 \$	0,74:1 \$	0,76:1 \$
<i>Taux de change moyen des résultats (£)</i>	1,29:1 \$	1,30:1 \$	1,36:1 \$	1,39:1 \$	1,33:1 \$	1,31:1 \$	-	-

⁽¹⁾ Ventes depuis la finalisation de l'acquisition le 7 août 2017.

ANALYSE DES RÉSULTATS PAR SECTEUR

INFORMATION SECTORIELLE

La Société rapporte l'information sur quatre secteurs d'activités isolables :

FinishMaster États-Unis : distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain.

Produits automobiles Canada : distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile et industrielle et les accessoires connexes, à travers le réseau canadien.

Parts Alliance Royaume-Uni : distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni.

Corporatif et autres : dépenses du siège social et aux autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus est le BAIIA.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – FINISHMASTER ÉTATS-UNIS

Ventes

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Ventes	203 440	198 956	829 982	814 639
		%		%
Variation des ventes	4 484	2,3	15 343	1,9
Acquisitions	-	-	(7 324)	(0,9)
Nombre de jours de facturation	3 210	1,6	3 221	0,4
Croissance organique	7 694	3,9	11 240	1,4

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation des ventes de 2,3 % du secteur FinishMaster États-Unis, comparativement au trimestre correspondant de 2017, provient d'une croissance organique de 3,9 %, qui a partiellement été contrebalancée par une différence dans le nombre de jours de facturation de 1,6 %.

Ce secteur a enregistré une croissance organique pour un troisième trimestre consécutif. Cette performance est attribuable aux efforts de l'équipe de ventes, développant le volume d'affaires et recrutant de nouveaux clients.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 1,9 %, comparativement à la période correspondante de 2017, soutenues par la croissance organique ainsi que par les acquisitions d'entreprises, lesquelles ont partiellement été contrebalancées par l'impact du nombre de jours de facturation.

La croissance organique de 1,4 % pour la période de douze mois est le résultat d'initiatives de l'équipe de ventes, d'investissements auprès des clients ainsi que de l'ouverture de deux magasins corporatifs depuis le début de l'exercice.

BAIIA

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2018	2017	%	2018	2017	%
BAIIA	11 687	19 603	(40,4)	74 349	91 345	(18,6)
Marge du BAIIA	5,7 %	9,9 %		9,0 %	11,2 %	
Éléments spéciaux	1 693	-		1 693	-	
BAIIA ajusté	13 380	19 603	(31,7)	76 042	91 345	(16,8)
Marge du BAIIA ajusté	6,6 %	9,9 %		9,2 %	11,2 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 330 points de base comparativement au trimestre correspondant de 2017. Cette variance est principalement attribuable à une pression sur la marge brute provenant de la combinaison d'un changement dans la composition de la clientèle et d'une pression sur les prix. L'impact du changement dans la composition de la clientèle provient d'un déplacement des ventes vers les clients nationaux, pour lesquels les rabais sont plus importants.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une meilleure absorption des frais fixes grâce à la croissance organique, des avantages sociaux moindres pour les soins médicaux et une diminution de la rémunération basée sur la performance.

Une revue approfondie a été entreprise en janvier 2019 afin de développer un plan pour aligner le modèle d'affaires aux conditions du marché en évolution. Le nouveau plan optimisera le Plan 25/20 déjà en place. De plus, un magasin corporatif a été intégré au cours du trimestre.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 200 points de base, comparativement à la période correspondante de 2017, affectée globalement par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

De plus, la période de douze mois a été positivement affectée par des économies découlant des activités du Plan 25/20. Ces activités incluent l'intégration de cinq magasins corporatifs au cours de l'exercice et l'alignement des avantages du personnel selon l'évolution de son modèle d'affaires.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PRODUITS AUTOMOBILES CANADA

Ventes

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Ventes	122 460	123 023	503 829	484 934
		%		%
Variation des ventes	(563)	(0,5)	18 895	3,9
Impact de la conversion du dollar canadien	4 557	3,7	(290)	(0,1)
Nombre de jours de facturation	(2 548)	(2,1)	(2 328)	(0,5)
Acquisitions	(2 019)	(1,6)	(13 653)	(2,8)
Croissance organique	(573)	(0,5)	2 624	0,5

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes du secteur Produits automobiles Canada ont diminué de 0,5 %, comparativement au trimestre correspondant de 2017; la variation du nombre de jours de facturation et les acquisitions d'entreprises ont compensé l'effet du dollar canadien lors de sa conversion en dollar américain.

La décroissance organique rapportée par ce secteur pour le trimestre est attribuable à des timings différents, particulièrement durant la période des Fêtes, puisque plusieurs installateurs et grossistes ont été fermés pendant deux jours de plus que durant la même période l'an passé. De plus, comme mentionnées au moment de la publication des résultats du troisième trimestre, certaines ventes de peinture automobile et accessoires connexes ont été devancées au trimestre précédent en raison de hausses de prix.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 3,9 %, comparativement à la période correspondante de 2017, propulsées par les acquisitions d'entreprises, la croissance organique et le nombre différent de jours de facturation.

La croissance organique de 0,5 % enregistrée pour la période de douze mois provient des initiatives de ventes qui ont permis de contrebalancer la faiblesse des conditions de marché.

BAIIA

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2018	2017	%	2018	2017	%
BAIIA	5 948	6 286	(5,4)	28 616	31 214	(8,3)
<i>Marge du BAIIA</i>	4,9 %	5,1 %		5,7 %	6,4 %	
Éléments spéciaux	3 346	-		3 346	-	
BAIIA ajusté	9 294	6 286	47,9	31 962	31 214	2,4
<i>Marge du BAIIA ajusté</i>	7,6 %	5,1 %		6,3 %	6,4 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation de 250 points de base de la marge du BAIIA ajusté, comparativement au trimestre correspondant de 2017, provient de conditions d'achat améliorées à la suite de l'atteinte d'un niveau supérieur de rabais annuels de performance. De plus, une meilleure performance du programme de peinture, de carrosserie et d'équipements (« PBE ») ainsi qu'une réduction de la rémunération basée sur la performance ont contribué à l'amélioration de la marge du BAIIA ajusté du trimestre.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par des pertes de change sur devises étrangères provenant de la faiblesse du dollar canadien et des dépenses en technologies de l'information plus élevées pour soutenir les activités.

En ce qui concerne la restructuration annoncée au cours du trimestre, connue comme le Plan 25/20, le secteur Produits automobiles Canada a immédiatement mis en œuvre son plan avec une première phase de réduction des effectifs et le remodelage du réseau de distribution dans les Prairies. Ce plan inclut l'intégration des activités des centres de distribution actuels de Saskatoon et Calgary, alors que l'ouverture d'un centre de distribution de plus grande envergure à Calgary est prévue pour le premier trimestre de 2019. Ceci permettra un plus large éventail de produits. Ces initiatives sont complémentaires à l'intégration et à l'optimisation des magasins corporatifs.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La diminution de 10 points de base de la marge du BAIIA ajusté, comparativement à la période correspondante de 2017, est principalement relative aux efforts entrepris en 2018 pour optimiser le réseau de magasins corporatifs, alors que six magasins corporatifs ont été intégrés et un vendu depuis le début de l'exercice. En plus, la période de douze mois de 2018 a été affectée par des pertes de change sur devises étrangères en raison de la faiblesse du dollar canadien, alors qu'en 2017 la marge du BAIIA avait bénéficié d'une économie ponctuelle réalisée à la suite de l'internalisation des serveurs.

Ces éléments ont été partiellement compensés par une augmentation des rabais-volumes, une meilleure performance du programme de PBE ainsi qu'une diminution de la rémunération basée sur la performance.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – PARTS ALLIANCE ROYAUME-UNI

Les activités du secteur Parts Alliance Royaume-Uni sont comptabilisées depuis leur acquisition le 7 août 2017.

Ventes

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Ventes	93 555	92 999	418 154	148 699
		%		%
Variation des ventes	556	0,6	269 455	181,2
Impact de la conversion de la livre sterling	2 644	2,8	3 509	2,4
Nombre de jours de facturation	(427)	(0,4)	973	0,6
Acquisitions	(189)	(0,2)	(266 062)	(178,9)
Croissance organique	2 584	2,8	7 875	5,3

QUATRIÈMES TRIMESTRES

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 0,6 %, comparativement au trimestre correspondant de 2017; l'impact de la conversion de la livre sterling au dollar américain ayant largement contrebalancé la croissance organique de 2,8 % ainsi que l'effet d'un nombre de jours de facturation différent.

La croissance organique de ce secteur a été propulsée par les récentes ouvertures de magasins corporatifs. Comme prévu, trois magasins corporatifs ont été ouverts au cours du quatrième trimestre, pour un total de 13 depuis le début de l'exercice 2018 et de 15 depuis son acquisition, étendant la présence sur le marché au Royaume-Uni.

Les ventes de décembre de ce secteur ont été plus faibles que prévu en raison d'une température plus clémente qu'en 2017.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

Les ventes de ce secteur ont augmenté de 181,2 %, comparativement à la période correspondante de 2017, puisque les données de l'année précédente n'incluent les ventes qu'à partir de l'acquisition datant du 7 août 2017.

La croissance organique de 5,3 % a bénéficié de l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs ainsi que des initiatives de croissance.

BAIIA

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2018	2017	%	2018	2017	%
BAIIA	2 356	3 708	(36,5)	27 095	6 007	351,1
Marge du BAIIA	2,5 %	4,0 %		6,5 %	4,0 %	
Éléments spéciaux	1 230	-		1 230	-	
BAIIA ajusté	3 586	3 708	(3,3)	28 325	6 007	371,5
Marge du BAIIA ajusté	3,8 %	4,0 %		6,8 %	4,0 %	

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La marge du BAIIA ajusté a diminué de 20 points de base, comparativement au trimestre correspondant de 2017. Cette variation est principalement attribuable aux récents investissements dans les nouveaux magasins corporatifs qui ont impacté la marge du BAIIA du trimestre de 75 points de base. Il est prévu que les nouveaux magasins corporatifs affecteront la marge du BAIIA jusqu'à ce que le niveau de rendement optimal soit atteint, ce qui peut s'échelonner sur une période de 12 à 24 mois.

Cet élément a été partiellement compensé par un volume additionnel de ventes provenant de la croissance organique et améliorant l'absorption des frais fixes.

Dans le cadre du Plan 25/20, le secteur Parts Alliance Royaume-Uni remanie sa chaîne d'approvisionnement, ce qui inclut la fermeture d'un magasin, une légère diminution des effectifs ainsi que l'inauguration d'un centre de distribution national situé au cœur du Royaume-Uni, offrant la possibilité de croître tout en améliorant l'efficacité.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La marge du BAIIA ajusté a augmenté de 280 points de base, comparativement à la période correspondante de 2017, bénéficiant d'un exercice complet d'activités, ce qui a permis une meilleure absorption de la base de coûts fixes. De plus, la performance a été soutenue par les mesures entreprises dans le cadre du Plan 25/20, en intégrant les activités des magasins corporatifs acquis, en uniformisant leurs processus et en maximisant leur contribution. Au cours de l'exercice, trois magasins ont été intégrés.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'ouverture de magasins corporatifs, affectant la marge du BAIIA annuel d'environ 40 points de base.

RÉSULTAT D'EXPLOITATION – CORPORATIF ET AUTRES

	Quatrièmes trimestres			Périodes de douze mois		
	2018	2017	%	2018	2017	%
BAIIA	(7 208)	(3 743)	(92,6)	(25 120)	(17 814)	(41,0)
Éléments spéciaux	2 376	2 130		8 320	6 780	
BAIIA ajusté	(4 832)	(1 613)	(199,6)	(16 800)	(11 034)	(52,3)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation, comparativement au trimestre correspondant de 2017, est en partie attribuable à une dépense provenant de contrats de swaps sur actions relatifs à la rémunération à base d'actions, alors qu'un gain avait été enregistré pour le trimestre correspondant en 2017. De plus, des honoraires professionnels et de consultation plus élevés ont été engagés au cours du trimestre pour les activités courantes.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation, comparativement à la période correspondante de 2017, est principalement expliquée par les mêmes facteurs que ceux mentionnés dans le trimestre.

FLUX DE TRÉSORERIE

ACTIVITÉS D'EXPLOITATION

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	13 398	45 471	94 579	124 005

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation des entrées de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, comparativement au trimestre correspondant de 2017, est le résultat d'investissements dans les stocks au cours du dernier trimestre de 2018 afin de bénéficier des rabais annuels de performance, de se prémunir contre d'éventuels problèmes de logistique relativement au Brexit et de remplir les nouveaux centres de distribution résultants du Plan 25/20.

La variation a été partiellement contrebalancée par une réduction des débiteurs provenant d'un meilleur recouvrement au cours du dernier trimestre de 2018.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation des entrées de flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation, comparativement à la période correspondante de 2017, s'explique par la croissance des ventes, laquelle a fait augmenter les débiteurs et le niveau des stocks. De plus, des investissements dans les stocks ont été requis à la fin de l'exercice afin de bénéficier des rabais annuels de performance, de se prémunir contre d'éventuels problèmes de logistique relativement au Brexit et de remplir les nouveaux centres de distribution résultants du Plan 25/20. Également, de plus importants paiements d'intérêts relatifs au financement des acquisitions d'entreprises ainsi que d'importants acomptes provisionnels d'impôts canadiens payés au début de l'exercice ont contribué à la variation.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par une augmentation des créditeurs au sein du programme de financement des comptes fournisseurs et à une augmentation du résultat d'exploitation, lequel a notamment bénéficié de la contribution du secteur Parts Alliance Royaume-Uni pour un exercice complet.

ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement	(38 178)	(19 370)	(86 193)	(401 958)

QUATRIÈMES TRIMESTRES

L'augmentation des sorties de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement au trimestre correspondant de 2017, est principalement attribuable aux acquisitions d'entreprises effectuées au cours du quatrième trimestre de 2018, ajoutant 21 magasins corporatifs à l'ensemble du réseau.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation des sorties de flux de trésorerie liés aux activités d'investissement, comparativement à la période correspondante de 2017, est principalement liée aux acquisitions d'entreprises complétées en 2017, notamment avec l'addition du nouveau secteur Parts Alliance Royaume-Uni.

La variation a été partiellement contrebalancée par l'octroi, en 2018, d'incitatifs additionnels aux clients du secteur FinishMaster États-Unis afin de développer le volume d'affaires.

ACTIVITÉS DE FINANCEMENT

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités de financement	21 979	(54 782)	(30 594)	285 677

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation des flux de trésorerie liés aux activités de financement, comparativement au trimestre correspondant de 2017, s'explique principalement par un niveau plus important d'acquisitions d'entreprises, combiné aux investissements dans les stocks au cours du quatrième trimestre de 2018, requérant un financement additionnel en provenance de la facilité de crédit.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation des flux de trésorerie liés aux activités de financement, comparativement à la période correspondante de 2017, s'explique principalement par des remboursements supérieurs effectués sur la dette à long terme en 2018. Ceci s'explique par un niveau moins important d'acquisitions d'entreprises financées par la dette, partiellement contrebalancé par des investissements dans les stocks et l'octroi d'incitatifs additionnels aux clients au cours l'exercice 2018.

FLUX DE TRÉSORERIE DISPONIBLES

	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation	13 398	45 471	94 579	124 005
Variation des éléments de fonds de roulement	8 953	(23 234)	5 163	(14 583)
Acquisitions d'immobilisations corporelles	22 351	22 237	99 742	109 422
(8 675)	(5 224)	(19 391)	(13 658)	
Différence entre la somme versée relativement aux avantages postérieurs à l'emploi et la dépense de la période	41	(147)	(449)	(104)
Flux de trésorerie disponibles	13 717	16 866	79 902	95 660

QUATRIÈMES TRIMESTRES

La variation des flux de trésorerie disponibles, comparativement au trimestre correspondant de 2017, s'explique par d'importants investissements en immobilisations corporelles effectués au cours du quatrième trimestre de 2018, relatifs aux nouveaux centres de distribution des secteurs Produits automobiles Canada et Parts Alliance Royaume-Uni, en lien avec l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement comprise dans le Plan 25/20.

PÉRIODES DE DOUZE MOIS

La variation des flux de trésorerie disponibles, comparativement à la période de 2017, s'explique principalement par de plus importants paiements d'intérêts relativement au financement des acquisitions d'entreprises, de plus importants acomptes provisionnels d'impôts canadiens ainsi que des investissements en immobilisations corporelles effectués dans le cadre du Plan 25/20 et de l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs.

Ces facteurs ont été partiellement contrebalancés par l'augmentation du résultat d'exploitation, lequel a notamment bénéficié de l'apport d'un exercice complet du secteur Parts Alliance Royaume-Uni.

FINANCEMENT

SOURCES DE FINANCEMENT

La Société diversifie ses sources de financement afin de bien gérer et d'atténuer son risque de liquidité.

FACILITÉS DE CRÉDIT

La Société a conclu, le 30 août 2018, la modification et la mise à jour de la convention de crédit existante (la « convention de crédit »). Par la conversion de la facilité de crédit à terme non garantie ainsi que son annulation immédiate, la convention de crédit procure une augmentation de 100 000 \$ à la facilité de crédit rotatif à long terme non garantie (la « facilité de crédit rotatif »). Le montant total maximal du capital disponible en vertu de la convention de crédit demeure à 625 000 \$, lequel est entièrement composé de la facilité de crédit rotatif qui peut être remboursée en tout temps sans pénalité. De plus, la convention de crédit prolonge l'échéance de la facilité de crédit rotatif au 30 juin 2023.

Au 31 décembre 2018, un montant de 207 000 \$, sujet aux clauses financières, était disponible (193 000 \$ au 31 décembre 2017). (Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)

PROGRAMME DE FINANCEMENT DES COMPTES FOURNISSEURS

La Société bénéficie d'un programme de financement de ses comptes fournisseurs. Selon ce programme, les institutions financières font des paiements accélérés escomptés aux fournisseurs et la Société, de son côté, effectue le paiement complet aux institutions financières, en fonction des modalités de paiement prolongées conclues avec les fournisseurs.

Au 31 décembre 2018, Uni-Sélect a bénéficié de modalités de paiement prolongées additionnelles sur ces créditeurs pour un montant de 213 478 \$ et a utilisé un montant de 291 582 \$ de son programme (166 344 \$ et 229 468 \$ respectivement au 31 décembre 2017). La limite autorisée par les institutions financières est de 300 000 \$, à la suite d'une majoration de 32 500 \$ au cours du deuxième trimestre de 2018. Ces montants sont présentés dans les « créditeurs et charges à payer » aux états consolidés résumés de la situation financière. Ce programme est disponible sur demande de la Société et peut être modifié par l'une ou l'autre des parties.

INSTRUMENTS FINANCIERS

Instruments financiers dérivés – couverture des risques de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en circulation au 31 décembre 2018 sont présentés comme suit :

Monnaies (vendues/achetées)	Échéance	Taux moyen ⁽¹⁾	Montant nominal ⁽²⁾
Dollar canadien/Dollar américain	Jusqu'en mars 2019	0,79	6 881
Livre sterling/Dollar américain	Jusqu'en mai 2019	1,27	3 613
Livre sterling/EURO	Jusqu'en janvier 2019	1,11	458

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2018 ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

La Société a conclu divers contrats de swaps afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion de la facilité de crédit rotatif et de la facilité de crédit à terme de la Société, et ce pour un montant nominal de 67 500 \$ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains (80 000 \$ en 2017), et de 70 000 £ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling (idem en 2017). Les swaps de taux d'intérêt fixent, jusqu'à leur échéance respective, les charges d'intérêts entre 1,745 % et 1,760 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et à 0,955 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling.

Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au prix du marché de ses actions ordinaires. Au 31 décembre 2018, les contrats de swap sur actions visaient l'équivalent de 364 277 actions ordinaires de la Société (idem en 2017).

BESOINS EN LIQUIDITÉS

À l'aide des différents outils de financement cités précédemment, combinés à sa capacité de générer des flux de trésorerie, la Société est en mesure de combler tant ses besoins d'exploitation que contractuels et de soutenir ses différentes initiatives stratégiques.

BESOINS D'EXPLOITATION

Les différents besoins d'exploitation auxquels la Société fera face en 2019 se résument ainsi :

- l'achat de divers actifs pour :
 - le renouvellement d'une partie de la flotte de véhicules par le biais de contrats de location-financement et d'achats;
 - l'équipement informatique et les logiciels;
 - la modernisation des emplacements;
 - l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs; et
 - l'optimisation de la chaîne d'approvisionnement dans le cadre du Plan d'amélioration de la performance.
- les incitatifs accordés aux clients.
- le paiement de dividendes.

OBLIGATIONS CONTRACTUELLES

Contrats de location-exploitation

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2033 pour la location de bâtiments et de véhicules et pour des équipements et des services informatiques. Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Contrats de location-financement

La Société procède surtout par voie de location-financement pour renouveler sa flotte de véhicules de livraison. Les termes varient entre 16 et 84 mois selon les contrats. Au 31 décembre 2018, la valeur comptable des actifs loués qui sont présentés sous la rubrique « équipement automobile » avec les « immobilisations corporelles » est de 11 680 \$ (19 141 \$ au 31 décembre 2017).

Le tableau qui suit présente les différentes obligations contractuelles exigibles par période.

	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite
Dette à long terme ^{(1) (2)}	4	4	3	-	418 220	-
Contrats de location-exploitation	34 317	30 399	24 748	17 177	13 547	40 005
Contrats de location-financement ⁽³⁾	4 132	3 351	2 505	1 447	474	78
Total	38 453	33 754	27 256	18 624	432 241	40 083

⁽¹⁾ Inclut la facilité de crédit.

⁽²⁾ Ne comprend pas les obligations liées aux intérêts sur la dette.

⁽³⁾ Comprennent les obligations liées aux intérêts sur les contrats de location-financement.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 1 676 \$. (Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)

Transactions hors bilan – garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients. De l'avis de la Direction et basé sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis et que des pertes soient prises en charge en vertu de cette obligation puisque la valeur des actifs détenus en garantie est nettement supérieure aux obligations financières de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 22 aux états financiers consolidés.)*

Selon les termes de sa facilité de crédit, la Société a émis des lettres de crédit de 7 337 \$ au 31 décembre 2018 (8 137 \$ au 31 décembre 2017). *(Pour plus de renseignements, voir la note 17 aux états financiers consolidés.)*

STRUCTURE DE CAPITAL

La stratégie de gestion de capital de la Société permet d'optimiser la structure de capital afin de pouvoir profiter des occasions stratégiques qui se présentent tout en minimisant les coûts afférents et en maximisant le rendement pour les actionnaires. La Société adapte la gestion du capital en fonction de la variation de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents.

LIGNES DIRECTRICES ET POLITIQUES DE FINANCEMENT À LONG TERME

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure du capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté;
- un rendement ajusté du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de distribution de dividendes du résultat ajusté converti en dollars canadiens de l'exercice précédent.

	31 décembre	
	2018	2017
Composantes des ratios d'endettement :		
Dette à long terme	426 739	448 581
Endettement total net	418 703	417 909
Total des capitaux propres	523 882	517 977
Ratios d'endettement ⁽¹⁾ :		
<i>Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres</i>	44,4 %	44,7 %
<i>Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres</i>	81,5 %	86,6 %
<i>Ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté</i>	3,50	3,56
<i>Rendement du total des capitaux propres moyens</i>	7,0 %	9,0 %
<i>Rendement ajusté du total des capitaux propres moyens</i>	9,1 %	10,8 %
<i>Ratio de distribution de dividendes</i>	21,9 %	19,3 %

⁽¹⁾ Ces ratios ne représentent pas les calculs exigés pour le respect des engagements bancaires, mais ceux que la Société juge pertinent de surveiller afin de s'assurer de la flexibilité de sa structure de capital.

La Direction gère de façon constante les éléments de son fonds de roulement afin d'améliorer le cycle de conversion de la trésorerie, en particulier, en optimisant le niveau de stocks de tous ses secteurs d'activités.

La légère diminution du ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total des capitaux propres découle de l'augmentation du total des capitaux propres liée au résultat net de la période.

La diminution du ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres s'explique par le remboursement partiel de la dette par les flux de trésorerie provenant des activités d'exploitation, combinés à l'augmentation du total des capitaux propres liée au résultat net de la période.

L'amélioration du ratio de la dette financée par emprunt sur le BAIIA ajusté est attribuable à la croissance du BAIIA ajusté.

La variation du rendement ajusté du total des capitaux propres moyens s'explique par une diminution du résultat ajusté de l'exercice, affecté par l'amortissement additionnel des immobilisations incorporelles et les charges financières relatifs aux acquisitions d'entreprises, qui a été partiellement contrebalancée par une augmentation du total des capitaux propres moyens.

CLAUSES BANCAIRES RESTRICTIVES

Aux fins de conformité, la Société effectue un suivi régulier des exigences de son crédit bancaire afin de s'assurer qu'elles sont respectées. Au 31 décembre 2018 et 2017, la Société respectait toutes les exigences requises.

DIVIDENDES

Les dividendes déclarés en 2018 se chiffrent à 0,370 \$CAN par action comparativement à 0,3625 \$CAN en 2017, soit une croissance de 2,1 %.

Le 20 février 2019, la Société a déclaré le premier dividende trimestriel de 2019 de 0,0925 \$CAN par action, qui sera payé le 16 avril 2019 aux actionnaires inscrits le 31 mars 2019.

Les dividendes sont approuvés par le Conseil d'administration, lequel fonde sa décision sur les résultats d'exploitation, les flux de trésorerie et autres facteurs pertinents. Il n'y a aucune garantie que des dividendes soient déclarés dans le futur.

Ces dividendes sont admissibles aux fins d'impôt.

INFORMATION SUR LE CAPITAL-ACTIONS

(en milliers d'actions)	Quatrièmes trimestres		Périodes de douze mois	
	2018	2017	2018	2017
Nombre d'actions émises et en circulation	42 387	42 274	42 387	42 274
Nombre moyen pondéré d'actions en circulation	42 301	42 274	42 254	42 261

Au 31 janvier 2019, 42 387 300 actions de la Société sont en circulation.

Émission d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a émis 206 184 actions ordinaires (59 634 en 2017) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 2 331 \$ (661 \$ en 2017). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 14,94 \$CAN pour l'exercice (14,80 \$CAN en 2017).

Rachat et annulation d'actions

Le 18 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR ») et à des fins d'annulation, jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires représentant approximativement 3,5 % de ses 42 273 812 actions ordinaires émises et en circulation en date du 16 avril 2018 au cours d'une période de douze mois commençant le 23 avril 2018 et se terminant le 22 avril 2019. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Relativement à ce PRA, 92 696 actions ordinaires ont été rachetées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 pour une contrepartie en espèces de 1 422 \$ incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 1 232 \$ appliquée en réduction des bénéfices non répartis (aucune en 2017).

RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, 181 679 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (573 215 pour 2017), pour un prix d'exercice moyen de 28,61 \$CAN (29,02 \$CAN en 2017). Au cours de l'exercice, 206 184 options ont été exercées (59 634 en 2017) et 340 360 options ont été annulées ou expirées (aucune en 2017).

Au 31 décembre 2018, des options octroyées pour l'émission de 541 494 actions ordinaires (906 359 au 31 décembre 2017) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 396 500 actions ordinaires (1 237 819 au 31 décembre 2017) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une charge de rémunération de 1 339 \$ (924 \$ en 2017) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ».

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a octroyé 83 423 UAD (36 572 UAD pour 2017) et a racheté 86 292 UAD (25 491 UAD en 2017). Une charge de rémunération de 206 \$ (673 \$ en 2017) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 150 468 UAD sont en circulation au 31 décembre 2018 (153 337 UAD au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2018, le passif de rémunération s'élève à 2 114 \$ (3 482 \$ au 31 décembre 2017) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 1 332 \$ (passif de 352 \$ au 31 décembre 2017).

Régime d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a octroyé 135 709 UAP (127 950 UAP en 2017) et a racheté 248 601 UAP (70 991 UAP en 2017). Un revenu de rémunération de 661 \$ (charge de 1 809 \$ en 2017) a été comptabilisé au cours de l'exercice, et 160 103 UAP sont en circulation au 31 décembre 2018 (272 995 UAP au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2018, le passif de rémunération s'élève à 317 \$ (4 945 \$ au 31 décembre 2017) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 1 726 \$ (passif de 356 \$ au 31 décembre 2017).

SITUATION FINANCIÈRE

Au cours de la période, la situation financière a été affectée par les acquisitions d'entreprises ainsi que par l'impact de la conversion du dollar canadien et de la livre sterling en dollar américain comparativement au 31 décembre 2017.

Le tableau suivant présente une analyse de postes sélectionnés provenant des états consolidés de la situation financière :

	31 déc. 2018	31 déc. 2017	Impact des acquisitions d'entreprises	Impact de la conversion \$CAN/\$US et £/\$US	Écarts nets
Court terme					
Trésorerie	8 036	30 672	-	(428)	22 208
Débiteurs et autres recevables	247 732	236 811	1 768	(11 835)	20 988
Stocks	524 335	458 354	8 780	(18 684)	75 885
Créditeurs et charges à payer	532 676	446 370	2 456	(20 493)	104 343
Long terme					
Investissements et avances aux marchands membres	46 039	30 628	180	(439)	15 670
Immobilisations incorporelles	210 331	231 365	2 371	(6 925)	(16 480)
Goodwill	372 007	372 119	11 156	(11 268)	-
Solde de prix d'achat, net (incluant la portion court terme)	5 274	18 413	(12 617)	(522)	-
Dettes à long terme (incluant la portion court terme)	426 739	448 581	32 979	(8 869)	(45 952)

Explications des écarts nets :

Trésorerie : La trésorerie disponible a été utilisée pour réduire la dette à long terme.

Débiteurs et autres recevables : L'augmentation est essentiellement relative à la croissance des activités de ventes.

Stocks : L'augmentation est attribuable à la croissance des activités, découlant notamment de l'ouverture de nouveaux magasins corporatifs, ainsi qu'à des investissements additionnels requis à la fin de l'exercice afin de profiter de rabais annuels de performance, se prémunir contre d'éventuels problèmes de logistiques relatifs au Brexit et remplir les nouveaux centres de distribution dans le cadre du Plan 25/20.

Créditeurs et charges à payer : L'augmentation est principalement expliquée par un plus grand volume de créditeurs dans le cadre du programme de financement des comptes fournisseurs.

Investissements et avances aux marchands membres : L'augmentation est principalement attribuable aux incitatifs additionnels accordés aux clients par le secteur FinishMaster États-Unis pour développer le volume d'affaires, net de l'amortissement.

Immobilisations incorporelles : La variation est expliquée par l'amortissement de la période, net des nouveaux investissements.

Dettes à long terme : La performance des activités d'exploitation combinée avec la trésorerie disponible, nettes des investissements de la période, ont permis le remboursement partiel de la dette.

OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercices clos	
	le 31 décembre	
	2018	2017
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 254	4 786
Indemnités de départ et bonis de rétention	3 626	-
Avantages fondés sur des actions	1 693	2 308
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions au régime à prestations définies)	235	274
	10 808	7 368

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

GESTION DES RISQUES

Dans le cours normal de ses activités, la Société est exposée à différents risques et incertitudes qui pourraient avoir un impact significatif et défavorable sur ses activités commerciales, ses résultats d'exploitation, ses flux de trésorerie et sa situation financière. La Société maintient à jour un système d'analyse et de contrôle des risques d'exploitation, stratégiques et financiers afin de gérer de façon continue de nombreuses activités dont l'objectif est d'atténuer les risques.

L'information suivante constitue un sommaire des principaux facteurs de risques et pourrait ne pas être exhaustive.

RISQUES LIÉS À LA CONJONCTURE ÉCONOMIQUE

Conjoncture économique

La conjoncture économique a une incidence modérée sur les ventes de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes et sur l'exploitation de la Société. En effet, bien qu'elle en soit en partie tributaire, le marché secondaire de l'automobile est beaucoup moins affecté par une situation économique difficile que peut l'être celle de la vente de véhicules neufs, puisque la décision d'effectuer une réparation à un véhicule est moins discrétionnaire et moins onéreuse que celle d'acheter un nouveau véhicule.

Changements d'ordre législatif, réglementaire ou politique

Certains développements politiques, survenus au cours de l'année précédente, ont engendré un niveau d'incertitude plus élevé pour les sociétés multinationales. Ces développements peuvent mener à des décisions en matière de politiques commerciales qui pourraient affecter l'environnement du commerce international. Les activités de la Société sont mondiales et des changements aux accords existants en matière de commerce international, l'interdiction de transiger avec l'étranger ou l'imposition de tarifs douaniers sur les biens étrangers pourraient mener à des baisses de ventes et/ou à une hausse des prix. De telles modifications pourraient avoir une incidence néfaste sur l'entreprise, les résultats d'exploitation, la situation financière et les flux de trésorerie des exercices à venir de la Société.

Inflation

En ce qui a trait à l'inflation, la Direction estime qu'elle a un impact limité sur les résultats financiers de la Société, étant donné que la grande majorité des augmentations de prix imposées par les manufacturiers est transmise aux consommateurs pour les produits destinés au marché secondaire. Cependant, pour les produits de peintures automobile et industrielle et accessoires connexes, la Société pourrait être dans l'incapacité d'implanter des augmentations de prix additionnelles dans le futur, ce qui pourrait avoir une incidence négative sur les résultats. Afin de réduire le risque, la Société emploie plusieurs moyens, incluant la revue de son modèle de coûts de service et la négociation d'ententes avec ses fournisseurs.

Distance parcourue

Il existe un lien direct entre le taux de chômage, le prix du carburant et la distance parcourue, de même qu'il y a un lien direct entre la distance parcourue et le taux d'usure et de réparation des véhicules. Le prix du carburant a également un effet sur les coûts de livraison de la Société.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE COMMERCIAL

Croissance du parc automobile

La multiplication des modèles de véhicules au cours des dernières années et leur durée de vie plus longue entraînent une prolifération de pièces du marché secondaire, ce qui impose des contraintes financières aux distributeurs et aux grossistes qui doivent maintenir un plus large éventail de pièces pour assurer une disponibilité adéquate. Ce facteur est en partie atténué par le fait que les manufacturiers intègrent aux véhicules un contenu technologique de plus en plus sophistiqué, faisant en sorte que chaque pièce remplit davantage de fonctions et est plus dispendieuse à réparer, favorisant l'industrie des pièces du marché secondaire de l'automobile.

L'accroissement du nombre de véhicules de marques étrangères dans le parc nord-américain est également à l'origine de la multiplication des modèles et de la prolifération des pièces du marché secondaire. Cette situation, conjuguée à la complexité technologique, aux véhicules électriques et au contenu électronique plus important dans les véhicules, favorise les concessionnaires automobiles lorsque les consommateurs font le choix d'un fournisseur de services pour l'entretien de leur véhicule. En contrepartie, toute rationalisation au chapitre des concessionnaires automobiles pourrait entraîner un déplacement de l'entretien et des réparations vers le réseau du marché secondaire.

Approvisionnement de produits et gestion de stocks

Uni-Sélect distribue en premier lieu des pièces et des produits de manufacturiers nord-américains reconnus et bien établis. Ces manufacturiers assument en général la responsabilité pouvant découler des produits défectueux, mal conçus ou non conformes à l'usage auquel ils sont destinés.

Uni-Sélect importe directement, dans une moindre mesure, divers produits et pièces de sources étrangères; en ce qui concerne ces pièces, le recouvrement de la trésorerie d'un éventuel recours contre un fournisseur ou un manufacturier est incertain. La Société bénéficie d'assurance responsabilité. De plus, la logistique du transport entre le pays d'origine et les marchés desservis augmente les risques de rupture de stock.

La nature commerciale de la Société requiert la gestion d'un niveau adéquat de stocks et la capacité de répondre aux demandes spécifiques de livraison. La gestion de l'approvisionnement est un élément important pour la gestion appropriée de stocks et dans la plupart de nos ententes d'approvisionnement des pièces automobiles, la Société a des privilèges de retour qui atténuent les risques associés avec la désuétude de stocks.

Afin de s'assurer d'un approvisionnement continu de ses produits, la Société passe en revue les résultats financiers de ses principaux fournisseurs et revoit régulièrement la diversification de ses sources d'approvisionnement.

Distribution directe aux clients par le manufacturier

La distribution de peinture dépend de l'approvisionnement des produits de la Société par un nombre restreint de grands manufacturiers. Dans le futur, certains de ces manufacturiers pourraient décider de distribuer leurs produits directement aux clients ou via d'autres distributeurs sans passer par les services de distribution de la Société. Cette décision pourrait avoir un effet négatif sur la rentabilité de la Société dépendamment de l'importance du manufacturier dans la chaîne d'approvisionnement et de la disponibilité de sources alternatives d'approvisionnement. Afin d'atténuer ces risques, la Société maintient des relations d'affaires harmonieuses avec les manufacturiers importants de peinture, fournit une distribution efficace et offre des programmes de loyauté à ses clients de carrosserie, ce qui crée de la valeur tout au long de la chaîne d'approvisionnement.

Technologie

Le développement technologique soutenu des dernières années impose aux distributeurs et aux grossistes d'offrir un perfectionnement continu à leur personnel et à leurs clients, ainsi que l'accès à de nouveaux outils de diagnostic. Uni-Sélect gère l'impact potentiel de ces tendances par l'ampleur et la qualité des programmes de formation et de support qu'elle offre aux grossistes indépendants, à leur personnel et à leurs clients. Elle offre à ses clients un accès à des technologies performantes et modernes en matière de gestion des données, de gestion d'entrepôts et de télécommunications.

Des dispositifs de sécurité tels que des systèmes d'évitement de collisions, des véhicules sans conducteur ou d'autres améliorations de sécurité ainsi que l'influence des compagnies d'assurance peuvent réduire la demande de peinture et produits connexes de la Société et peuvent avoir un impact sur les activités et les résultats financiers.

Risques environnementaux

L'industrie de la distribution de peinture et de certaines pièces automobiles comporte certains risques environnementaux. L'endommagement ou la destruction des entrepôts, spécialisés dans l'entreposage de ces produits, notamment par un incendie, entraînant un rejet ou un déversement de peinture ou de matériaux dangereux pourrait avoir des conséquences environnementales par la contamination des sols ou la pollution de l'air, entre autres. Ces entrepôts spécialisés sont bien pourvus d'équipement visant à réduire ces risques, notamment de systèmes de gicleurs de pointe et de bassins de rétention en cas de déversement accidentel.

Risques liés à la conformité aux lois et règlements et aux litiges

L'ensemble des activités de la Société exige de se conformer à la législation et à la réglementation en vigueur au sein de plusieurs juridictions, concernant divers sujets dont notamment : la lutte contre la corruption, la fiscalité, les valeurs mobilières, la concurrence, la confidentialité et la protection des données (incluant le Règlement général sur la protection des données) et les relations de travail. La conformité aux diverses exigences applicables aux activités d'exploitation de la Société situées tant au Canada, qu'aux États-Unis et au Royaume-Uni, représente une tâche importante requérant des ressources considérables (incluant le recours à des conseillers externes). Ces lois et règlements pourraient imposer plusieurs exigences et exposer la Société à des pénalités et des amendes pour non-conformité ou encore nuire à sa réputation.

RISQUES LIÉS AU CONTEXTE D'EXPLOITATION

Risques liés au modèle d'affaires et à la stratégie de Uni-Sélect

Dans le marché secondaire de l'automobile, le modèle d'affaires de Uni-Sélect est de desservir les grossistes indépendants et les installateurs indépendants à travers de son réseau d'entrepôts et de magasins corporatifs. Ceci impose à la Société des exigences particulières afin de s'assurer de la loyauté et de la pérennité de ses grossistes. C'est pourquoi l'approche fondamentale de la Société est de favoriser la croissance, la compétitivité et la rentabilité de ses grossistes indépendants au moyen d'une solution d'affaires globale incluant de bonnes conditions d'achat, une gestion proactive de la sélection de produits, des services de distribution d'une grande efficacité, des programmes marketing novateurs et une série de services de support, en formation et en financement, entre autres.

D'autre part, face au vieillissement des propriétaires de magasins du marché secondaire de pièces, Uni-Sélect a aussi mis en place des programmes de succession permettant aux grossistes indépendants désireux de prendre leur retraite de vendre leur commerce à un membre de leur famille ou à un employé. Comme alternative, Uni-Sélect peut décider de racheter le commerce de ses grossistes indépendants afin de protéger et d'élargir son réseau de distribution, selon sa stratégie corporative.

Processus de révision stratégique

En septembre 2018, le Conseil d'administration de la Société a apporté des changements à la Direction et annoncé la formation d'un Comité spécial composé de membres indépendants du Conseil pour superviser l'examen des solutions de rechange stratégiques. Le Comité spécial, le Conseil et la Direction continuent d'examiner, d'analyser et d'évaluer activement une gamme exhaustive de solutions de rechange dans le but de maximiser la valeur pour nos actionnaires. Il n'existe aucune certitude quant à l'issue de cette démarche, ni sur une transaction éventuelle, ni sur les modalités ou la date de celle-ci.

Intégration des entreprises acquises

La stratégie de croissance par acquisition de la Société comporte sa part de risques. Le succès des acquisitions de la Société dépend de sa capacité à intégrer et à cristalliser les synergies afin de consolider efficacement les activités des entreprises acquises à ses activités existantes. Uni-Sélect a développé une expertise à ce chapitre, ayant mené à bien l'acquisition et l'intégration de plusieurs entreprises au cours des dernières années. Pour limiter son risque, la Société a adopté une stratégie d'acquisition ciblée et sélective, applique des procédures de vérification diligente rigoureuses et conçoit des plans d'intégration détaillés. Finalement, Uni-Sélect dispose d'une équipe multidisciplinaire afin de bien évaluer et gérer les risques particuliers des marchés où elle s'implante.

Concurrence

L'industrie du marché secondaire de l'automobile dans laquelle la Société évolue est hautement compétitive. La disponibilité des pièces, le prix, la qualité et le service à la clientèle sont des facteurs très importants. Uni-Sélect a des concurrents principalement dans le segment commercial (DIFM) de cette industrie contre, entre autres, des chaînes de détaillants nationales, des distributeurs et grossistes indépendants ainsi que des fournisseurs en ligne. La concurrence varie d'un marché à l'autre et certains concurrents peuvent posséder des avantages supérieurs à Uni-Sélect qui pourraient entraîner, entre autres, une réduction de prix de vente et une augmentation des dépenses marketing et promotionnelles occasionnant ainsi une baisse de la rentabilité de la Société. Afin de réduire ce risque, la Société revoit régulièrement son offre de produits et services de façon à répondre le plus adéquatement possible aux besoins de sa clientèle. De plus, la prolifération des pièces constitue en soi une barrière à l'entrée dans le marché de nouveaux concurrents.

Les systèmes d'exploitation et systèmes financiers

La Société dépend largement de ses systèmes informatiques ainsi que de ceux de ses partenaires d'affaires afin de gérer les stocks, d'effectuer les processus transactionnels ainsi que pour rapporter les résultats. Ces systèmes sont sujets aux dommages et aux interruptions dus aux pannes électriques, aux défaillances des télécommunications, aux virus informatiques, aux bris de sécurité ainsi qu'aux forces majeures. Advenant que ses systèmes informatiques ou ceux de ses partenaires d'affaires soient dans l'incapacité de fonctionner adéquatement, la Société pourrait subir des pertes de données critiques et des interruptions ou des délais dans sa capacité à gérer ses stocks et à mener à bien ses processus transactionnels, ce qui pourrait avoir un impact sur les revenus et les résultats d'exploitation. Pour atténuer ce risque, la Société est soutenue par des cabinets d'experts pour prévenir l'intrusion et la perte de données de ses applications. Cela inclut des pare-feux robustes, des procédures de sauvegarde, des circuits doubles de télécommunication, de la redondance matérielle et de l'hébergement de serveurs dans des sites spécialisés.

Ressources humaines

Durant cette période active en changement, Uni-Sélect doit attirer, former et retenir un grand nombre d'employés compétents, tout en contrôlant la masse salariale. Les coûts de main-d'œuvre sont sujets à de nombreux facteurs externes, tels que les taux de rémunération et d'avantages sociaux et la disponibilité de ressources compétentes localement et en temps opportun et par des facteurs internes tels que la renégociation des conventions collectives pour les employés syndiqués. L'incapacité à attirer, former et retenir des employés pourrait avoir une incidence sur la capacité de croissance et la performance financière de la Société. La Société dispose de plusieurs outils afin d'attirer, de former et de retenir les meilleurs talents dont :

- des guides pour accélérer l'intégration des employés et mesurer l'acquisition de compétences;
- des formations axées dans certains domaines spécifiques, tels que le développement des ventes, le renforcement en matière de connaissance des affaires, l'efficacité des équipes et les communications interpersonnelles;
- l'évaluation annuelle des employés en regard de la performance, du développement et de la planification de la relève; et
- les programmes de régimes de retraite et d'avantages sociaux harmonisés, compétitifs et équitables.

RISQUES LIÉS AUX INSTRUMENTS FINANCIERS

Risque de liquidité

Le risque de liquidité est le risque que la Société ait de la difficulté à s'acquitter de ses obligations à temps et à un coût raisonnable. Ce risque est traité dans la section « Financement ».

Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces, ses débiteurs et autres recevables et ses avances aux membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit précises sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut aussi être exposée au risque de crédit provenant de ses contrats de change à terme et de ses contrats de swaps sur actions, qui sont gérés par des institutions financières de renom.

La Société détient des titres des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer du recouvrement des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit.

La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain.

Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling.

Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

(Pour plus de renseignements sur les risques associés aux instruments financiers, voir la note 20 aux états financiers consolidés.)

MODIFICATIONS AUX MÉTHODES COMPTABLES

MODIFICATIONS COMPTABLES ADOPTÉES EN 2018

La Société a appliqué pour la première fois l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et l'IFRS 9 « Instruments financiers », lesquelles requièrent le redressement des états financiers consolidés antérieurs.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15, une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur un principe de cinq étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients.

La Société a adopté l'IFRS 15 au 1er janvier 2018 en appliquant la méthode rétrospective complète. L'incidence découlant de l'adoption de cette norme se présente comme suit :

Incidence sur les états financiers consolidés et les notes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Sous les exigences de la nouvelle norme, les transferts de produits avec droit de retour doivent être présentés au brut, en comptabilisant un passif au titre des remboursements futurs et un actif représentant le droit de récupérer les produits transférés. Dans l'état consolidé de la situation financière audité de la Société au 31 décembre 2017, les provisions pour retours étaient présentées au net. Conséquemment, un reclassement de 9 644 \$ entre les « créditeurs et charges à payer » et les « débiteurs et autres recevables » est requis.

La mise en œuvre de l'IFRS 15 n'a pas eu d'effet significatif sur les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations de capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les nouvelles exigences d'information de l'IFRS 15 ont partiellement affecté les renseignements fournis sous les notes 2 et 3 aux états financiers consolidés. Voir ces notes sous leurs sections respectives « Constatation des ventes » pour plus de renseignements.

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues.

La Société a appliqué l'IFRS 9 rétrospectivement en fonction d'une première date d'application au 1er janvier 2018. Cette transition n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les nouvelles exigences d'information de l'IFRS 9 ont partiellement affecté les renseignements fournis sous la note 3 aux états financiers consolidés. Voir cette note sous les sections « Instruments financiers - Classement et évaluation des actifs financiers non dérivés » et « Instruments financiers - Dépréciation des instruments financiers non dérivés » pour plus de renseignements.

Les autres impacts résultant de l'adoption des modifications comptables se décrivent comme suit :

Classement et évaluation des instruments financiers non dérivés : La Société a reclassé ses prêts et créances aux actifs financiers évalués au coût amorti. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas entraîné d'ajustements quant à l'évaluation des actifs financiers et, par conséquent, ne requiert pas de retraitement des périodes comparatives. Également, il n'y a pas eu d'incidence significative sur les méthodes comptables de la Société concernant les passifs financiers ainsi que la décomptabilisation des instruments financiers.

Dépréciation des instruments financiers non dérivés : IFRS 9 remplace le modèle des pertes subies de l'IAS 39 par un modèle de nature prospective fondé sur les pertes de crédit attendues. L'adoption des exigences d'IFRS 9 concernant les PCA n'a eu aucun effet significatif sur la comptabilisation par la Société des pertes de valeur des actifs financiers.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture : La Société a choisi d'adopter les nouvelles règles générales du modèle de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. Ceci nécessite pour la Société d'appliquer une approche plus qualitative et prospective dans l'évaluation de l'efficacité de couverture. L'adoption des exigences d'IFRS 9 concernant la comptabilité de couverture n'a pas entraîné de changements quant à l'admissibilité de la comptabilité de couverture ni à la comptabilité des instruments financiers dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture efficace à la date de transition.

MODIFICATIONS COMPTABLES FUTURES

DATE D'ENTRÉE EN VIGUEUR – 1ER JANVIER 2019 AVEC ADOPTION ANTICIPÉE PERMISE DANS CERTAINES CIRCONSTANCES

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière consolidée en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information.

L'impact de cette nouvelle norme, incluant les exigences de présentation et de divulgation, a été évalué. IFRS 16 aura un impact principalement sur la comptabilisation des contrats de location simple de biens immobiliers de la Société. La Société a l'intention d'adopter la méthode de transition rétrospective modifiée et ne redressera pas les montants comparatifs pour l'exercice avant son adoption. Selon cette méthode, l'impact cumulatif de l'adoption initiale de l'IFRS 16 sera comptabilisé comme un ajustement au solde de début des bénéfices non répartis à la date d'adoption initiale. Au moment de la transition, la Société a choisi d'adopter les mesures de simplification suivantes :

- Appliquer un taux d'actualisation au portefeuille de contrats ayant des caractéristiques raisonnablement similaires ;
- Comptabiliser les contrats pour lesquels les termes restants se terminent dans les 12 mois à partir de la date effective comme des contrats à court terme; et
- Comptabiliser les contrats à court terme et à faible valeur sur une base linéaire dans les « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats.

La Société prévoit comptabiliser des nouveaux actifs (actifs au titre du droit d'utilisation) et passifs (obligations locatives) pour approximativement 86 000\$ et 97 000 \$ respectivement, ainsi que des actifs d'impôt différé d'environ 2 000 \$.

À la suite de l'adoption de cette nouvelle norme, la Société prévoit une diminution du résultat net en 2019. De plus, le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat devrait augmenter puisque les paiements de contrat de location simple étaient inclus dans les « autres dépenses d'exploitation », alors que l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et les intérêts sur les obligations locatives sont exclus de cet indicateur. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation augmenteront puisque le remboursement du montant principal de l'obligation locative sera présenté dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement.

Voir la note 22 pour plus de renseignements sur les paiements minimums futurs exigibles des contrats de location de la Société au 31 décembre 2018.

UTILISATION D'ESTIMATIONS ET RECOURS AU JUGEMENT

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

ESTIMATIONS

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. *(Pour plus de renseignements, voir la note 10 aux états financiers consolidés.)*

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais sur volume. Ces estimations sont calculées secteur par secteur et sont fondées sur les spécifications convenues avec les clients, l'expérience historique de la Société ainsi que les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 14 aux états financiers consolidés.)*

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. *(Pour plus de renseignements, voir la note 16 aux états financiers consolidés.)*

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

JUGEMENTS

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. *(Pour plus de renseignements, voir la note 3 aux états financiers consolidés.)*

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

DONNÉES SUR LE TAUX DE CHANGE

Le tableau suivant présente les renseignements sur les taux de change en vigueur, indiqués en dollars américains, par unité monétaire comparative :

	Exercices clos le 31 décembre		
	2018	2017	2016
Moyenne pour la période (aux fins des états des résultats)			
Dollar canadien	0,77	0,77	0,75
Livre sterling	1,34	1,33	-
Date de clôture (aux fins des états de la situation financière)			
Dollar canadien	0,73	0,80	0,74
Livre sterling	1,27	1,35	-

Puisque la Société utilise le dollar américain comme monnaie de présentation dans ses états financiers consolidés et dans le présent document, à moins d'indication contraire, les résultats des activités canadiennes et britanniques sont convertis en dollar américain au taux moyen de la période. Les écarts et explications liés aux variations du taux de change et à la volatilité du dollar canadien et de la livre sterling sont donc liés à la conversion en dollar américain des résultats de ses activités au Canada et au Royaume-Uni et n'ont pas d'incidence économique réelle sur sa performance puisque la plupart de ses revenus et ses charges consolidés sont reçus ou libellés dans la devise fonctionnelle des marchés dans lesquels elle exerce ses activités. Par conséquent, la sensibilité de ses résultats à l'égard de la variation des taux de change est minime sur le plan économique.

EFFICACITÉ DES CONTRÔLES ET DES PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION ET DES CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Le Président et chef de la direction intérimaire et le Chef de la direction financière de la Société sont responsables d'établir et de maintenir les contrôles et procédures de communication de l'information et le contrôle interne à l'égard de l'information financière, tels que définis par le Règlement 52-109 sur l'Attestation de l'information présentée dans les documents annuels et intermédiaires des émetteurs. Ils sont assistés dans cette responsabilité par le Comité de divulgation, lequel est composé de cadres dirigeants de la Société.

CONTRÔLES ET PROCÉDURES DE COMMUNICATION DE L'INFORMATION

Uni-Sélect a poursuivi son évaluation continue des contrôles et procédures de communication de l'information conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2018, le Président et chef de la direction intérimaire et le Chef de la direction financière ont conclu que les contrôles et procédures de communication de l'information sont efficaces.

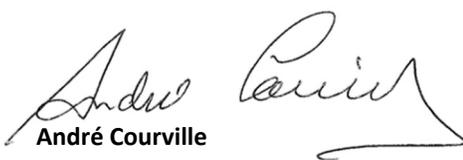
CONTRÔLES INTERNES À L'ÉGARD DE L'INFORMATION FINANCIÈRE

Uni-Sélect a évalué l'efficacité des contrôles internes à l'égard de l'information financière conformément aux exigences du Règlement 52-109. Au 31 décembre 2018, cette évaluation a permis au Président et chef de la direction intérimaire et au Chef de la direction financière de conclure que les contrôles internes à l'égard de l'information financière sont efficaces et fournissent une assurance raisonnable que l'information financière présentée est fiable et que les états financiers consolidés de Uni-Sélect ont été établis conformément aux IFRS.

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, aucun changement important aux contrôles internes de la Société à l'égard de l'information financière n'a été fait, qui aurait eu une incidence importante ou dont on peut raisonnablement penser qu'il pourrait avoir une incidence importante sur ces contrôles.

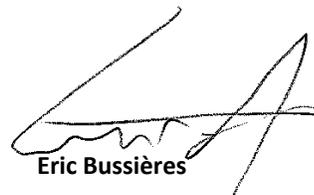
PERSPECTIVES

Une discussion sur les attentes de la Direction, en regard de nos perspectives pour l'année 2019, est incluse dans notre communiqué de presse annonçant les résultats du quatrième trimestre de 2018, sous la section « Perspectives ». Le communiqué de presse est disponible sur le site Internet de SEDAR, à l'adresse sedar.com et sous la section « Investisseurs – Salle de presse » du site Internet de la Société à l'adresse uniselect.com.



André Courville

Président et chef de la direction intérimaire



Eric Bussièrès

Chef de la direction financière

Approuvé par le Conseil d'administration le 20 février 2019.

ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

31 décembre 2018

Rapport de la direction	39
Rapport de l'auditeur indépendant	40
États consolidés des résultats	42
États consolidés du résultat global	43
États consolidés des variations de capitaux propres	44
Tableaux consolidés des flux de trésorerie	45
États consolidés de la situation financière	46
Notes aux états financiers consolidés	47

RAPPORT DE LA DIRECTION

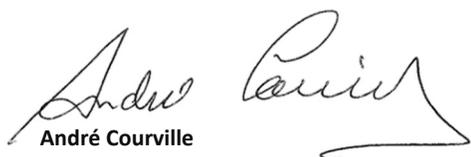
Les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. ainsi que les renseignements financiers contenus dans ce rapport annuel sont la responsabilité de la Direction de la Société. Ces états financiers consolidés ont été préparés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS ») et ont été approuvés par le Conseil d'administration le 20 février 2019.

Uni-Sélect inc. maintient des systèmes de contrôles internes qui, de l'avis de la Direction, assurent raisonnablement l'exactitude de l'information financière et la conduite ordonnée et efficace des affaires de la Société.

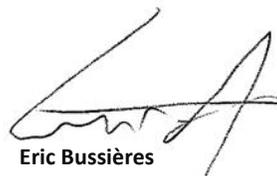
Le Conseil d'administration s'acquitte de sa responsabilité relative aux états financiers consolidés, compris dans ce rapport annuel, principalement par l'intermédiaire de son comité d'audit. Ce comité, qui tient périodiquement des réunions avec les administrateurs et les membres de la direction de la Société et l'auditeur indépendant, a révisé les états financiers consolidés de Uni-Sélect inc. et a recommandé leur approbation au Conseil d'administration.

Les états financiers consolidés ont été audités par l'auditeur indépendant de la Société, Ernst & Young s.r.l./S.E.N.C.R.L.

Président et chef de la direction intérimaire


André Courville

Chef de la direction financière


Eric Bussièrès

Boucherville (Canada)

Le 20 février 2019

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT

Aux actionnaires de
Uni-Sélect Inc.

Opinion

Nous avons effectué l'audit des états financiers consolidés de Uni-Sélect Inc. et de ses filiales (le « Groupe »), qui comprennent l'état consolidé de la situation financière aux 31 décembre 2018 et 2017, et les états consolidés des résultats, du résultat global et des variations des capitaux propres et les tableaux consolidés des flux de trésorerie pour les exercices clos à ces dates, ainsi que les notes annexes, y compris le résumé des principales méthodes comptables.

À notre avis, les états financiers consolidés ci-joints donnent, dans tous leurs aspects significatifs, une image fidèle de la situation financière consolidée du Groupe aux 31 décembre 2018 et 2017, ainsi que de sa performance financière consolidée et de ses flux de trésorerie consolidés pour les exercices clos à ces dates, conformément aux Normes internationales d'information financière (IFRS).

Fondement de l'opinion

Nous avons effectué notre audit conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada. Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont plus amplement décrites dans la section Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés du présent rapport. Nous sommes indépendants du Groupe conformément aux règles de déontologie qui s'appliquent à l'audit des états financiers consolidés au Canada et nous nous sommes acquittés des autres responsabilités déontologiques qui nous incombent selon ces règles. Nous estimons que les éléments probants que nous avons obtenus sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Autres informations

La responsabilité des autres informations incombe à la direction. Les autres informations se composent :

- du rapport de gestion;
- des informations contenues dans le rapport annuel, outre les états financiers consolidés et notre rapport de l'auditeur sur ces états.

Notre opinion sur les états financiers consolidés ne s'étend pas aux autres informations et nous n'exprimons aucune forme d'assurance que ce soit sur ces informations.

En ce qui concerne notre audit des états financiers consolidés, notre responsabilité consiste à lire les autres informations et, ce faisant, à apprécier s'il existe une incohérence significative entre celles-ci et les états financiers consolidés ou la connaissance que nous avons acquise au cours de l'audit, ou encore si les autres informations semblent autrement comporter une anomalie significative.

Nous avons obtenu le rapport de gestion avant la date du rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous avons effectués, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous sommes tenus de signaler ce fait. Nous n'avons rien à signaler à cet égard.

Nous nous attendons à obtenir le rapport annuel après la date du rapport de l'auditeur. Si, à la lumière des travaux que nous effectuerons sur le rapport de gestion, nous concluons à la présence d'une anomalie significative dans les autres informations, nous serons tenus de signaler ce fait aux responsables de la gouvernance.

Responsabilités de la direction et des responsables de la gouvernance à l'égard des états financiers consolidés

La direction est responsable de la préparation et de la présentation fidèle des états financiers consolidés conformément aux IFRS, ainsi que du contrôle interne qu'elle considère comme nécessaire pour permettre la préparation d'états financiers consolidés exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs.

Lors de la préparation des états financiers consolidés, c'est à la direction qu'il incombe d'évaluer la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation, de communiquer, le cas échéant, les questions relatives à la continuité de l'exploitation et d'appliquer le principe comptable de continuité d'exploitation, sauf si la direction a l'intention de liquider le Groupe ou de cesser son activité ou si aucune solution réaliste ne s'offre à elle.

Il incombe aux responsables de la gouvernance de surveiller le processus d'information financière du Groupe.

RAPPORT DE L'AUDITEUR INDÉPENDANT (SUITE)

Responsabilités de l'auditeur à l'égard de l'audit des états financiers consolidés

Nos objectifs sont d'obtenir l'assurance raisonnable que les états financiers consolidés pris dans leur ensemble sont exempts d'anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, et de délivrer un rapport de l'auditeur contenant notre opinion. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, qui ne garantit toutefois pas qu'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada permettra toujours de détecter toute anomalie significative qui pourrait exister. Les anomalies peuvent résulter de fraudes ou d'erreurs et elles sont considérées comme significatives lorsqu'il est raisonnable de s'attendre à ce que, individuellement ou collectivement, elles puissent influencer sur les décisions économiques que les utilisateurs des états financiers consolidés prennent en se fondant sur ceux-ci.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'audit généralement reconnues du Canada, nous exerçons notre jugement professionnel et faisons preuve d'esprit critique tout au long de cet audit. En outre :

- nous identifions et évaluons les risques que les états financiers consolidés comportent des anomalies significatives, que celles-ci résultent de fraudes ou d'erreurs, concevons et mettons en œuvre des procédures d'audit en réponse à ces risques, et réunissons des éléments probants suffisants et appropriés pour fonder notre opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative résultant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- nous acquérons une compréhension des éléments du contrôle interne pertinents pour l'audit afin de concevoir des procédures d'audit appropriées aux circonstances, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne du Groupe;
- nous apprécions le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, de même que des informations y afférentes fournies par cette dernière;
- nous tirons une conclusion quant au caractère approprié de l'utilisation par la direction du principe comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments probants obtenus, quant à l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou situations susceptibles de jeter un doute important sur la capacité du Groupe à poursuivre son exploitation. Si nous concluons à l'existence d'une incertitude significative, nous sommes tenus d'attirer l'attention des lecteurs de notre rapport sur les informations fournies dans les états financiers consolidés au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas adéquates, d'exprimer une opinion modifiée. Nos conclusions s'appuient sur les éléments probants obtenus jusqu'à la date de notre rapport. Des événements ou situations futurs pourraient par ailleurs amener le groupe à cesser son exploitation;
- nous évaluons la présentation d'ensemble, la structure et le contenu des états financiers consolidés, y compris les informations fournies dans les notes, et apprécions si les états financiers consolidés représentent les opérations et événements sous-jacents d'une manière propre à donner une image fidèle;
- nous obtenons des éléments probants suffisants et appropriés concernant l'information financière des entités et activités du groupe pour exprimer une opinion sur les états financiers consolidés. Nous sommes responsables de la direction, de la supervision et de la réalisation de l'audit du Groupe, et assumons l'entière responsabilité de notre opinion d'audit.

Nous communiquons aux responsables de la gouvernance notamment l'étendue et le calendrier prévus des travaux d'audit et nos constatations importantes, y compris toute déficience importante du contrôle interne que nous aurions relevée au cours de notre audit.

Nous fournissons également aux responsables de la gouvernance une déclaration précisant que nous nous sommes conformés aux règles de déontologie pertinentes concernant l'indépendance, et leur communiquons toutes les relations et les autres facteurs qui peuvent raisonnablement être considérés comme susceptibles d'avoir des incidences sur notre indépendance ainsi que les sauvegardes connexes s'il y a lieu.

L'associée responsable de la mission d'audit au terme de laquelle le présent rapport de l'auditeur indépendant est délivré est Lily Adam.

Ernst & Young S.R.L./S.E.N.C.R.L. ⁽¹⁾

Montréal (Canada)
Le 20 février 2019

⁽¹⁾ CPA auditeur, CA permis de comptabilité publique N^o A120803

ÉTATS CONSOLIDÉS DES RÉSULTATS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action)	Note	Exercices clos le	
		2018	31 décembre 2017
Ventes		1 751 965	1 448 272
Achats, nets de la fluctuation des stocks		1 176 796	983 198
Marge brute		575 169	465 074
Avantages du personnel		308 546	236 684
Autres dépenses d'exploitation		147 094	110 858
Éléments spéciaux	4	14 589	6 780
Résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat		104 940	110 752
Charges financières, montant net	5	20 561	14 487
Amortissement	6	39 702	29 647
Résultat avant impôt sur le résultat		44 677	66 618
Charge d'impôt sur le résultat	7	8 180	22 002
Résultat net		36 497	44 616
Résultat par action	8		
De base		0,86	1,06
Dilué		0,86	1,05
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation (en milliers)	8		
De base		42 254	42 261
Dilué		42 419	42 430

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DU RÉSULTAT GLOBAL

(en milliers de \$US)	Note	Exercices clos le	
		2018	2017
Résultat net		36 497	44 616
Autres éléments du résultat global			
Éléments qui seront reclassés ultérieurement au résultat net :			
Portion efficace des variations de la juste valeur des couvertures de flux de trésorerie (nette d'impôt de 208 \$ (24 \$ en 2017))		603	(70)
Variation nette de la juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférée au résultat net (nette d'impôt de 15 \$ (42 \$ en 2017))		44	123
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion des états financiers à la monnaie de présentation		(7 376)	12 685
Gains (pertes) de change latent(e)s sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans des filiales étrangères (aucun impôt en 2018 (nets d'impôt de 36 \$ en 2017))		(15 831)	242
		(22 560)	12 980
Éléments qui ne seront pas reclassés ultérieurement au résultat net :			
Réévaluations des obligations au titre des prestations définies à long terme (nettes d'impôt de 620 \$ (613 \$ en 2017))	16	1 801	(1 749)
Total des autres éléments du résultat global		(20 759)	11 231
Résultat global		15 738	55 847

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DES VARIATIONS DE CAPITAUX PROPRES

(en milliers de \$US)	Note	Attribuable aux actionnaires				
		Capital- actions (note 19)	Surplus d'apports	Résultats non distribués	Cumul des autres éléments du résultat global (note 21)	Total des capitaux propres
Solde au 31 décembre 2016		96 924	4 260	401 420	(30 242)	472 362
Résultat net		-	-	44 616	-	44 616
Autres éléments du résultat global		-	-	(1 749)	12 980	11 231
Résultat global		-	-	42 867	12 980	55 847
Contributions et distributions aux actionnaires :						
Émission d'actions ordinaires		661	-	-	-	661
Dividendes		-	-	(11 817)	-	(11 817)
Paiements fondés sur des actions	15	-	924	-	-	924
		661	924	(11 817)	-	(10 232)
Solde au 31 décembre 2017		97 585	5 184	432 470	(17 262)	517 977
Résultat net		-	-	36 497	-	36 497
Autres éléments du résultat global		-	-	1 801	(22 560)	(20 759)
Résultat global		-	-	38 298	(22 560)	15 738
Contributions et distributions aux actionnaires :						
Rachat et annulation d'actions ordinaires		(190)	-	(1 232)	-	(1 422)
Émission d'actions ordinaires		2 331	-	-	-	2 331
Transfert suite à l'exercice d'options d'achat d'actions		518	(518)	-	-	-
Dividendes		-	-	(12 081)	-	(12 081)
Paiements fondés sur des actions	15	-	1 339	-	-	1 339
		2 659	821	(13 313)	-	(9 833)
Solde au 31 décembre 2018		100 244	6 005	457 455	(39 822)	523 882

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

TABLEAUX CONSOLIDÉS DES FLUX DE TRÉSORERIE

(en milliers de \$US)	Note	Exercices clos le	
		2018	31 décembre 2017
ACTIVITÉS D'EXPLOITATION			
Résultat net		36 497	44 616
Éléments hors caisse :			
Éléments spéciaux	4	14 589	(523)
Charges financières, montant net	5	20 561	14 487
Amortissement	6	39 702	29 647
Charge d'impôt sur le résultat	7	8 180	22 002
Amortissement et réserves relatifs aux incitatifs accordés aux clients		17 193	16 581
Autres éléments hors caisse		(2 884)	269
Variation des éléments du fonds de roulement	9	(5 163)	14 583
Intérêts payés		(18 681)	(10 371)
Impôt sur le résultat versé		(15 415)	(7 286)
Flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation		94 579	124 005
ACTIVITÉS D'INVESTISSEMENT			
Acquisitions d'entreprises	10	(23 670)	(348 490)
Solde de prix d'achat, net		(7 082)	(7 935)
Trésorerie détenue en mains tierces		(1 670)	(5 108)
Prime payée relative aux options sur devises		-	(6 631)
Produits de la disposition des options sur devises		-	6 174
Avances aux marchands membres et incitatifs accordés aux clients		(38 858)	(28 257)
Remboursements d'avances à des marchands membres		6 282	5 737
Acquisitions d'immobilisations corporelles		(19 391)	(13 658)
Produits de la disposition d'immobilisations corporelles		1 589	824
Acquisitions et développement d'immobilisations incorporelles		(3 269)	(4 614)
Autres provisions payées		(124)	-
Flux de trésorerie liés aux activités d'investissement		(86 193)	(401 958)
ACTIVITÉS DE FINANCEMENT			
Augmentation de la dette à long terme	9	271 541	450 860
Remboursement de la dette à long terme	9	(291 126)	(154 090)
Augmentation (diminution) nette des dépôts de garantie des marchands membres		328	(117)
Rachat et annulation d'actions ordinaires	19	(1 422)	-
Émission d'actions ordinaires	19	2 331	661
Dividendes versés		(12 246)	(11 637)
Flux de trésorerie liés aux activités de financement		(30 594)	285 677
Écarts de conversion		(428)	623
Augmentation (diminution) nette de la trésorerie		(22 636)	8 347
Trésorerie au début de l'exercice		30 672	22 325
Trésorerie à la fin de l'exercice		8 036	30 672

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

ÉTATS CONSOLIDÉS DE LA SITUATION FINANCIÈRE

(en milliers de \$US)	Note	31 décembre	
		2018	2017
ACTIFS			
Actifs courants :			
Trésorerie		8 036	30 672
Trésorerie détenue en mains tierces		3 591	8 147
Débiteurs et autres recevables	11	247 732	236 811
Impôt sur le résultat à recevoir		16 789	29 279
Stocks		524 335	458 354
Frais payés d'avance		10 502	10 196
Instruments financiers dérivés	20	442	-
Total des actifs courants		811 427	773 459
Investissements et avances aux marchands membres	12	46 039	30 628
Immobilisations corporelles	13	83 956	78 644
Immobilisations incorporelles	14	210 331	231 365
Goodwill	14	372 007	372 119
Instruments financiers dérivés	20	940	-
Actifs d'impôt différé	7	15 870	10 174
TOTAL DES ACTIFS		1 540 570	1 496 389
PASSIFS			
Passifs courants :			
Créditeurs et charges à payer		532 676	446 370
Solde de prix d'achat, net		4 062	15 469
Provision pour les frais de restructuration	4	4 173	-
Impôt sur le résultat à payer		3 987	16 831
Dividendes à payer		2 876	3 110
Versements sur la dette à long terme et les dépôts de garantie des marchands membres	17, 18	4 230	37 098
Instruments financiers dérivés	20	3 058	-
Total des passifs courants		555 062	518 878
Obligations au titre des avantages du personnel à long terme	15, 16	12 799	20 985
Dette à long terme	17	422 603	411 585
Dépôts de garantie des marchands membres	18	5 424	5 543
Solde de prix d'achat		1 212	2 944
Autres provisions		1 424	1 331
Instruments financiers dérivés	20	-	1 041
Passifs d'impôt différé	7	18 164	16 105
TOTAL DES PASSIFS		1 016 688	978 412
TOTAL DES CAPITAUX PROPRES		523 882	517 977
TOTAL DES PASSIFS ET DES CAPITAUX PROPRES		1 540 570	1 496 389

Les notes complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Pour le Conseil d'administration,


Michelle Ann Cormier, CPA, CA, ASC
 Administratrice


Richard G. Roy, FCPA, FCA
 Administrateur

NOTES AUX ÉTATS FINANCIERS CONSOLIDÉS

(en milliers de \$US, à l'exception des données par action, des pourcentages et d'indication contraire)

1 - STATUT CONSTITUTIF ET NATURE DES ACTIVITÉS

Uni-Sélect inc. (« Uni-Sélect ») est une société domiciliée au Canada dûment constituée et régie par la Loi sur les sociétés par actions (Québec). Uni-Sélect est la société mère ultime d'un groupe d'entreprises comprenant Uni-Sélect et ses filiales (collectivement désignées la « Société »). La Société est un important distributeur de produits automobiles et de peinture et produits connexes pour véhicules automobiles. Le siège social de la Société est situé au 170, boul. Industriel, Boucherville, Québec, Canada.

Ces états financiers consolidés présentent les activités et la situation financière de la Société et de toutes ses filiales.

Les actions de la Société sont inscrites à la Bourse de Toronto (« TSX ») sous le symbole UNS.

2 - BASE DE PRÉSENTATION

Déclaration de conformité

Les présents états financiers consolidés ont été dressés conformément aux Normes internationales d'information financière (« IFRS »). La Société a uniformément appliqué les mêmes conventions comptables pour l'ensemble des périodes présentées.

Le Conseil d'administration a approuvé et autorisé pour publication ces états financiers consolidés le 20 février 2019.

Base de mesure

Ces états financiers consolidés ont été établis au coût historique, à l'exception des instruments financiers dérivés qui sont évalués à la juste valeur, des provisions qui sont évaluées selon la meilleure estimation de la dépense nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle et des obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi qui sont évaluées à la valeur actualisée des obligations au titre des prestations définies et diminuées du montant de la juste valeur des actifs du régime.

Monnaie fonctionnelle et de présentation

Les éléments inclus aux états financiers de chacune des entités de la Société sont mesurés dans la monnaie de l'environnement économique principal dans lequel l'entité exerce ses activités (la « monnaie fonctionnelle »). Les monnaies fonctionnelles de la Société sont le dollar américain pour les entités aux États-Unis, le dollar canadien pour les entités au Canada et la livre sterling pour les entités au Royaume-Uni. Ces états financiers consolidés sont présentés en dollars américains, ce qui représente la monnaie de présentation de la Société.

Utilisation d'estimations et recours au jugement

Pour dresser des états financiers conformément aux IFRS, la Direction de la Société a recours à son jugement et doit faire des estimations et poser des hypothèses qui ont une incidence sur les montants présentés dans les états financiers consolidés et les notes. Le jugement est généralement utilisé pour déterminer si un solde ou une transaction doit être comptabilisé aux états financiers consolidés alors que les estimations et les hypothèses sont plutôt utilisées dans la mesure des transactions comptabilisées et des soldes. Toutefois, le jugement et les estimations sont souvent interdépendants.

Les renseignements concernant les méthodes comptables de la Société sont présentés à la note 3 afférente aux états financiers consolidés et les jugements, estimations et hypothèses les plus importants sont relatifs aux éléments suivants :

(i) Estimations

Regroupement d'entreprises : À la comptabilisation initiale d'un regroupement d'entreprises, la Société comptabilise les actifs acquis et passifs assumés à leur juste valeur estimative. La valeur comptabilisée du goodwill est affectée directement par les valeurs estimées des actifs et passifs. Des modifications aux estimations utilisées augmenteraient ou diminueraient la valeur du goodwill à la date d'acquisition ou le résultat net des années subséquentes. Voir la note 10 pour les renseignements sur les regroupements d'entreprises complétés au cours des deux derniers exercices.

Constatations des ventes : Des estimations sont utilisées pour déterminer les montants à comptabiliser pour les droits de retour, les garanties, les remises sur ventes et les rabais sur volume. Ces estimations sont calculées secteur par secteur et sont fondées sur les spécifications convenues avec les clients, l'expérience historique de la Société ainsi que les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

Évaluation des stocks : La Société utilise des estimations pour déterminer la valeur de réalisation nette des stocks en considérant la quantité, l'âge et la condition des stocks au moment où les estimations sont faites. Ces estimations incluent des hypothèses sur les prix de vente futurs, les coûts de vente, la demande des produits et les frais de retour de marchandises. La Société utilise aussi des estimations pour déterminer les valeurs des remises sur vente, des rabais volume et d'autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. Ces estimations sont fondées sur l'expérience historique et les hypothèses de la Direction sur les événements futurs et sont révisées régulièrement durant l'exercice.

Provision pour stocks excédentaires ou désuets : La Société constitue une provision pour la désuétude estimée, calculée en fonction d'hypothèses relatives à la demande future pour ses produits et aux conditions des marchés sur lesquels ses produits sont vendus. Cette provision, qui réduit les stocks à leur valeur de réalisation nette, est ensuite inscrite à titre de réduction des stocks dans les états consolidés de la situation financière. La Direction doit faire des estimations au moment de déterminer ces provisions. Si les conditions réelles du marché sont moins favorables que les hypothèses de la Société, des provisions supplémentaires peuvent s'avérer nécessaires.

Immobilisations corporelles et incorporelles : Des hypothèses sont requises pour déterminer les durées d'utilité et les valeurs résiduelles des immobilisations corporelles et incorporelles qui ont une durée d'utilité déterminée. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Dépréciation des actifs non financiers : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur l'expérience historique et les estimations les plus probables de la Direction pour estimer les flux de trésorerie futurs dans la détermination des montants recouvrables des actifs et de la juste valeur des unités génératrices de trésoreries (« UGT »). Les tests de dépréciation exigent que la Direction établisse des hypothèses importantes sur les événements futurs et les résultats d'exploitation. Des estimations importantes sont aussi requises dans la détermination du taux d'actualisation approprié à appliquer aux flux de trésorerie futurs afin d'ajuster les taux du marché courants pour les facteurs de risque spécifiques aux actifs et à l'entité. Les révisions de ces hypothèses et estimations, ou les variations entre les montants estimés et les résultats actuels peuvent avoir une incidence importante sur les actifs comptabilisés dans les états consolidés de la situation financière et sur le résultat net de la Société dans les périodes ultérieures. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, aucune perte de valeur ni reprise de pertes antérieures n'a été comptabilisée dans les actifs non courants de la Société. Voir la note 14 pour plus de renseignements.

Impôts différés : La Société estime ses actifs et passifs d'impôt différé fondés sur les différences entre les valeurs comptables et les valeurs fiscales des actifs et passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date des états financiers consolidés, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les variations quant à la date à laquelle auraient lieu les résorptions ou quant aux taux d'imposition applicables dans les années futures peuvent résulter des écarts importants entre ces estimations et les montants matérialisés qui affecteraient le résultat net dans une période subséquente.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi : Des hypothèses et estimations importantes sont requises dans la constatation des obligations en vertu des régimes de retraite à prestations définies de la Société. La Direction estime ses obligations au titre des prestations définies annuellement avec l'assistance des actuaires indépendants. Par contre, le résultat actuel peut varier dû aux incertitudes reliées aux estimations. Les estimations des obligations au titre des prestations définies sont fondées sur des taux d'inflation, d'actualisation et de mortalité que la Direction considère comme raisonnables. Elle prend aussi en considération l'évaluation spécifique que la Société effectue au niveau des augmentations futures de salaires et de l'âge de retraite des employés. Les taux d'actualisation sont déterminés à la fin de chaque exercice en référence aux rendements d'obligations de sociétés de grande qualité qui sont libellés dans la monnaie dans laquelle les avantages seront payés et qui ont des termes se rapprochant des termes des obligations au titre des prestations définies relatives. Des écarts dans les hypothèses peuvent avoir un impact significatif sur le montant d'obligations au titre de prestations définies de la Société. Voir la note 16 pour les renseignements sur les hypothèses et estimations utilisées durant les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

Efficacité de couverture : La Société utilise des estimations et des hypothèses fondées sur les tendances du marché externe et les estimations les plus probables de la Direction des risques spécifiques à l'entité pour évaluer l'efficacité de la couverture de manière prospective durant la relation de couverture, le cas échéant. La comptabilité de couverture est terminée lorsqu'une relation de couverture n'est plus hautement efficace ou lorsqu'une transaction prévue n'est plus probable. Des écarts dans les résultats actuels pourraient avoir une incidence sur le résultat net de la Société dans les périodes subséquentes. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés pour des fins de spéculation.

Provisions : La Société utilise des estimations concernant les coûts prévus et leurs échéanciers ainsi que la probabilité de réalisation des obligations dans la détermination des montants de provisions. Les provisions sont réexaminées à chaque date de clôture et sont ajustées pour refléter les meilleures estimations. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

2 - BASE DE PRÉSENTATION (SUITE)

(ii) Jugements

Contrats de location : La Société utilise le jugement pour déterminer le classement de ses actifs loués au début du contrat. Voir la note 3 pour plus de renseignements.

Indice de dépréciation des actifs : La Société établit un jugement important pour déterminer l'existence d'un événement ayant une incidence négative sur les flux de trésorerie futurs estimés liés à un actif. Le cas échéant, la Société procède à un test de dépréciation de ces UGT afin de déterminer si la valeur comptable des actifs est recouvrable. Les tests de dépréciation utilisent diverses estimations de la Direction comme décrites à la section précédente.

Comptabilité de couverture : Au début de la relation de couverture, la Société établit, le cas échéant, un jugement pour déterminer la probabilité qu'une transaction prévue se produise.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES

Les principales méthodes comptables utilisées dans la préparation de ces états financiers consolidés sont les suivantes :

Méthode de consolidation

Filiales

Les filiales sont des entreprises contrôlées par la Société. La Société détient le contrôle lorsqu'elle est exposée ou a droit à des rendements variables, par sa participation dans la filiale, et lorsqu'elle possède la capacité d'exercer son pouvoir de manière à influencer sur les rendements que cette dernière obtient. Les filiales sont entièrement consolidées dès la date de la prise de contrôle, et elles sont déconsolidées à la date où le contrôle cesse. Les transactions avec les filiales sont éliminées lors de la consolidation. Les filiales les plus significatives de la Société détenues à 100 % au 31 décembre 2018 se présentent comme suit :

370071 Alberta Ltd.	PA Topco Limited	Uni-Select Pacific inc.
FinishMaster, Inc.	Parts Alliance Group Limited	Uni-Sélect Prairies inc.
FinishMaster Canada Inc.	Les magasins Uni-Sélect Canada Inc.	Achats Uni-Sélect, s.e.n.c.
FinishMaster Services, Inc.	Uni-Sélect Eastern inc.	Uni-Sélect Québec inc.
German Swedish & French Car Parts Limited	Uni-Select Luxembourg 2018 SARL	Uni-Select USA Holdings, Inc.

Regroupements d'entreprises

La Société applique la méthode de l'acquisition pour comptabiliser les regroupements d'entreprises. La contrepartie transférée par la Société pour obtenir le contrôle d'une filiale est calculée comme la somme, à la date d'acquisition, des justes valeurs des actifs transférés, des passifs repris et des capitaux propres émis par la Société, lesquels comprennent la juste valeur d'un actif ou d'un passif résultant d'un accord de contrepartie éventuelle. Les coûts d'acquisition sont comptabilisés en charge lorsqu'ils sont engagés.

La Société comptabilise les actifs acquis et les passifs repris identifiables lors d'un regroupement d'entreprises, qu'ils aient été comptabilisés antérieurement ou non dans les états financiers de l'entreprise acquise avant l'acquisition. Les actifs acquis et les passifs repris sont évalués à leur juste valeur estimée à la date d'acquisition.

Le goodwill est évalué à la date d'acquisition comme étant la juste valeur de la contrepartie transférée, y compris le montant comptabilisé de toute participation ne donnant pas le contrôle dans l'entreprise acquise, diminuée du montant net comptabilisé (généralement la juste valeur) des actifs identifiables acquis et des passifs identifiables repris. Lorsque l'excédent est négatif, un profit résultant d'une acquisition à des conditions avantageuses est comptabilisé immédiatement au résultat net.

Conversion de monnaie étrangère

(i) Transactions en monnaie étrangère

Les transactions libellées dans une monnaie étrangère sont initialement comptabilisées dans la monnaie fonctionnelle de l'entité connexe (note 2) à l'aide des taux de change en vigueur à la date de l'opération. Les actifs et passifs libellés dans une monnaie étrangère sont convertis à l'aide des taux de change de clôture. Tout écart de change en découlant est comptabilisé en résultat, à l'exception de ceux relatifs aux éléments de couverture de flux de trésorerie, lesquels sont comptabilisés dans les autres éléments du résultat global (« AÉRG »).

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

(ii) Opérations en monnaies étrangères

Les actifs et passifs des établissements à l'étranger dont la monnaie fonctionnelle est autre que la monnaie de présentation (note 2) sont convertis en dollars américains selon les taux de change de clôture. Les revenus et les charges sont convertis aux taux de change moyens de la période. Les écarts de conversion sont comptabilisés et présentés sous les AÉRG dans les capitaux propres. Les taux de change utilisés pour dresser les états financiers consolidés se résument comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Taux de conversion moyen de l'exercice		
Dollar canadien	0,77	0,77
Livre sterling	1,34	1,33
Taux de conversion à la fin de l'exercice		
Dollar canadien	0,73	0,80
Livre sterling	1,27	1,35

Constatation des ventes

La Société comptabilise ses ventes à la suite de la livraison de la marchandise, lorsque le contrôle a été transféré à l'acheteur, qu'il n'y a plus d'intervention continue de la Direction en ce qui concerne les biens, que le recouvrement de la contrepartie est probable et que le montant des produits peut être évalué de façon fiable. Les ventes sont mesurées à la juste valeur de la contrepartie à laquelle la Société a droit en échange du transfert de la marchandise promise, déduction faite des provisions pour droit de retour, assurances de garanties, autres remises sur ventes et rabais sur volume.

La Société offre à ses clients un droit de retour sur les ventes de biens et certaines garanties afin d'assurer la conformité des biens transférés en fonction des spécifications convenues. Au moment de la constatation des ventes, la Société comptabilise des provisions relatives aux droits de retour et assurances de garanties, lesquelles sont fondées sur l'expérience historique de la Société et les hypothèses de la Direction.

Stocks

Les stocks se composent de produits finis et sont évalués au moindre du coût et de la valeur nette de réalisation. Le coût est déterminé selon la méthode du coût moyen pondéré net de certaines remises sur vente, rabais volume et autres éléments similaires reçus ou à recevoir des fournisseurs. La valeur nette de réalisation est le prix de vente estimé dans le cadre normal des affaires, diminué des coûts estimés nécessaires pour réaliser la vente.

Incitatifs accordés aux clients

La Société accorde des incitatifs sous forme de trésorerie, de stocks et de matériel à certains clients en contrepartie d'ententes d'achat pluriannuelles (« contrats »). Ces incitatifs sont comptabilisés au coût et sont amortis, contrat par contrat, sur une base linéaire en diminution des ventes sur le moindre de la durée du contrat ou de 60 mois, durée correspondant à la durée moyenne des contrats. Dans le cas de manquement d'un client à l'engagement, la portion restante de la valeur aux livres non amortie de l'incitatif, net des dommages-intérêts à recevoir, est comptabilisée immédiatement comme autres charges au résultat net.

Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées au coût diminué du cumul de l'amortissement et du cumul des pertes de valeur. Le coût comprend les dépenses directement attribuables à l'acquisition de l'actif et à sa préparation pour son utilisation. Le coût diminué de la valeur résiduelle d'une immobilisation corporelle est amorti en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Pavage	Dégressif	8 %
Bâtiments	Linéaire et dégressif	30 à 50 ans / 5 %
Mobilier et équipement	Linéaire et dégressif	4 à 10 ans / 20 %
Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Linéaire et dégressif	3 à 5 ans / 30 %
Matériel roulant	Linéaire et dégressif	4 à 5 ans / 30 %
Améliorations locatives	Linéaire	Durée des baux
Véhicules loués en vertu de contrats de location-financement	Dégressif	30 %

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Immobilisations incorporelles

Pour les immobilisations incorporelles générées à l'interne, la Société comptabilise les coûts directement attribuables à l'acquisition et au développement d'un progiciel de gestion intégré et aux coûts d'emprunt afférents. Afin de refléter le rythme de consommation des avantages attendus, la Société amortit son progiciel et les coûts afférents sur une base linéaire de dix ans. La période d'amortissement commence lorsque l'actif est prêt pour l'utilisation et cesse lorsque l'actif est comptabilisé comme un actif détenu en vue de la vente ou est décomptabilisé.

Les marques de commerce qui ont toutes été acquises dans le cadre de regroupements d'entreprises sont identifiées comme ayant une durée d'utilité indéterminée sur la base des attentes de profitabilité à long terme et du positionnement général des marques de commerce en termes de notoriété et de volume des ventes. Elles sont évaluées au coût diminué du cumul des pertes de valeur. Les marques de commerce ne sont pas amorties.

Les autres immobilisations incorporelles, incluant celles acquises lors de regroupements d'entreprises, sont évaluées au coût diminué du cumul des amortissements et du cumul des pertes de valeur et sont amorties en fonction de la durée d'utilité estimée selon les méthodes et les périodes qui suivent :

	Méthodes	Périodes / Taux
Relations clients et autres	Linéaire	2 à 20 ans
Logiciels	Linéaire et dégressif	5 à 10 ans / 30 %

Les méthodes d'amortissement, les durées d'utilité et les valeurs résiduelles sont réexaminées à chaque date de clôture.

Goodwill

Le goodwill représente les avantages économiques futurs résultant d'un regroupement d'entreprises qui ne sont pas identifiés individuellement et comptabilisés séparément. Le goodwill est évalué au coût diminué du cumul des pertes de valeur et n'est pas amorti.

Coûts d'emprunt

Les coûts d'emprunt directement attribuables au développement du progiciel de gestion intégré (c.-à-d. actif qualifié), le cas échéant, sont incorporés au coût de l'immobilisation incorporelle jusqu'à ce que les activités à la préparation de son utilisation soient pratiquement terminées. Autrement, les coûts d'emprunt sont comptabilisés au résultat net selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Dépréciation d'actifs

Les immobilisations corporelles et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée sont revues à chaque date de clôture afin de déterminer si des événements ou des changements de situation indiquent que la valeur comptable de l'actif ou de l'UGT correspondante pourrait ne pas être recouvrable. Si une telle indication existe, la valeur recouvrable de l'actif ou de l'UGT est estimée. Les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée, plus spécifiquement le goodwill et les marques de commerce, sont soumises à un test de dépréciation sur une base annuelle ou plus fréquemment si des événements ou des changements de situation présentent des indices de dépréciation.

La valeur recouvrable d'un actif ou d'une UGT est la valeur la plus élevée entre sa valeur d'utilité et sa juste valeur diminuée des coûts de sortie. Aux fins de l'évaluation de la valeur d'utilité, les flux de trésorerie futurs estimés sont comptabilisés à leur valeur actualisée en appliquant un taux d'actualisation avant impôt qui reflète les appréciations actuelles du marché de la valeur temps de l'argent et les risques spécifiques à l'actif. Pour les besoins des tests de dépréciation, les actifs qui ne peuvent être soumis à un test de dépréciation individuel sont regroupés pour former le plus petit groupe d'actifs qui génère, par leur utilisation continue, des entrées de trésorerie largement indépendantes des entrées de trésorerie générées par d'autres actifs ou par groupe d'actifs. Pour les besoins des tests de dépréciation, le goodwill acquis lors d'un regroupement d'entreprises est affecté à l'UGT ou au groupe d'UGT qui devrait bénéficier des synergies du regroupement d'entreprises. Chaque unité ou groupe d'unités auquel le goodwill est affecté ne peut être plus grand qu'un secteur opérationnel et représente le niveau le plus bas auquel le goodwill fait l'objet d'un suivi pour les besoins de gestion interne.

Une perte de valeur est comptabilisée si la valeur comptable d'un actif ou d'une UGT excède sa valeur recouvrable estimée. Les données utilisées pour les procédures de tests de dépréciation proviennent directement du dernier budget et du plan stratégique approuvés de la Société. Les taux d'actualisation sont déterminés individuellement pour chaque UGT et reflètent l'appréciation de la Direction du profil de risques spécifiques à chaque UGT.

Les pertes de valeur sont comptabilisées au résultat net. Les pertes de valeur comptabilisées au titre d'une UGT sont d'abord réparties en réduction de la valeur comptable du goodwill, puis en réduction de la valeur comptable des autres actifs de l'UGT au prorata.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les pertes de valeur au titre du goodwill, le cas échéant, ne peuvent pas être reprises. En ce qui a trait aux autres actifs, les pertes de valeur comptabilisées au cours des années antérieures sont évaluées à chaque date de clôture afin de déterminer s'il existe des indications qui confirment que la perte a diminué ou bien qu'elle n'existe plus. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs est reprise s'il y a eu un changement dans les estimations ayant servi à déterminer la valeur recouvrable. Une perte de valeur à l'égard des autres actifs n'est reprise que dans la mesure où la valeur comptable de l'actif n'excède pas la valeur comptable qui aurait été déterminée, après amortissement, si aucune perte de valeur n'avait été comptabilisée.

Contrats de location

Les contrats de location aux termes desquels la Société assume la quasi-totalité des risques et des avantages inhérents à la propriété sont classés comme des contrats de location-financement. Lors de la comptabilisation initiale, les actifs acquis sous des contrats de location-financement sont comptabilisés dans les « immobilisations corporelles » à la juste valeur ou à la valeur actualisée des paiements minimums de location, selon le moins élevé des deux. Un passif correspondant est comptabilisé comme une obligation de location-financement dans la « dette à long terme ». Dans les périodes subséquentes, l'actif est amorti sur la durée d'utilité estimée et les intérêts relatifs à l'obligation sont comptabilisés dans les « charges financières, montant net » aux états consolidés des résultats.

Les autres contrats de location sont des contrats de location simple et les actifs loués ne sont pas comptabilisés aux états consolidés de la situation financière de la Société. Les paiements versés aux termes d'un contrat de location simple sont comptabilisés au résultat net sur une base linéaire pendant toute la durée du contrat de location.

Impôt sur le résultat

La charge d'impôt sur le résultat comprend l'impôt exigible et l'impôt différé. L'impôt exigible et l'impôt différé sont comptabilisés au résultat net, sauf dans la mesure où ils se rapportent à un regroupement d'entreprises ou à des éléments comptabilisés directement dans les capitaux propres ou dans les AÉRG.

L'impôt exigible est l'impôt qui sera vraisemblablement à payer ou à recevoir au titre du bénéfice imposable ou de la perte fiscale d'une année, d'après les taux d'impôt en vigueur ou pratiquement en vigueur à la date de clôture, et il comprend également tout ajustement d'impôt à payer relativement à des années antérieures.

Les actifs et les passifs d'impôt différé aux fins de l'information financière sont déterminés en fonction des différences temporelles entre la valeur comptable et la valeur fiscale des actifs et des passifs. Ils sont mesurés en appliquant, à la date de clôture, les taux d'impôt et les lois fiscales adoptées ou quasi adoptées pour les exercices au cours desquels les différences temporelles devraient se résorber. Les actifs d'impôt différé sont comptabilisés lorsqu'il est probable que la perte fiscale connexe ou l'écart temporaire déductible soit utilisé contre les bénéfices imposables futurs. Les passifs d'impôt différé sont généralement comptabilisés en totalité, même si la norme IAS 12 « Impôt sur le résultat » indique des exemptions limitées. Toutefois, aucun impôt différé n'est constaté lors de la comptabilisation initiale du goodwill ou lors de la comptabilisation initiale d'actifs ou de passifs à moins qu'il résulte d'une transaction qui est soit un regroupement d'entreprises, ou qui affecte le bénéfice imposable ou le résultat. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales n'est pas comptabilisé si la Société est en mesure de contrôler la réalisation de ces différences temporelles et s'il est improbable qu'elles se réalisent dans un futur prévisible. L'impôt différé au titre des différences temporelles liées à des investissements dans des filiales est réévalué à la fin de chaque exercice et est comptabilisé s'il est probable que les différences temporelles se réalisent dans un futur prévisible.

Provisions

Une provision est comptabilisée si, dans le cadre d'un événement passé, la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite, dont le montant peut être estimé de façon fiable et s'il est probable qu'une sortie des avantages économiques sera nécessaire à l'extinction de l'obligation. Le montant comptabilisé à titre de provision correspond à la meilleure estimation de la contrepartie nécessaire à l'extinction de l'obligation actuelle à la fin de l'exercice. Les principales provisions de la Société sont relatives aux obligations liées à la mise hors service d'immobilisations et aux frais de restructuration, incluant les coûts de fermeture des emplacements, les indemnités de départ des employés et les obligations de location déficitaires.

Les provisions au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations sont comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques, normalement au moment où elles sont engagées. Ces dernières sont relatives à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives) lorsque ces obligations découlent de l'acquisition, du développement et/ou de l'exploitation normale des actifs en question. Les obligations sont mesurées initialement à la juste valeur et les coûts qui en découlent sont capitalisés à même la valeur comptable de l'actif correspondant. Le coût de la mise hors service d'immobilisations inscrit à l'actif est amorti sur la même base que l'actif connexe.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Les frais de restructuration sont comptabilisés lorsque la Société a mis en place un plan détaillé de restructuration qui a été communiqué avec suffisamment de détails pour générer une obligation. Les frais de restructuration comprennent seulement les coûts directement reliés au plan de restructuration et sont évalués selon les estimations les plus probables du montant nécessaire pour régler les obligations de la Société. Les modifications subséquentes aux estimations de l'obligation sont comptabilisées aux états consolidés des résultats de la Société.

Obligations au titre des avantages du personnel à court terme

Les obligations au titre des avantages du personnel à court terme sont évaluées sur une base non actualisée et sont comptabilisées en charges à mesure que les services correspondants sont rendus. Un passif égal au montant que la Société s'attend à payer aux termes de plans d'intéressement et d'attribution de primes à court terme est comptabilisé si la Société a une obligation actuelle, juridique ou implicite de payer ce montant au titre des services passés rendus par les membres du personnel et si une estimation fiable de l'obligation peut être effectuée.

Rémunération à base d'actions

Rémunération à base d'actions réglée en équité

La charge de rémunération est évaluée à la juste valeur à la date d'octroi au moyen du modèle binomial d'évaluation des options. La charge de rémunération est comptabilisée sur la période d'acquisition des droits aux options, avec une augmentation correspondante comptabilisée au surplus d'apport dans les capitaux propres. Les extinctions et les annulations sont estimées à la date d'octroi et elles sont revues à chaque date de clôture. Le montant comptabilisé en charge est ajusté pour refléter le nombre de droits dont on s'attend à ce que les conditions de service soient remplies, de sorte que le montant finalement comptabilisé en charge dépend du nombre de droits qui remplissent les conditions de service à la date d'acquisition des droits. Lorsque les options d'achat d'actions sont exercées, le capital-actions est crédité de la somme de la contrepartie payée et de la portion correspondante préalablement comptabilisée au surplus d'apport.

Rémunération à base d'actions réglée en trésorerie

La Société possède deux régimes de rémunération à base d'actions réglée en trésorerie qui se composent d'un Régime d'unités d'actions différées (« Régime UAD ») et d'un Régime d'unités d'actions lié à la performance (« Régime UAP »). Pour ces régimes, la juste valeur du passif est évaluée en multipliant le nombre d'unités pour lequel les droits devraient être acquis par la juste valeur d'une unité; cette dernière étant basée sur le prix de marché des actions ordinaires de la Société. La charge de rémunération et le passif correspondant sont comptabilisés sur la période d'acquisition des droits, le cas échéant, et sont réévalués à chaque date de clôture jusqu'au règlement du passif. Les variations dans la juste valeur du passif sont comptabilisées aux états consolidés des résultats.

Relativement aux UAD et UAP, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire.

Obligations au titre des avantages postérieurs à l'emploi

Régimes à cotisations définies

Les cotisations versées à ces régimes sont comptabilisées en charge dans la période au cours de laquelle les services sont rendus par les membres du personnel.

Régimes à prestations définies

La Société a adopté les méthodes suivantes pour les régimes à prestations définies :

- l'obligation nette de la Société au titre des régimes de retraite à prestations définies est calculée en estimant la valeur des avantages futurs accumulés par les employés en contrepartie des services rendus au cours des périodes considérées et des périodes antérieures diminués de la juste valeur des actifs des régimes;
- le coût des prestations de retraite gagnées par les employés est établi par calculs actuariels selon la méthode des unités de crédits projetées. Les calculs tiennent compte des hypothèses les plus probables de la Direction concernant la progression des salaires, l'âge de départ à la retraite, le taux de mortalité des membres et le taux d'actualisation;
- quand il y a amélioration des prestations de retraite, l'avantage au titre des services passés rendus par les membres du personnel est comptabilisé immédiatement au résultat net;
- les réévaluations comprenant les gains ou les pertes actuariels, toute variation du plafond de l'actif, tout effet des exigences minimales de financement du régime et le rendement des actifs des régimes excluant les montants inclus dans les charges financières nettes sont comptabilisés immédiatement dans les AÉRG et les résultats non distribués.

Les coûts des services rendus et des services passés au titre des régimes de retraite à prestations définies sont comptabilisés dans les « avantages du personnel ». Le produit ou la dépense d'intérêt net de l'actif net ou de l'obligation nette est comptabilisé dans les « charges financières, montant net ».

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

Instruments financiers non dérivés

Les actifs financiers et passifs financiers sont comptabilisés lorsque la Société devient une partie aux dispositions contractuelles de l'instrument financier.

Classement et évaluation des actifs financiers non dérivés

À l'exception de certains débiteurs, les actifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur. Si l'actif financier n'est pas comptabilisé ultérieurement à la juste valeur par le biais du résultat net, l'évaluation initiale comprend alors les coûts de transaction directement attribuables à l'acquisition de l'actif. L'évaluation ultérieure des actifs financiers dépend de leur classement, qui est fonction de deux critères : (i) le modèle économique de gestion des actifs financiers suivi par la Société; et (ii) si les conditions contractuelles de l'instrument donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts sur le principal restant dû (le « critère URPI »).

La Société a effectué le classement de la trésorerie, la trésorerie détenue en mains tierces, les débiteurs ainsi que les avances aux marchands membres comme actifs financiers évalués au coût amorti. La catégorie du coût amorti est destinée aux actifs financiers non dérivés détenus au sein d'un modèle économique dont l'objectif est de détenir les actifs financiers afin d'en percevoir les flux de trésorerie contractuels respectant le critère URPI. Après la comptabilisation initiale, les actifs financiers sous cette catégorie sont évalués au coût amorti selon la méthode du taux d'intérêt effectif, diminué des pertes de valeur.

L'évaluation du modèle économique de la Société a été effectuée à la date d'application initiale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », le 1er janvier 2018, et a ensuite été appliquée de façon rétroactive aux actifs financiers qui n'ont pas été décomptabilisés avant cette date. L'évaluation à savoir si les conditions contractuelles de l'instrument d'emprunt donnent lieu à des flux de trésorerie qui correspondent uniquement à des remboursements de principal et à des versements d'intérêts est basée sur les faits et les circonstances lors de la comptabilisation initiale des actifs.

Les actifs financiers sont décomptabilisés lorsque les droits contractuels sur les flux de trésorerie liés à l'actif financier arrivent à expiration ou lorsque la quasi-totalité des risques et avantages inhérents à la propriété de l'actif financier sont transférés.

Classement et évaluation des passifs financiers non dérivés

Les passifs financiers sont évalués initialement à la juste valeur, majorés de leurs coûts de transaction, et leur évaluation subséquente dépend de leur classement. Leur classement dépend des objectifs établis lorsque les instruments financiers ont été acquis ou émis, de leurs caractéristiques et leur désignation par la Société. La Société a effectué le classement des créditeurs et charges à payer, du solde de prix d'achat, des dividendes à payer, de la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement) et des dépôts de garantie des marchands membres comme passifs évalués au coût amorti. Les évaluations subséquentes sont comptabilisées au coût après amortissement selon la méthode du taux d'intérêt effectif.

Un passif financier est décomptabilisé lorsqu'il est éteint, annulé ou expiré.

Dépréciation des instruments financiers non dérivés

Dans le cadre du nouveau modèle de dépréciation, tous les actifs financiers, à l'exception de ceux évalués à la juste valeur par le biais du résultat net, doivent faire l'objet d'un test de dépréciation minimalement à chaque date de clôture. Les pertes de crédit attendues (« PCA ») sont basées sur la différence entre les flux de trésorerie contractuels dus et tous les flux de trésorerie que la Société prévoit recevoir. La différence est actualisée au taux d'intérêt effectif initial de l'actif.

Pour les débiteurs, la Société a appliqué la méthode simplifiée telle que proposée par la norme. Dans ce cas, les PCA sont calculées en fonction des PCA pour la durée de vie de l'instrument financier. Pour les autres actifs financiers (i.e. : avances aux marchands membres), les PCA sont fonction des PCA pour les douze mois à venir. Les PCA pour les douze mois à venir représentent une portion des PCA pour la durée de vie, et découlent des cas de défaillance dont un instrument financier peut faire l'objet dans les douze mois suivant la date de clôture. Dans les cas où le risque de crédit a augmenté de façon importante depuis la comptabilisation initiale, la provision pour dépréciation de valeur sera évaluée en fonction des PCA pour la durée de vie.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture

La Société utilise les instruments financiers dérivés pour gérer le risque de taux d'intérêt, le risque de change et le risque lié au cours de l'action ordinaire. La Société n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction ou de spéculation. Certains instruments financiers sont désignés comme des instruments de couverture.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Lors de la désignation de la couverture, la Société établit une documentation formalisée décrivant la relation entre les instruments de couverture et les éléments couverts, y compris les objectifs en matière de gestion des risques et de stratégie de couverture, ainsi que les méthodes qui serviront à évaluer l'efficacité de la relation de couverture. Au début de la couverture et de façon continue, la Société évalue si l'on s'attend à ce que les instruments de couverture soient « hautement efficaces » pour compenser les variations de flux de trésorerie des éléments couverts respectifs pendant la période pour laquelle la couverture est désignée.

Couvertures de flux de trésorerie

Les dérivés (contrats de swap de taux d'intérêt), s'il en existe, sont utilisés pour la gestion des taux d'intérêt variables du portefeuille d'endettement total de la Société et du coût d'emprunt global correspondant. Les dérivés sont initialement comptabilisés à leur juste valeur et les coûts de transaction attribuables sont comptabilisés au résultat net à mesure qu'ils sont engagés. Après la comptabilisation initiale, les dérivés sont évalués à leur juste valeur, et les variations de celle-ci sont comptabilisées comme il est décrit ci-dessous.

Lorsqu'un dérivé est désigné comme instrument de couverture dans une couverture de variation des flux de trésorerie attribuable à un risque particulier associé à une transaction prévue hautement probable qui pourrait affecter le résultat, la partie efficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée dans les AÉRG et présentée dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres. Le montant comptabilisé dans les AÉRG est sorti et inclut au résultat net de la même période pour laquelle les flux de trésorerie couverts influent le résultat net sous le même élément. Toute partie inefficace des variations de la juste valeur du dérivé est comptabilisée immédiatement au résultat net. La Société estime que les instruments financiers dérivés sont efficaces comme couvertures, tant lors de la mise en place de la couverture que pendant la durée de l'instrument, puisque pour toute la durée jusqu'à l'échéance, le montant de capital nominal et le taux d'intérêt de référence des instruments concordent tous avec les conditions de l'instrument d'emprunt couvert.

Si l'instrument de couverture ne satisfait plus aux critères de la comptabilité de couverture, s'il arrive à maturité ou s'il est vendu, résilié, exercé ou si l'entité annule la désignation, la comptabilité de couverture cessera d'être pratiquée, de manière prospective. Le gain ou la perte cumulé comptabilisé antérieurement dans les AÉRG et présenté dans le cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie dans les capitaux propres y est maintenu jusqu'à ce que la transaction prévue influe sur le résultat net. Si l'on ne s'attend plus à ce que la transaction prévue se réalise, le solde des AÉRG est alors comptabilisé immédiatement au résultat net. Dans d'autres cas, le montant comptabilisé dans les AÉRG est transféré au résultat net dans la même période que celle au cours de laquelle l'élément couvert influe sur le résultat net.

Couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères

La Société applique la comptabilité de couverture aux écarts de conversion entre la monnaie fonctionnelle de l'établissement à l'étranger et la monnaie fonctionnelle de la société mère. Les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme couverture d'un investissement net dans un établissement à l'étranger sont comptabilisés dans les AÉRG pour la partie efficace de la couverture, et sont présentés à même les capitaux propres. Dans la mesure où la couverture est inefficace, ces écarts sont comptabilisés au résultat net. Lorsque la portion couverte d'un investissement net diminue, le montant cumulé correspondant des écarts de conversion est transféré au résultat net en tant que gain ou perte sur disposition partielle ou complète. La Société a choisi d'exclure d'une disposition partielle d'une filiale étrangère, les remboursements de prêts faisant partie de l'investissement net dans un établissement étranger.

Les gains ou pertes de change découlant d'un élément monétaire, qui est à recevoir ou à payer à un établissement à l'étranger, dont le règlement n'est ni planifié ni probable dans un futur prévisible et qui constitue en substance une part de l'investissement net dans cet établissement à l'étranger, sont comptabilisés dans les AÉRG, dans le compte des écarts de conversion cumulés.

Couverture des coûts liés au risque de change

Les contrats à terme et les options sur devises, le cas échéant, sont utilisés dans le but de gérer les risques de change. Ces instruments financiers dérivés ne sont pas désignés comme élément de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. À moins d'indications contraires, les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « autres dépenses d'exploitation » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes des contrats à terme, la Société génère des flux de trésorerie compensatoires sur la position sous-jacente en termes de montants et de calendrier des opérations prévues. L'effet net des contrats à terme annule en partie l'impact des fluctuations de taux de change sur les gains/pertes de change résultant principalement des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Aux termes des options sur devises, la Société peut générer des flux de trésorerie compensatoires favorables sur la position sous-jacente en fonction des montants et du calendrier relatifs aux opérations prévues en monnaie étrangère. L'effet net des options sur devises annule, à leurs dates d'exercice, les potentielles pertes de change découlant d'une hausse de taux de change provenant principalement d'acquisitions réglées dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société.

Couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

Les contrats de swap sur actions sont utilisés dans le but de gérer les risques liés au cours de l'action ordinaire. Ces swaps sur actions ne sont pas désignés comme élément de couverture et sont évalués à la juste valeur à la fin de chaque période. Les variations de juste valeur sont comptabilisées aux états consolidés des résultats comme « avantages du personnel » et la contrepartie, actif ou passif, est présentée dans les instruments financiers dérivés aux états consolidés de la situation financière.

Aux termes de ces swaps, la Société bénéficie de l'avantage économique que lui procurent les dividendes et de la plus-value des actions en contrepartie de paiements versés aux institutions financières pour les coûts de financement et toute moins-value des actions. L'effet net des swaps sur actions annule en partie les fluctuations du cours des actions de la Société, fluctuations qui influent sur le coût des UAD et des UAP.

Cumul des autres éléments du résultat global

Écarts de conversion cumulés

Les écarts de conversion cumulés comprennent tous les écarts de conversion découlant de la conversion des états financiers des activités au Canada et au Royaume-Uni à la monnaie de présentation de la Société.

Gains et pertes de change non réalisés sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères

La réserve de couverture comprend tous les écarts de conversion découlant de la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets de la Société dans des filiales étrangères, le cas échéant.

Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie

La réserve de couverture comprend la portion efficace du changement net cumulé de la juste valeur des éléments de couverture de flux de trésorerie, le cas échéant, afférents aux transactions qui n'ont pas encore eu lieu.

Modifications comptables adoptées en 2018

La Société a appliqué pour la première fois l'IFRS 15 « Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients » et l'IFRS 9 « Instruments financiers », lesquelles requièrent le redressement des états financiers consolidés antérieurs.

Produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients

En mai 2014, l'International Accounting Standards Board (« IASB ») et le Financial Accounting Standards Board (« FASB ») ont publié conjointement l'IFRS 15, une norme harmonisée sur la comptabilisation des produits des activités ordinaires tirés de contrats avec des clients. Les dispositions de cette nouvelle norme remplacent les normes actuelles portant sur la comptabilisation des produits, notamment l'IAS 18 « Produits des activités ordinaires », l'IAS 11 « Contrats de construction » et les interprétations connexes. IFRS 15 introduit un modèle unique, fondé sur un principe de cinq étapes à appliquer lors de la comptabilisation de contrats avec des clients.

La Société a adopté l'IFRS 15 au 1er janvier 2018 en appliquant la méthode rétrospective complète. L'incidence découlant de l'adoption de cette norme se présente comme suit :

Incidence sur les états financiers consolidés et les notes pour l'exercice clos le 31 décembre 2017

Sous les exigences de la nouvelle norme, les transferts de produits avec droit de retour doivent être présentés au brut, en comptabilisant un passif au titre des remboursements futurs et un actif représentant le droit de récupérer les produits transférés. Dans l'état consolidé de la situation financière audité de la Société au 31 décembre 2017, les provisions pour retours étaient présentées au net. Conséquemment, un reclassement de 9 644 \$ entre les « créditeurs et charges à payer » et les « débiteurs et autres recevables » est requis.

La mise en œuvre de l'IFRS 15 n'a pas eu d'effet significatif sur les états consolidés des résultats, du résultat global, des variations de capitaux propres et le tableau consolidé des flux de trésorerie de la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2017.

Les nouvelles exigences d'information de l'IFRS 15 ont partiellement affecté les renseignements fournis sous les notes 2 et 3. Voir ces notes sous leurs sections respectives « Constatation des ventes » pour plus de renseignements.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

Instruments financiers

En juillet 2014, l'IASB a publié la version complète et finale de l'IFRS 9 « Instruments financiers », qui remplace la norme actuelle sur les instruments financiers (IAS 39). L'IFRS 9 présente un modèle unique, fondé sur des principes de classement et d'évaluation des actifs financiers qui reflètent la nature de leurs flux de trésorerie ainsi que le modèle économique suivi par ces actifs financiers. La norme présente également des directives sur le risque de crédit propre à une entité lié aux passifs financiers et introduit le modèle de comptabilité de couverture afin de refléter les aspects économiques de la gestion du risque et de son traitement comptable. La norme présente un modèle de dépréciation unique basé sur les pertes prévues plutôt que sur les pertes encourues.

La Société a appliqué l'IFRS 9 rétrospectivement en fonction d'une première date d'application au 1er janvier 2018. Cette transition n'a pas eu d'incidence significative sur les états financiers consolidés.

Les nouvelles exigences d'information de l'IFRS 9 ont partiellement affecté les renseignements fournis sous la note 3. Voir cette note sous les sections « Instruments financiers - Classement et évaluation des actifs financiers non dérivés » et « Instruments financiers - Dépréciation des instruments financiers non dérivés » pour plus de renseignements.

Les autres impacts résultant de l'adoption des modifications comptables se décrivent comme suit :

Classement et évaluation des instruments financiers non dérivés : La Société a reclassé ses prêts et créances aux actifs financiers évalués au coût amorti. L'adoption de l'IFRS 9 n'a pas entraîné d'ajustements quant à l'évaluation des actifs financiers et, par conséquent, ne requiert pas de retraitement des périodes comparatives. Également, il n'y a pas eu d'incidence significative sur les méthodes comptables de la Société concernant les passifs financiers ainsi que la décomptabilisation des instruments financiers.

Dépréciation des instruments financiers non dérivés : IFRS 9 remplace le modèle des pertes subies de l'IAS 39 par un modèle de nature prospective fondé sur les pertes de crédit attendues. L'adoption des exigences d'IFRS 9 concernant les PCA n'a eu aucun effet significatif sur la comptabilisation par la Société des pertes de valeur des actifs financiers.

Instruments financiers dérivés et comptabilité de couverture : La Société a choisi d'adopter les nouvelles règles générales du modèle de comptabilité de couverture de l'IFRS 9. Ceci nécessite pour la Société d'appliquer une approche plus qualitative et prospective dans l'évaluation de l'efficacité de couverture. L'adoption des exigences d'IFRS 9 concernant la comptabilité de couverture n'a pas entraîné de changements quant à l'admissibilité de la comptabilité de couverture ni à la comptabilité des instruments financiers dérivés désignés en tant qu'instruments de couverture efficace à la date de transition.

Modifications comptables futures

Date d'entrée en vigueur – 1er janvier 2019 avec adoption anticipée permise dans certaines circonstances

Contrats de location

En janvier 2016, l'IASB a publié l'IFRS 16 « Contrats de location », qui remplace la norme actuelle sur les contrats de location (IAS 17). IFRS 16 supprime le classement à titre de location simple et impose aux preneurs de constater tous les contrats de location à l'état de la situation financière consolidée en comptabilisant un actif au titre du droit d'utilisation et une obligation locative. Une exemption est permise pour les contrats de location à court terme et pour les contrats de location pour lesquels l'actif sous-jacent a une faible valeur. De plus, IFRS 16 modifie la définition du contrat de location, établit les exigences de comptabilisation de l'actif et du passif (notamment sur les aspects complexes comme les composantes autres que de location, les paiements locatifs variables et les périodes optionnelles), modifie la comptabilisation des accords de cession-bail et présente de nouvelles exigences d'information.

L'impact de cette nouvelle norme, incluant les exigences de présentation et de divulgation, a été évalué. IFRS 16 aura un impact principalement sur la comptabilisation des contrats de location simple de biens immobiliers de la Société. La Société a l'intention d'adopter la méthode de transition rétrospective modifiée et ne redressera pas les montants comparatifs pour l'exercice avant son adoption. Selon cette méthode, l'impact cumulatif de l'adoption initiale de l'IFRS 16 sera comptabilisé comme un ajustement au solde de début des bénéfices non répartis à la date d'adoption initiale. Au moment de la transition, la Société a choisi d'adopter les mesures de simplification suivantes :

- Appliquer un taux d'actualisation au portefeuille de contrats ayant des caractéristiques raisonnablement similaires;
- Comptabiliser les contrats pour lesquels les termes restants se terminent dans les 12 mois à partir de la date effective comme des contrats à court terme; et
- Comptabiliser les contrats à court terme et à faible valeur sur une base linéaire dans les « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats.

3 - PRINCIPALES MÉTHODES COMPTABLES (SUITE)

La Société prévoit comptabiliser des nouveaux actifs (actifs au titre du droit d'utilisation) et passifs (obligations locatives) pour approximativement 86 000\$ et 97 000 \$ respectivement, ainsi que des actifs d'impôt différé d'environ 2 000 \$.

À la suite de l'adoption de cette nouvelle norme, la Société prévoit une diminution du résultat net en 2019. De plus, le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat devrait augmenter puisque les paiements de contrat de location simple étaient inclus dans les « autres dépenses d'exploitation », alors que l'amortissement des actifs au titre du droit d'utilisation et les intérêts sur les obligations locatives sont exclus de cet indicateur. Les flux de trésorerie liés aux activités d'exploitation augmenteront puisque le remboursement du montant principal de l'obligation locative sera présenté dans les flux de trésorerie liés aux activités de financement.

Voir la note 22 pour plus de renseignements sur les paiements minimums futurs exigibles des contrats de location de la Société au 31 décembre 2018.

4 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX

Les éléments spéciaux sont composés d'éléments qui sont non représentatifs de la performance de base de la Société ou, lorsque présentés de façon distincte, permettent aux utilisateurs des états financiers consolidés de mieux comprendre les résultats de la Société pour l'exercice. Les éléments spéciaux sont détaillés comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Frais de restructuration et autres	7 578	(523)
Indemnités de départ et bonis de rétention relatifs aux changements à la Direction	6 157	-
Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance	854	7 303
	14 589	6 780

Frais de restructuration et autres

Le 14 novembre 2018, la Société a annoncé un plan de restructuration (« Plan 25/20 »), qui est composé principalement d'une réduction d'effectif et de la consolidation d'emplacements, tout en optimisant la chaîne d'approvisionnement.

La Société a comptabilisé des frais de restructuration totalisant 5 055 \$, incluant 3 122 \$ pour les indemnités de départ et 1 933 \$ pour les contrats déficitaires. La Société a encouru d'autres frais de 2 523 \$, composés principalement des frais de consultants relatifs à l'examen des solutions de rechange stratégiques.

Les variations de la provision de frais de restructuration se présentent comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Solde au début de l'exercice	-	775
Frais de restructuration comptabilisés au cours de l'exercice	5 055	-
Provision utilisée au cours de l'exercice	(848)	(308)
Changement d'estimation ⁽¹⁾	-	(523)
Écarts de conversion	(34)	56
Solde à la fin de l'exercice	4 173	-

⁽¹⁾ En 2017, la Société a révisé les provisions restantes relatives à la vente d'actifs nets, ce qui a entraîné une réduction des frais de restructuration et autres dans les états consolidés des résultats de 523 \$.

Indemnités de départ et bonis de rétention relatifs aux changements à la Direction

Le 18 septembre 2018, la Société a annoncé des changements à la Direction avec le départ immédiat et le remplacement de son Président et chef de la direction, et du Président et chef de l'exploitation de FinishMaster, Inc. Par conséquent, la Société a comptabilisé des frais totalisant 6 157 \$, composés principalement d'indemnités de départ.

4 - ÉLÉMENTS SPÉCIAUX (SUITE)

Frais de transaction nets relatifs à l'acquisition de Parts Alliance

En connexion avec l'acquisition de Parts Alliance complétée en août 2017, la Société a comptabilisé des frais de transaction pour un montant de 854 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (7 303 \$ en 2017). Ces frais de transaction incluent :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Frais d'acquisition	294	7 310
Autres charges relatives à l'acquisition	560	1 699
Variation favorable de la juste valeur des options sur devises	-	(1 706)
	854	7 303

5 - CHARGES FINANCIÈRES, MONTANT NET

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Intérêts sur la dette à long terme	18 995	10 940
Amortissement des frais de financement	908	672
Charge nette d'intérêts sur les obligations au titre des avantages du personnel à long terme (note 16)	500	429
Reclassement des pertes réalisées sur les instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie transférées aux résultats	59	165
Prime relative aux options sur devises	-	2 325
Intérêts sur les dépôts de garantie des marchands membres et autres	315	165
	20 777	14 696
Produit d'intérêts des marchands membres et autres	(216)	(209)
	20 561	14 487

6 - AMORTISSEMENT

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Amortissement des immobilisations corporelles (note 13)	19 953	12 411
Amortissement des immobilisations incorporelles (note 14)	19 749	17 236
	39 702	29 647

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT

Charge d'impôt sur le résultat

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Charge d'impôt exigible	13 366	10 673
Charge d'impôt différé		
Création et reprise des écarts temporaires	(5 186)	12 140
Changements apportés aux taux d'imposition en vigueur ⁽¹⁾	-	(811)
	8 180	22 002

⁽¹⁾ Le 22 décembre 2017, le président des États-Unis promulgué la *Tax Cuts and Jobs Act* (la « réforme fiscale américaine »). La réforme fiscale américaine réduit, à compter du 1er janvier 2018, le taux fédéral d'impôt américain de 35,0 % à 21,0 %. Cette nouvelle loi permet aussi la comptabilisation immédiate des dépenses en capital des nouveaux investissements dans certains actifs amortissables admissibles mis en place après le 27 septembre 2017, une mesure qui sera progressivement éliminée à compter de 2023. La réforme fiscale américaine a introduit d'autres changements importants aux lois de l'impôt sur les sociétés aux États-Unis qui pourraient avoir une incidence importante sur la Société dans les prochaines années. La réforme fiscale américaine a fait diminuer de 811 \$ le passif d'impôt différé net de la Société.

Rapprochement de la charge d'impôt sur le résultat

Le rapprochement de l'impôt sur le résultat aux taux d'imposition statutaires combinés applicables dans les territoires canadiens où la Société exerce ses activités à l'impôt sur le résultat comptabilisé aux états consolidés des résultats se présente comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Impôt sur le résultat selon le taux d'imposition statutaire de la Société – 26,70 % ⁽¹⁾ (26,80 % en 2017)	11 929	17 854
Écarts de taux réglementaires d'imposition des filiales étrangères	(1 835)	5 593
Bénéfice fiscal provenant d'une structure de financement	(4 544)	(4 323)
Changements apportés aux taux d'imposition en vigueur	-	(811)
Charges non déductibles et autres	2 630	3 689
	8 180	22 002

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, le taux d'imposition applicable est de 26,70 % (26,80 % en 2017). Le taux d'imposition applicable à la Société correspond aux taux combinés canadiens applicables aux diverses juridictions où la Société exerce ses activités. Le taux a diminué en raison de la réduction du taux d'imposition au Québec en 2018, qui est passé de 11,8 % à 11,7 % (11,9 % à 11,8 % en 2017).

Actifs et passifs d'impôt différé comptabilisés

	31 décembre 2018					Solde de fin
	Solde de début	Comptabilisés au résultat net	Comptabilisés dans les AÉRG	Comptabilisés dans les regroupements d'entreprises (note 10)	Écarts de conversion	
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	8 426	4 118	-	-	(260)	12 284
Provisions déductibles au cours des prochains exercices	11 061	2 391	-	-	(472)	12 980
Immobilisations corporelles	(3 789)	1 072	-	-	(42)	(2 759)
Obligations au titre des prestations définies	3 531	248	(620)	-	(18)	3 141
Provision pour incitatifs de performance	1 951	(784)	-	-	55	1 222
Immobilisations incorporelles et goodwill	(27 715)	(652)	-	(1 145)	1 179	(28 333)
Autres	604	(1 207)	(223)	-	(3)	(829)
	(5 931)	5 186	(843)	(1 145)	439	(2 294)

7 - IMPÔT SUR LE RÉSULTAT (SUITE)

31 décembre 2017

	Comptabilisés		Comptabilisés dans les		Écarts de conversion	Solde de fin
	Solde de début	au résultat net	Comptabilisés dans les AÉRG	regroupements d'entreprises		
Pertes (gains) autres qu'en capital reportées	19 309	(12 118)	-	599	636	8 426
Provisions déductibles au cours des prochains exercices	10 503	345	-	-	213	11 061
Immobilisations corporelles	(1 820)	(2 538)	-	702	(133)	(3 789)
Obligations au titre des prestations définies	2 330	369	613	-	219	3 531
Provision pour incitatifs de performance	1 834	(8)	-	-	125	1 951
Immobilisations incorporelles et goodwill	(10 051)	(1 900)	-	(15 128)	(636)	(27 715)
Perte (gain) de change en capital	(3 454)	3 707	-	-	(253)	-
Autres	(293)	814	(54)	-	137	604
	18 358	(11 329)	559	(13 827)	308	(5 931)

Présentation aux états consolidés de la situation financière

31 décembre

	31 décembre	
	2018	2017
Actifs d'impôt différé	15 870	10 174
Passifs d'impôt différé	18 164	16 105
	(2 294)	(5 931)

Au 31 décembre 2018, la Société avait des pertes en capital et des écarts temporaires déductibles de 78 074 \$ (39 873 \$ en 2017) qui peuvent être reportés indéfiniment, pour lesquels aucun actif d'impôt différé n'a été comptabilisé. Ces pertes et écarts temporaires peuvent seulement être appliqués contre les gains en capital futurs et la Société ne prévoit pas générer de gains en capital dans un avenir proche.

8 - RÉSULTAT PAR ACTION

Le tableau suivant présente le rapprochement du résultat de base par action avec le résultat dilué par action :

Exercices clos le
31 décembre

	Exercices clos le	
	2018	2017
Résultat net utilisé pour le résultat de base et dilué par action	36 497	44 616
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat de base par action	42 253 987	42 261 423
Incidence des options d'achat d'actions ⁽¹⁾	164 851	168 193
Nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation utilisé pour le résultat dilué par action	42 418 838	42 429 616
Résultat par action de base	0,86	1,06
Résultat par action dilué	0,86	1,05

⁽¹⁾ Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, les options pour acheter 541 494 actions (126 960 en 2017) ont été exclues du calcul du résultat par action dilué puisque le prix d'exercice des options était plus élevé que la moyenne du prix du marché des actions.

9 - INFORMATIONS SUPPLÉMENTAIRES SUR LES FLUX DE TRÉSORERIE CONSOLIDÉS

Les variations des éléments du fonds de roulement se détaillent comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Débiteurs et autres recevables	(21 286)	7 455
Stocks	(75 885)	(12 949)
Frais payés d'avance	(825)	1 518
Créditeurs et charges à payer	93 681	18 867
Provision pour les frais de restructuration et autres (note 4)	(848)	(308)
	(5 163)	14 583

Au 31 décembre 2018, des acquisitions d'immobilisations corporelles de 2 173 \$ (582 \$ au 31 décembre 2017) demeurent impayées et n'ont eu aucun impact sur la trésorerie.

Le tableau suivant présente une conciliation entre les soldes de début et les soldes de fin de l'état de la situation financière consolidé pour la « dette à long terme », incluant la « portion courante de la dette à long terme » (voir la note 17 pour plus de renseignements) :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Solde au début de l'exercice	448 581	134 298
Augmentation de la dette à long terme	271 541	450 860
Remboursement de la dette à long terme	(291 126)	(154 090)
Augmentation des contrats de location-financement	5 472	5 993
Acquisitions de contrats de location-financement par regroupements d'entreprises (note 10)	232	8 386
Amortissement des frais de financement (note 5)	908	672
Écarts de conversion	(8 869)	2 462
Solde à la fin de l'exercice	426 739	448 581

10 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES

Acquisitions en 2018

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a acquis les actifs nets de 1 entreprise opérante au Royaume-Uni et les actions de 1 entreprise opérante au Canada. Ces entreprises ont été acquises dans le cours normal des activités. Le coût total de ces acquisitions de 25 295 \$ a été alloué, de façon préliminaire, aux actifs et aux passifs acquis en fonction de leur juste valeur.

La capacité des entreprises acquises à générer des bénéfices supérieurs aux actifs corporels et incorporels nets acquis constitue le principal élément ayant contribué à la comptabilisation d'un goodwill. Cet excédent découle principalement du niveau d'actifs corporels par rapport à la capacité des entreprises acquises à générer des bénéfices, des synergies attendues, des avantages d'acquérir des entreprises déjà établies et possédant certaines compétences dans l'industrie, et de la présence géographique des entreprises acquises.

Relativement à ses acquisitions, la Société a encouru 401 \$ de frais d'acquisition, lesquels sont comptabilisés au sein des « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats. Depuis leur date d'acquisition respective, les acquisitions ont contribué aux ventes pour un montant de 2 364 \$.

Le tableau suivant présente l'ensemble des justes valeurs comptabilisées pour chaque catégorie d'actifs nets des entreprises acquises aux dates d'acquisition. Pour les entreprises acquises en 2018, afin d'être en mesure de compléter l'allocation du prix d'acquisition à l'égard des actifs nets identifiables acquis et du goodwill, la Société se doit de finaliser l'évaluation des justes valeurs estimées de certains actifs acquis, principalement les immobilisations incorporelles. Conformément aux IFRS, la Société prévoit compléter l'allocation du prix d'acquisition de chacune des acquisitions visées à l'intérieur d'un an suivant leurs dates d'acquisitions respectives.

10 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

31 décembre 2018

Débiteurs et autres recevables	2 632
Stocks	9 089
Frais payés d'avance	52
Immobilisations corporelles	471
Immobilisations incorporelles	6 640
Goodwill ⁽¹⁾	10 578
Créditeurs et charges à payer	(2 662)
Contrats de location-financement	(10)
Autres provisions ⁽²⁾	(39)
Passifs d'impôt différé	(1 456)
Coût total	25 295
Solde de prix d'achat ⁽³⁾	(1 625)
Déboursé net	23 670

⁽¹⁾ Fiscalement, il est attendu que le goodwill soit en partie déductible.

⁽²⁾ Composées de provisions au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques relatives à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives).

⁽³⁾ Au 31 décembre 2018, le solde de prix d'achat est détenu en mains tierces.

Acquisitions en 2017

Acquisition de Parts Alliance

En août 2017, la Société a complété l'acquisition de toutes les actions de PA Topco Limited, exerçant ses activités sous le nom de Parts Alliance. Net de la trésorerie de l'entreprise acquise pour 6 187 £ (équivalent à 8 065 \$), le coût total de cette acquisition s'élevant à 202 195 £ (équivalent à 263 603 \$), en fonction du taux de change effectif à la date d'acquisition. En 2017, depuis sa date d'acquisition, Parts Alliance a contribué aux ventes et au résultat net pour un montant de 145 069 \$ et 985 \$ respectivement.

Au 31 décembre 2018, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de Parts Alliance. Afin de refléter les informations additionnelles obtenues à propos des faits et circonstances qui prévalaient à la date d'acquisition, les reclassements suivants ont été effectués : 10 430 \$ des relations clients au goodwill, 3 520 \$ du goodwill aux immobilisations corporelles, 1 825 \$ du goodwill aux logiciels, 996 \$ du goodwill aux passifs d'impôt différé, 645 \$ des actifs d'impôt différé au goodwill et 261 \$ du goodwill aux marques de commerce. À la suite des reclassements, un renversement de la charge d'amortissement totalisant 134 \$ a été comptabilisé dans « amortissement » au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

Autres acquisitions

En 2017, la Société a acquis les actifs nets de 4 entreprises opérantes aux États-Unis et 4 entreprises opérantes au Canada. La Société a également acquis les actions de 1 entreprise opérante au Royaume-Uni, à la suite de l'acquisition de Parts Alliance. Le coût total de ces acquisitions était de 98 427 \$ au 31 décembre 2018 (coût préliminaire de 98 550 \$ en 2017). Relativement à ses acquisitions, la Société a encouru 901 \$ de frais d'acquisition en 2017, lesquels sont comptabilisés au sein des « autres dépenses d'exploitation » dans les états consolidés des résultats. Depuis leur date d'acquisition respective, les acquisitions ont contribué aux ventes et au résultat net pour un montant de 88 469 \$ et 3 925 \$ respectivement, en 2017.

Au 31 décembre 2018, la Société a finalisé l'allocation du prix d'acquisition de l'ensemble des autres entreprises acquises en 2017, ce qui a entraîné des reclassements de 3 848 \$ du goodwill aux relations clients, 227 \$ du goodwill aux marques de commerce, 199 \$ du goodwill aux immobilisations corporelles, 40 \$ des passifs d'impôt différé au goodwill et 339 \$ des autres actifs nets au goodwill. À la suite des reclassements, un renversement de la charge d'amortissement totalisant 36 \$ a été comptabilisé dans « amortissement » au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018.

10 - REGROUPEMENTS D'ENTREPRISES (SUITE)

Actifs acquis et passifs pris en charge

Le tableau suivant présente l'allocation préliminaire du prix d'acquisition comptabilisée au 31 décembre 2017 pour toutes les entreprises acquises en 2017, incluant Parts Alliance, ainsi que l'allocation finale du prix d'acquisition entraînant les reclassements effectués en 2018 :

	31 décembre	
	2018	2017
	Allocation finale	Allocation préliminaire
Débiteurs et autres recevables	74 020	74 856
Stocks	105 318	105 485
Frais payés d'avance	6 717	6 717
Actifs d'impôt différé	1 150	1 795
Investments and advances to merchant members	3 826	3 734
Immobilisations corporelles	31 566	27 847
Immobilisations incorporelles	106 509	110 778
Goodwill ⁽¹⁾	148 651	148 073
Créditeurs et charges à payer	(90 272)	(91 052)
Impôt sur le résultat à payer	(1 083)	(974)
Contrats de location-financement	(8 608)	(8 386)
Autres provisions ⁽²⁾	(1 233)	(1 233)
Passifs d'impôt différé	(14 531)	(15 487)
Coût total ⁽³⁾	362 030	362 153

⁽¹⁾ Fiscalement, il est attendu que le goodwill soit en partie déductible.

⁽²⁾ Composées de provisions au titre d'obligations liées à la mise hors service d'immobilisations comptabilisées à l'égard d'obligations légales, contractuelles ou juridiques relatives à la mise hors service d'immobilisations corporelles (principalement des améliorations locatives).

⁽³⁾ Au 31 décembre 2018, 3 288 \$ du coût total était payable par le solde de prix d'achat, incluant une portion de 2 021 \$ détenue en mains tierces (13 663 \$ et 8 147 \$ respectivement au 31 décembre 2017).

11 - DÉBITEURS ET AUTRES RECEVABLES

	31 décembre	
	2018	2017
Débiteurs	227 221	217 045
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres (note 12)	20 511	19 766
	247 732	236 811

12 - INVESTISSEMENTS ET AVANCES AUX MARCHANDS MEMBRES

	31 décembre	
	2018	2017
Incitatifs accordés aux clients	63 597	46 704
Actions de sociétés	442	477
Avances aux marchands membres ⁽¹⁾	2 511	3 213
	66 550	50 394
Portion courante des investissements et avances aux marchands membres	20 511	19 766
Portion non courante des investissements et avances aux marchands membres	46 039	30 628

⁽¹⁾ Taux d'intérêt variant entre 3,95 % et 6,95 % (3,20 % et 6,20% en 2017), encaissables par versements mensuels, échéant à différentes dates jusqu'en 2022.

13 - IMMOBILISATIONS CORPORELLES

	Terrain et pavage	Bâtiments	Mobilier et équipement	Équipement informatique et logiciels d'exploitation	Matériel roulant	Améliorations locatives	Total
Coût	3 105	15 694	26 222	24 084	25 725	14 116	108 946
Amortissement cumulé	(330)	(8 105)	(18 207)	(17 481)	(13 250)	(9 591)	(66 964)
Valeur comptable nette au 1er janvier 2017	2 775	7 589	8 015	6 603	12 475	4 525	41 982
Acquisitions	5	1 630	2 476	4 238	7 454	4 381	20 184
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 10)	-	-	4 566	3 437	11 921	7 923	27 847
Dispositions	-	-	(171)	(19)	(949)	(102)	(1 241)
Amortissement (note 6)	(52)	(559)	(1 946)	(2 835)	(5 421)	(1 598)	(12 411)
Écarts de conversion	156	342	536	456	410	383	2 283
Solde au 31 décembre 2017	2 884	9 002	13 476	11 880	25 890	15 512	78 644
Coût	3 290	18 049	34 529	32 677	42 814	26 421	157 780
Amortissement cumulé	(406)	(9 047)	(21 053)	(20 797)	(16 924)	(10 909)	(79 136)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2017	2 884	9 002	13 476	11 880	25 890	15 512	78 644
Acquisitions	15	644	8 474	4 165	8 986	4 173	26 457
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 10)	-	-	208	3	85	175	471
Transferts (note 10)	3 260	5 891	4	-	-	(5 436)	3 719
Dispositions	-	(26)	(156)	(11)	(1 097)	(119)	(1 409)
Amortissement (note 6)	(49)	(863)	(2 965)	(4 360)	(9 383)	(2 333)	(19 953)
Écarts de conversion	(273)	(619)	(1 033)	(622)	(817)	(609)	(3 973)
Solde au 31 décembre 2018	5 837	14 029	18 008	11 055	23 664	11 363	83 956
Coût	6 257	23 530	39 715	34 849	47 383	23 984	175 718
Amortissement cumulé	(420)	(9 501)	(21 707)	(23 794)	(23 719)	(12 621)	(91 762)
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2018	5 837	14 029	18 008	11 055	23 664	11 363	83 956

Au 31 décembre 2018, la valeur comptable nette des véhicules loués en vertu de contrats de location-financement, qui sont présentés sous « matériel roulant » était de 11 680 \$ (19 141 \$ au 31 décembre 2017).

Les immobilisations corporelles incluent des immobilisations en cours pour un montant de 4 163 \$ au 31 décembre 2018 (1 661 \$ au 31 décembre 2017). Ces immobilisations ne sont pas amorties jusqu'à leur mise en service.

14 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL

	Immobilisations incorporelles			Total	Goodwill
	Marques de commerce	Relations clients et autres	Logiciels ⁽²⁾		
Coût	7 900	117 754	27 799	153 453	243 807
Amortissement cumulé	-	(37 022)	(15 273)	(52 295)	-
Valeur comptable nette au 1er janvier 2017	7 900	80 732	12 526	101 158	243 807
Acquisitions	-	633	3 778	4 411	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 10)	28 972	76 853	4 953	110 778	148 073
Transferts	-	27 673	-	27 673	(26 860)
Amortissement (note 6)	-	(13 386)	(3 850)	(17 236)	-
Écarts de conversion	1 039	2 504	1 038	4 581	7 099
Solde au 31 décembre 2017	37 911	175 009	18 445	231 365	372 119
Coût	37 911	225 549	38 714	302 174	372 119
Amortissement cumulé	-	(50 540)	(20 269)	(70 809)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2017	37 911	175 009	18 445	231 365	372 119
Acquisitions	-	349	2 920	3 269	-
Acquisitions par regroupements d'entreprises (note 10)	-	6 640	-	6 640	10 578
Transferts (note 10)	488	(6 582)	1 825	(4 269)	578
Amortissement (note 6)	-	(14 445)	(5 304)	(19 749)	-
Écarts de conversion	(1 802)	(3 849)	(1 274)	(6 925)	(11 268)
Solde au 31 décembre 2018	36 597	157 122	16 612	210 331	372 007
Coût	36 597	221 580	40 326	298 503	372 007
Amortissement cumulé ⁽¹⁾	-	(64 458)	(23 714)	(88 172)	-
Valeur comptable nette à la fin de l'exercice 2018	36 597	157 122	16 612	210 331	372 007

⁽¹⁾ La durée d'amortissement moyenne restante des immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée est de 3 années pour les logiciels et de 11 années pour les relations clients et autres.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2018, les logiciels comprennent un coût et un amortissement cumulé de 9 805 \$ et de 6 581 \$ respectivement (10 631 \$ et 5 785 \$ respectivement au 31 décembre 2017), relatifs à l'acquisition et au développement interne d'un progiciel de gestion intégré.

Tests de dépréciation des unités génératrices de trésoreries incluant le goodwill et les immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée (marques de commerce)

Aux fins de tests de dépréciation, le goodwill et les marques de commerce sont attribués aux trois UGT, États-Unis, Canada et Royaume-Uni, qui représentent le niveau le plus bas de la Société auquel le goodwill et les marques de commerce font l'objet d'un suivi pour des besoins de gestion interne. Les valeurs recouvrables des UGT de la Société sont fondées sur leurs valeurs d'utilité et sont déterminées avec l'assistance d'évaluateurs indépendants. Les valeurs comptables des unités étaient inférieures aux valeurs recouvrables et aucune perte de valeur n'est comptabilisée.

14 - IMMOBILISATIONS INCORPORELLES ET GOODWILL (SUITE)

La valeur d'utilité a été déterminée en actualisant les flux de trésorerie futurs qui devraient être générés par l'usage continu des unités. La valeur d'utilité au cours de l'exercice 2018 a été déterminée de manière semblable à l'exercice 2017. Le calcul de la valeur d'utilité est fondé sur les principales hypothèses suivantes :

- les flux de trésorerie estimatifs sont fondés sur l'expérience, les résultats d'activités actuelles et le plan d'affaires quinquennal en 2018 et 2017. Les flux de trésorerie pour les 5 prochaines années sont estimés en utilisant un taux de croissance constant de 2,0 % (2,0 % en 2017) pour les activités aux États-Unis, les activités au Canada et les activités au Royaume-Uni; un taux qui n'excède pas les taux de croissance moyens à long terme de l'industrie.
- les taux d'actualisation avant impôt sont de 12,8 % (9,7 % en 2017) pour les activités aux États-Unis, de 12,4 % (10,7 % en 2017) pour les activités au Canada et de 11,2 % (9,2 % en 2017) pour les activités au Royaume-Uni et sont utilisés pour déterminer le montant recouvrable des unités. Les taux d'actualisation ont été fondés sur l'expérience et le coût moyen pondéré du capital de l'industrie qui est basé sur une série possible de leviers d'endettement de 15 % à un taux d'intérêt du marché net d'impôt de 4,0 % (2,8 % en 2017) pour les activités aux États-Unis, de 3,3 % (3,0 % en 2017) pour les activités au Canada et de 3,0 % (3,1 % en 2017) pour les activités au Royaume-Uni.

Les hypothèses principales reflètent l'évaluation de la Direction sur les tendances futures du marché secondaire de l'automobile et sont fondées sur des sources externes et internes. L'analyse de sensibilité démontre qu'aucun changement raisonnable dans les hypothèses ne ferait en sorte que la valeur comptable de chaque UGT excède sa valeur recouvrable.

15 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS

La rémunération à base d'actions de la Société comprend un régime d'options d'achat d'actions ordinaires réglé en équité et des régimes réglés en trésorerie incluant un régime d'unités d'actions différées ainsi qu'un régime d'unités d'actions lié à la performance.

Régime d'options d'achat d'actions ordinaires à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction

La Société possède un régime d'options d'achat d'actions à l'intention des employés-cadres et des membres de la Direction (« régime d'options ») dont un total de 3 400 000 actions est réservé pour émission. Sous ce régime, les options sont octroyées au prix moyen du taux de clôture des actions ordinaires de la Société à la TSX pour les cinq jours de séance précédant la date d'octroi. Les options sont octroyées dans ou sur une période de trois années et un jour suivant la date d'émission et peuvent être levées pour une période ne dépassant pas sept années.

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, 181 679 options ont été octroyées aux employés-cadres et aux membres de la Direction de la Société (573 215 pour 2017), pour un prix d'exercice moyen de 28,61 \$CAN (29,02 \$CAN en 2017). Au cours de l'exercice, 206 184 options ont été exercées (59 634 en 2017) et 340 360 options ont été annulées ou expirées (aucune en 2017).

Au 31 décembre 2018, des options octroyées pour l'émission de 541 494 actions ordinaires (906 359 au 31 décembre 2017) sont en circulation dans le cadre du régime d'options de la Société et 1 396 500 actions ordinaires (1 237 819 au 31 décembre 2017) sont réservées pour des options additionnelles dans le cadre du régime d'options.

Un sommaire du régime d'options de la Société pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017 est présenté comme suit :

	2018		2017	
	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN	Nombre d'options	Prix d'exercice moyen pondéré \$CAN
En circulation au début de l'exercice	906 359	26,51	392 778	21,06
Octroyées	181 679	28,61	573 215	29,02
Exercées	(206 184)	14,94	(59 634)	14,80
Annulées	(340 360)	30,77	-	-
En circulation à la fin de l'exercice	541 494	28,94	906 359	26,51
Exerçables à la fin de l'exercice	33 865	30,19	246 650	21,69

15 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

La fourchette des prix de levée, les prix de levée moyens pondérés et la durée résiduelle moyenne pondérée des options de la Société sont présentés comme suit :

31 décembre 2018					
	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
Prix de levée					
\$CAN			\$CAN		\$CAN
33,94	11 764	4,01	33,94	8 823	33,94
29,64	12 653	5,01	29,64	6 327	29,64
28,84	442 216	5,61	28,84	-	28,84
28,61	74 861	6,47	28,61	18 715	28,61
	541 494	5,68	28,94	33 865	30,19

31 décembre 2017					
	Options en circulation			Options exerçables	
	Nombre en circulation	Durée résiduelle moyenne pondérée (années)	Prix de levée moyen pondéré	Nombre pouvant être levé	Prix de levée moyen pondéré
Prix de levée					
\$CAN			\$CAN		\$CAN
11,45	14 886	2,00	11,45	14 886	11,45
14,38	22 381	3,01	14,38	22 381	14,38
15,32	168 917	4,01	15,32	113 153	15,32
33,94	126 960	5,01	33,94	63 480	33,94
29,64	130 999	6,01	29,64	32 750	29,64
28,84	442 216	6,61	28,84	-	28,84
	906 359	5,65	26,51	246 650	21,69

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, une charge de rémunération de 1 339 \$ (924 \$ en 2017) a été comptabilisée dans le résultat net avec la contrepartie comptabilisée au « surplus d'apports ».

La juste valeur des options octroyées le 2 janvier 2018 a été établie à l'aide du modèle binomial d'évaluation d'options. Les hypothèses utilisées pour les calculs de la juste valeur sont présentées comme suit :

		2018	3 janv. 2017	7 août 2017
Juste valeur à l'octroi	\$CAN	6,41	6,49	6,38
Dividende prévu	%	1,30	1,13	1,33
Volatilité prévue	%	23,58	23,30	23,33
Taux d'annulation	%	6,67	6,67	6,67
Taux d'intérêt sans risque	%	1,96	1,41	1,71
Durée de vie prévue	années	7,00	7,00	7,00
Prix de levée	\$CAN	28,61	29,64	28,84
Cours de l'action	\$CAN	28,61	29,64	28,84

La volatilité prévue est estimée pour chaque tranche d'octroi, compte tenu de la volatilité moyenne historique du prix de l'action sur la même période que la durée prévue des options octroyées.

15 - RÉMUNÉRATION À BASE D' ACTIONS (SUITE)

Régime d'unités d'actions différées (« UAD »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a octroyé 83 423 UAD (36 572 UAD pour 2017) et a racheté 86 292 UAD (25 491 UAD en 2017). Une charge de rémunération de 206 \$ (673 \$ en 2017) a été comptabilisée au cours de l'exercice et 150 468 UAD sont en circulation au 31 décembre 2018 (153 337 UAD au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2018, le passif de rémunération s'élève à 2 114 \$ (3 482 \$ au 31 décembre 2017) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 1 332 \$ (passif de 352 \$ au 31 décembre 2017).

Régime d'unités d'actions liées à la performance (« UAP »)

Pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a octroyé 135 709 UAP (127 950 UAP en 2017) et a racheté 248 601 UAP (70 991 UAP en 2017). Un revenu de rémunération de 661 \$ (charge de 1 809 \$ en 2017) a été comptabilisé au cours de l'exercice, et 160 103 UAP sont en circulation au 31 décembre 2018 (272 995 UAP au 31 décembre 2017). Au 31 décembre 2018, le passif de rémunération s'élève à 317 \$ (4 945 \$ au 31 décembre 2017) et la juste valeur des instruments financiers dérivés correspond à un passif de 1 726 \$ (passif de 356 \$ au 31 décembre 2017).

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI

La Société contribue à la fois à des régimes de retraite à prestations définies et à des régimes de retraite à cotisations définies.

Les régimes de retraite à prestations définies incluent un régime de retraite enregistré de base, un régime de retraite enregistré pour la haute direction et un régime de retraite non enregistré additionnel pour certains des membres de la haute direction. Les prestations liées aux régimes de retraite à prestations définies sont fondées sur le nombre d'années de service et sur le salaire final moyen. Les deux régimes de retraite enregistrés sont capitalisés par la Société et par les participants du régime. Les contributions des employés sont déterminées selon les salaires des participants et couvrent une portion des prestations. Les contributions de l'employeur sont fondées sur une évaluation actuarielle qui détermine le niveau de capitalisation nécessaire pour couvrir les obligations de la Société.

La Société contribue aussi à d'autres régimes différents considérés comme des régimes de retraite à cotisations définies. La charge totale de la Société au titre des régimes à cotisations définies est de 4 165 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (3 403 \$ pour 2017).

Régimes à prestations définies

Une évaluation actuarielle des régimes de retraite à prestations définies est obtenue au moins toutes les trois années.

Les régimes de retraite à prestations définies exposent la Société aux risques actuariels tels que le risque de longévité, le risque de change, le risque de taux d'intérêt et le risque d'investissement. La valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies est calculée en fonction des meilleures estimations du taux de mortalité des participants. Le risque de longévité existe à cause de l'augmentation de l'espérance de vie des participants du régime, qui fait augmenter l'obligation du régime. Un changement dans l'évaluation des actifs étrangers des régimes due aux variations du taux de change expose les régimes au risque de change. Une diminution dans le taux d'intérêt des obligations utilisé pour calculer la valeur actualisée de l'obligation au titre des prestations définies a pour effet d'augmenter l'obligation du régime. Ce risque de taux d'intérêt sera partiellement compensé par l'augmentation du rendement des fonds à revenu fixe. Le risque d'investissement survient lorsque le rendement des actifs du régime est inférieur au taux d'intérêt sur l'obligation de la Société servant à déterminer le taux d'actualisation.

Les informations relatives au statut des obligations et des actifs des régimes à prestations définies se présentent comme suit :

	2018	2017
Obligation au titre des prestations définies		
Solde au début de l'exercice	67 027	55 733
Coût des services rendus	2 135	2 246
Cotisations des employés	684	780
Charge d'intérêts	2 386	2 381
Prestations versées	(3 148)	(2 292)
Réévaluations:		
Perte (gain) actuarielle découlant des modifications des hypothèses financières	(5 342)	4 167
Écarts de conversion	(5 042)	4 012
Solde à la fin de l'exercice	58 700	67 027

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

	2018	2017
Actifs des régimes		
Juste valeur au début de l'exercice	54 469	47 031
Revenus d'intérêts	1 886	1 952
Cotisations de l'employeur	1 784	2 211
Cotisations des employés	684	780
Prestations versées	(3 148)	(2 292)
Frais administratifs	(238)	(338)
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	(2 921)	1 805
Écarts de conversion	(4 184)	3 320
Juste valeur à la fin de l'exercice	48 332	54 469

	31 décembre	
	2018	2017
	%	%
Composition des actifs des régimes		
Placements dans les fonds de participation	52,7	53,5
Placements dans les fonds à revenu fixe	20,3	20,6
Placements dans les autres fonds	27,0	25,9
	100,0	100,0

Compte tenu de la nature long terme des régimes d'obligations au titre des prestations définies, la Société juge approprié qu'une portion raisonnable des actifs des régimes soit investie en actions, en fonds à revenu fixe et en autres fonds afin de générer un rendement long terme supplémentaire.

L'obligation nette est présentée dans « obligations au titre des avantages du personnel à long terme » dans les états consolidés de la situation financière de la Société.

	31 décembre	
	2018	2017
Juste valeur des actifs des régimes	48 332	54 469
Obligations au titre des prestations définies	(58 700)	(67 027)
	(10 368)	(12 558)

La charge des régimes à prestations définies, comptabilisée dans les postes « avantages du personnel » et « charges financières, montant net » dans les états consolidés des résultats, se présente comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Coût des services rendus	2 135	2 246
Charges nettes d'intérêts	500	429
Frais administratifs	238	338
	2 873	3 013

Les réévaluations des obligations au titre des avantages du personnel à long terme qui sont comptabilisées dans les AÉRG se présentent comme suit :

	Exercices clos le 31 décembre	
	2018	2017
Perte (gain) actuarielle découlant des modifications des hypothèses financières	(5 342)	4 167
Rendement des actifs des régimes (excluant les montants inclus dans les revenus d'intérêts)	2 921	(1 805)
	(2 421)	2 362

16 - OBLIGATIONS AU TITRE DES AVANTAGES POSTÉRIEURS À L'EMPLOI (SUITE)

Les hypothèses actuarielles importantes à la date de fin d'exercice (moyenne pondérée des hypothèses au 31 décembre) se présentent comme suit :

		31 décembre	
		2018	2017
Taux d'actualisation	%	4,10	3,60
Taux de croissance de la rémunération	%	3,50	3,50
Espérance de vie moyenne			
Homme, âgé de 45 ans à la date de clôture	années	87,8	87,7
Femme, âgée de 45 ans à la date de clôture	années	90,1	90,0
Homme, âgé de 65 ans à la date de clôture	années	86,7	86,6
Femme, âgée de 65 ans à la date de clôture	années	89,1	89,1

Pour l'exercice se terminant le 31 décembre 2019, la Société prévoit contribuer aux régimes à prestations définies pour approximativement 1 676 \$.

Les hypothèses actuarielles importantes servant à établir l'obligation des régimes à prestations définies comprennent le taux d'actualisation, le taux de croissance de la rémunération et l'espérance de vie moyenne. Le calcul des engagements nets des régimes à prestations définies est sensible à ces hypothèses.

Le tableau suivant résume l'incidence des modifications de ces hypothèses actuarielles sur les obligations au titre des prestations définies :

		31 décembre	
		2018	2017
		%	%
Taux d'actualisation			
Augmentation de 1 %		(14,1)	(14,8)
Diminution de 1 %		18,7	19,6
Taux de la rémunération			
Augmentation de 0,5 %		2,2	2,1
Diminution de 0,5 %		(2,1)	(2,0)
Espérance de vie moyenne			
Augmentation de 10 % des taux de mortalité		(2,1)	(2,1)
Diminution de 10 % des taux de mortalité		2,3	2,3

17 - DETTE À LONG TERME ET FACILITÉS DE CRÉDIT

	Échéance	Taux d'intérêt effectif	Court terme	31 décembre	
				2018	2017
Facilité de crédit rotatif, taux variables ^{(1) (2)}	2023	2,467 % à 6,700 %		414 741	328 970
Facilité de crédit à terme, taux variables ^{(1) (2)}	-	-		-	99 633
Contrats de location-financement, taux variables	-	-	4 132	11 987	19 962
Autres	2021	-	4	11	16
			4 136	426 739	448 581
Versements exigibles à court terme				4 136	36 996
Dettes à long terme				422 603	411 585

⁽¹⁾ Au 31 décembre 2018, un montant nominal de 418 220 \$ était utilisé en vertu de la facilité de crédit rotatif de la Société (des montants nominaux de 331 867 \$ pour la facilité de crédit rotatif et 100 000 \$ pour la facilité de crédit à terme étaient utilisés au 31 décembre 2017). L'écart de la valeur comptable présentée ci-dessus est composé de coûts de financements différés.

⁽²⁾ Au 31 décembre 2018, un montant principal de 302 865 \$ relatif à la facilité de crédit rotatif et à la facilité de crédit à terme a été désigné comme couverture de l'investissement net dans des filiales étrangères (322 075 \$ au 31 décembre 2017).

Facilité de crédit rotatif et facilité de crédit à terme

La Société a conclu, le 30 août 2018, la modification et la mise à jour de la convention de crédit existante (la « convention de crédit »). Par la conversion de la facilité de crédit à terme non garantie ainsi que son annulation immédiate, la convention de crédit procure une augmentation de 100 000 \$ à la facilité de crédit rotatif à long terme non garantie (la « facilité de crédit rotatif »). Le montant total maximal du capital disponible en vertu de la convention de crédit demeure à 625 000 \$, lequel est entièrement composé de la facilité de crédit rotatif qui peut être remboursée en tout temps sans pénalité. La facilité de crédit rotatif est disponible en dollars canadiens, en dollars américains, en euros ou en livres sterling et les taux d'intérêt variables sont basés sur le LIBOR, le Libor en euro, le Libor en livres sterling, les acceptations bancaires, le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés des marges applicables. De plus, la convention de crédit prolonge l'échéance de la facilité de crédit rotatif au 30 juin 2023.

Facilité de lettre de crédit

Le 30 août 2018, la Société a amendé les termes de sa facilité de lettre de crédit non garantie de 20 000 \$ et a prolongé l'échéance jusqu'au 30 juin 2023. Cette facilité de crédit est disponible aux fins de l'émission de lettres de crédit en dollars canadiens, en dollars américains ou en livres sterling. Leurs taux d'intérêt variables sont basés sur le taux de base américain ou les taux préférentiels majorés des marges applicables.

Les lettres de crédit de la Société ont été émises pour garantir les paiements de certains avantages sociaux aux employés et de certains achats de stocks des filiales. Les lettres de crédit ne sont pas comptabilisées dans la dette à long terme de la Société du fait que, le cas échéant, les garanties connexes sont comptabilisées directement dans les états de la situation financière consolidés de la Société.

Au 31 décembre 2018, des lettres de crédit pour 7 337 \$ ont été émises (8 137 \$ au 31 décembre 2017).

Paiements minimums futurs

Au 31 décembre 2018, les remboursements de capital sur la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement) et la valeur actualisée des paiements minimums de location se présentent comme suit :

	2019	2020	2021	2022	2023	Par la suite
Dettes à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	4	4	3	-	418 220	-
Valeur actualisée des paiements minimums de location	4 132	3 351	2 505	1 447	474	78

18 - DÉPÔTS DE GARANTIE DES MARCHANDS MEMBRES

Les marchands membres doivent cotiser à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. Les montants de dépôts sont basés sur le volume des achats de chaque marchand membre et portent intérêt au taux préférentiel moins 1 %. Le taux d'intérêt en vigueur au 31 décembre 2018 est de 3,95 % (3,20 % au 31 décembre 2017). La répartition des dépôts de garantie se présente comme suit :

	31 décembre	
	2018	2017
Total des dépôts de garantie des marchands membres	5 518	5 645
Versements exigibles à court terme	94	102
Portion non courante des dépôts de garantie des marchands membres	5 424	5 543

19 - CAPITAL-ACTIONS

Autorisé

La structure du capital de la Société inclut un nombre illimité d'actions ordinaires, sans valeur nominale, et un nombre illimité d'actions privilégiées, sans valeur nominale, pouvant être émises en séries et assorties des caractéristiques suivantes :

(i) Actions ordinaires

Chaque action ordinaire confère à son porteur un droit de vote et un droit de recevoir des dividendes aux montants et payables au moment que le Conseil d'administration détermine après le paiement des dividendes sur les actions privilégiées. En cas de liquidation ou dissolution volontaire ou forcée, les porteurs ont le droit de participer au partage de l'actif après le paiement aux porteurs des actions privilégiées.

(ii) Actions privilégiées

Les actions privilégiées, dont aucune n'a été émise ni n'est en circulation, sont des actions sans droit de vote pouvant être émises en séries. Le Conseil d'administration a le droit, de temps à autre, de fixer le nombre, la désignation, les droits, les privilèges, les restrictions et les conditions des actions privilégiées de chaque série. Le nombre d'actions privilégiées pouvant être émises et en circulation se limite à 20 % du nombre d'actions ordinaires émises et en circulation au moment de l'émission des actions privilégiées. Les porteurs de ces séries d'actions privilégiées ont le droit de recevoir des dividendes et ont la priorité sur les actions ordinaires dans le partage de l'actif en cas de liquidation ou de dissolution volontaire ou forcée.

	31 décembre	
	2018	2017
Émis et payé		
Solde au début de l'exercice (42 273 812 actions ordinaires (42 214 178 en 2017))	97 585	96 924
Émission de 206 184 actions ordinaires suite à l'exercice d'options d'achat d'actions (59 634 en 2017)	2 331	661
Transfert suite à l'exercice d'options d'achat d'actions	518	-
Rachat et annulation de 92 696 actions ordinaires (aucune en 2017)	(190)	-
Solde à la fin de l'exercice (42 387 300 actions ordinaires (42 273 812 en 2017))	100 244	97 585

Rachat et annulation d'actions

Le 18 avril 2018, la Société a annoncé qu'elle a reçu l'approbation du TSX de renouveler son intention de pouvoir acheter par le biais d'une nouvelle offre publique de rachat d'actions (« OPR »), à des fins d'annulation, jusqu'à 1 500 000 actions ordinaires, représentant approximativement 3,5 % de ses 42 273 812 actions ordinaires émises et en circulation en date du 16 avril 2018 au cours d'une période de douze mois commençant le 23 avril 2018 et se terminant le 22 avril 2019. Dans le cadre de l'OPR, la Société a conclu une entente visant un programme de rachat automatique (« PRA ») permettant à la Société de fournir des directives concernant le rachat et l'annulation d'actions ordinaires au cours des périodes d'interdiction d'opérations auto-imposées. Ces rachats seront effectués par le courtier à son entière discrétion en fonction des paramètres préétablis par la Société.

Relativement à ce PRA, 92 696 actions ordinaires ont été rachetées au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018 pour une contrepartie en espèces de 1 422 \$ incluant une prime au rachat et annulation d'actions de 1 232 \$ appliquée en réduction des bénéfices non répartis (aucune en 2017).

Émission d'actions

Au cours de l'exercice clos le 31 décembre 2018, la Société a émis 206 184 actions ordinaires (59 634 en 2017) à la suite de l'exercice d'options d'achat d'actions pour une contrepartie en espèces de 2 331 \$ (661 \$ en 2017). Le prix d'exercice moyen pondéré des options d'achats d'actions était de 14,94 \$CAN pour l'exercice (14,80 \$CAN en 2017).

19 - CAPITAL-ACTIONS (SUITE)

Dividendes

Un total de 0,370 \$CAN par action ordinaire a été déclaré par la Société pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (0,3625 \$CAN pour 2017).

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES

Les classements de même que les valeurs comptables et les justes valeurs des instruments financiers sont détaillés comme suit :

	31 décembre 2018		31 décembre 2017	
	Valeur comptable	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur
Actifs (passifs) financiers au coût amorti				
Trésorerie	8 036	8 036	30 672	30 672
Trésorerie détenue en mains tierces	3 591	3 591	8 147	8 147
Débiteurs recevables	227 221	227 221	217 045	217 045
Avances aux marchands membres	Niveau 2 2 511	Niveau 2 2 511	Niveau 2 3 213	Niveau 2 3 213
Créditeurs et charges à payer	(514 705)	(514 705)	(430 165)	(430 165)
Solde de prix d'achat, net	(5 274)	(5 274)	(18 413)	(18 413)
Dividendes à payer	(2 876)	(2 876)	(3 110)	(3 110)
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	Niveau 2 (418 231)	Niveau 2 (418 231)	Niveau 2 (431 883)	Niveau 2 (431 883)
Dépôts de garantie des marchands membres	Niveau 2 (5 518)	Niveau 2 (5 518)	Niveau 2 (5 645)	Niveau 2 (5 645)
Actifs (passifs) financiers à la juste valeur				
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	Niveau 2 442	Niveau 2 442	Niveau 2 (404)	Niveau 2 (404)
Swaps de taux d'intérêt ⁽¹⁾	Niveau 2 940	Niveau 2 940	Niveau 2 71	Niveau 2 71
Contrats de swaps sur actions	Niveau 2 (3 058)	Niveau 2 (3 058)	Niveau 2 (708)	Niveau 2 (708)

⁽¹⁾ Dérivés désignés dans une relation de couverture.

Actifs (passifs) financiers au coût amorti

La juste valeur des avances aux marchands membres correspond à la valeur comptable puisque ces instruments portent intérêt à des taux reflétant les conditions courantes du marché pour des instruments financiers semblables.

La juste valeur de la dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement) a été établie en calculant la valeur actualisée de l'écart entre les facilités de crédit existantes et le taux qui serait négocié en fonction des conditions économiques à la date de clôture. La juste valeur de la dette à long terme se rapproche de sa valeur comptable puisque les taux d'intérêt effectifs applicables aux facilités de crédit de la Société reflètent les conditions courantes du marché.

La juste valeur des dépôts de garantie des marchands membres correspond à la valeur comptable puisqu'ils portent intérêt à des taux comparables à ceux du marché.

Actifs (passifs) financiers à la juste valeur

La juste valeur des contrats de change à terme a été déterminée en utilisant les taux de change cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des swaps de taux d'intérêt a été déterminée en utilisant les taux d'intérêt cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

La juste valeur des contrats de swaps sur actions a été déterminée en utilisant les cours d'actions cotés sur le marché actif ajustés du risque de crédit déterminé par les institutions financières.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Hiérarchie de juste valeur

Les instruments financiers évalués à la juste valeur au sein des états consolidés de la situation financière sont classés en fonction des niveaux hiérarchiques suivants :

- Niveau 1 : consiste en une évaluation fondée sur des prix (non ajustés) cotés sur des marchés pour des actifs et passifs identiques;
- Niveau 2 : consiste en des techniques d'évaluation fondées principalement sur des données, autres que des prix cotés (inclus dans le niveau 1), observables directement ou indirectement sur le marché; et
- Niveau 3 : consiste en des techniques d'évaluation qui ne sont pas fondées principalement sur des données observables sur le marché.

Instruments financiers dérivés – couverture des risques de change

La Société a conclu des contrats à terme afin d'atténuer les risques de change auxquels elle est exposée, principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. Les contrats à terme consolidés en circulation au 31 décembre 2018 sont présentés comme suit :

Monnaies (vendues/achetées)	Échéance	Taux moyen ⁽¹⁾	Montant nominal ⁽²⁾
Dollar canadien/Dollar américain	Jusqu'en mars 2019	0,79	6 881
Livre sterling/Dollar américain	Jusqu'en mai 2019	1,27	3 613
Livre sterling/EURO	Jusqu'en janvier 2019	1,11	458

⁽¹⁾ Les taux correspondent au nombre d'unités de la monnaie achetée pour une unité de la monnaie vendue.

⁽²⁾ Les taux de change au 31 décembre 2018 ont été utilisés pour convertir les montants en monnaies étrangères.

Instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie – couverture du risque de taux d'intérêt

La Société a conclu divers contrats de swaps afin de couvrir les flux d'intérêts variables relatifs à une portion de la facilité de crédit rotatif et de la facilité de crédit à terme de la Société, et ce pour un montant nominal de 67 500 \$ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains (80 000 \$ en 2017), et de 70 000 £ pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling (idem en 2017). Les swaps de taux d'intérêt fixent, jusqu'à leur échéance respective, les charges d'intérêts entre 1,745 % et 1,760 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en dollars américains, et à 0,955 % pour les swaps de taux d'intérêt libellés en livres sterling.

Instruments financiers dérivés – couverture des coûts liés aux paiements fondés sur des actions

En 2016, la Société a conclu des contrats de swap sur actions dans le but de gérer les risques liés au prix du marché de ses actions ordinaires. Au 31 décembre 2018, les contrats de swap sur actions visaient l'équivalent de 364 277 actions ordinaires de la Société (idem en 2017).

Gestion des risques découlant des instruments financiers

Dans le cours normal de ses opérations, la Société est exposée aux risques découlant des instruments financiers, principalement le risque de crédit, le risque de liquidité, le risque de change et le risque de taux d'intérêt. La Société gère ces expositions aux risques sur une base continue.

(i) Risque de crédit

Le risque de crédit provient d'une éventuelle incapacité des clients à satisfaire à leurs obligations. Le risque maximum auquel la Société est exposée correspond à la valeur comptable de sa trésorerie, sa trésorerie détenue en mains tierces et de ses débiteurs et autres recevables et avances aux marchands membres. Aucun client de la Société ne représente plus de 5 % du solde des débiteurs. Afin de gérer son risque, des limites de crédit spécifiques sont déterminées pour certains comptes et sont révisées régulièrement par la Société.

La Société peut également être exposée au risque de crédit en raison de ses contrats de change à terme, de ses contrats de swaps de taux d'intérêt et de ses contrats de swaps sur actions, ce qui est géré en ne traitant qu'avec des institutions financières de renom.

La Société détient en garantie des biens personnels et des actifs de certains clients. Ces clients doivent aussi contribuer à un fonds pour garantir en partie leurs créances envers la Société. La solvabilité des clients est examinée régulièrement et des analyses mensuelles sont révisées afin de s'assurer de la recouvrabilité des montants excédant le délai normal de paiement et, le cas échéant, des mesures sont prises afin de limiter le risque de crédit. Au cours des dernières années, aucun montant substantiel n'a affecté négativement le résultat net de la Société, le taux de mauvaises créances moyen sur les ventes se chiffrant à 0,2 % au cours des trois dernières années.

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

Au 31 décembre 2018, les débiteurs en souffrance représentent 9 755 \$ ou 5,5 % (8 783 \$ ou 4,8 % au 31 décembre 2017) et font l'objet d'une provision pour mauvaises créances de 6 597 \$ (5 776 \$ au 31 décembre 2017). La provision pour mauvaises créances et les débiteurs en souffrance sont revus au minimum trimestriellement et une dépréciation est comptabilisée seulement pour les débiteurs dont le recouvrement n'est pas raisonnablement certain. L'évolution de la provision pour mauvaises créances est présentée comme suit :

	31 décembre	
	2018	2017
Solde au début de l'exercice	5 776	3 077
Dépréciation	3 381	1 940
Acquisitions d'entreprises	-	1 945
Radiations	(2 393)	(1 335)
Écarts de change	(167)	149
Solde à la fin de l'exercice	6 597	5 776

La Direction considère que, pour chacune des dates de clôture au 31 décembre examinées ci-dessus, l'ensemble des actifs financiers possède une bonne qualité de crédit et ce, puisqu'ils ne sont ni dépréciés ni échus.

(ii) Risque de liquidité

Le risque de liquidité est défini comme étant le risque que la Société ne puisse satisfaire à ses obligations en temps voulu ou à un prix raisonnable. La Société gère son risque de liquidité sur une base consolidée par son utilisation de différents marchés de capitaux afin de s'assurer d'une flexibilité dans sa structure de capital. La Société établit des prévisions budgétaires et de flux de trésorerie, en tenant compte de ses besoins courants et futurs de trésorerie, afin de s'assurer qu'elle dispose des fonds nécessaires pour remplir ses obligations.

Au 31 décembre 2018, la Société dispose d'une facilité de crédit rotatif renouvelable ainsi que de lettres de crédit totalisant 625 000 \$ et 20 000 \$ respectivement (facilités de crédit rotatif et à terme renouvelable et lettres de crédit totalisant 525 000 \$, 100 000 \$ et 20 000 \$ respectivement au 31 décembre 2017). Voir la note 17 pour plus de renseignements. Au 31 décembre 2018, la Société bénéficie des facilités de crédit non utilisées d'environ 207 000 \$ (193 000 \$ au 31 décembre 2017).

La Direction est d'avis qu'en tenant compte des flux de trésorerie générés par les activités d'exploitation et des ressources financières mises à sa disposition, le risque de liquidité de la Société est adéquatement atténué.

Les échéances contractuelles et les paiements estimés futurs d'intérêt des passifs financiers de la Société se présentent comme suit :

	31 décembre 2018			
	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	513 542	513 542	-	-
Intérêts à payer	1 163	1 163	-	-
Solde de prix d'achat, net	5 274	4 062	1 212	-
Dividendes à payer	2 876	2 876	-	-
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	418 231	4	7	418 220
Dépôts de garantie des marchands membres	5 518	94	-	5 424
	946 604	521 741	1 219	423 644
Instruments financiers dérivés				
Swaps de taux d'intérêt	3 058	3 058	-	-
	949 662	524 799	1 219	423 644

20 - INSTRUMENTS FINANCIERS ET GESTION DES RISQUES (SUITE)

31 décembre 2017

	Valeur comptable	Échéance de moins d'un an	Un à trois ans	Plus de trois ans
Instruments financiers non dérivés				
Créditeurs et charges à payer	419 302	419 302	-	-
Intérêts à payer	1 219	1 219	-	-
Solde de prix d'achat, net	18 413	15 469	2 944	-
Dividendes à payer	3 110	3 110	-	-
Dette à long terme (à l'exception des contrats de location-financement et des frais de financement)	431 883	25 004	406 879	-
Dépôts de garantie des marchands membres	5 645	102	-	5,543
	879 572	464 206	409 823	5,543
Instruments financiers dérivés				
Contrats de change à terme	404	404	-	-
Swaps de taux d'intérêt	708	-	708	-
	880 684	464 610	410 531	5 543

(iii) Risque de change

La Société est exposée au risque de change sur les instruments financiers principalement en raison des achats réglés dans une monnaie autre que les monnaies fonctionnelles respectives de la Société. À l'occasion, la Société utilise des contrats à terme afin de limiter l'effet des variations du dollar canadien ou de la livre sterling par rapport au dollar américain et à l'euro sur les flux de trésorerie prévus.

La Société détient certains placements dans des filiales étrangères (États-Unis et Royaume-Uni) dont les actifs nets sont exposés aux écarts de conversion. La Société couvre l'exposition au risque de change lié à ces placements avec les instruments d'emprunt libellés en dollars américains ou en livres sterling (note 17).

Si les taux de change avaient varié de 5 %, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, la Direction considère qu'il n'y aurait pas d'effet important sur le résultat net pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

(iv) Risque de taux d'intérêt

La Société est exposée aux fluctuations des taux d'intérêt, principalement en raison de ses dettes à taux variables. La Société gère son exposition aux variations de taux d'intérêt par une répartition équilibrée de sa dette financière entre des instruments comportant des taux fixes et des taux variables et en concluant des swaps consistant à échanger des flux de trésorerie de taux variables contre des flux de trésorerie à taux fixes. Au 31 décembre 2018, incluant l'impact des contrats de swaps de taux d'intérêt, la portion fixe de la dette financière représente approximativement 37 % (40 % en 2017). Voir la note 17 pour plus de renseignements.

Si les taux d'intérêt avaient varié de 25 points de base, à la hausse ou à la baisse, avec l'hypothèse que toutes les autres variables demeurent constantes, le résultat net de la Société aurait été supérieur ou inférieur de 501 \$ et les AÉRG auraient varié de 623 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018. Ces changements, basés sur une observation des conditions courantes du marché, sont considérés comme raisonnablement possibles.

21 - CUMUL DES AUTRES ÉLÉMENTS DU RÉSULTAT GLOBAL

	Écart de conversion cumulé	Pertes (gains) de change non réalisées sur la conversion de la dette désignée comme élément de couverture des investissements nets dans les filiales étrangères	Cumul des variations de juste valeur des instruments financiers dérivés désignés comme éléments de couverture de flux de trésorerie	Total
Solde au 1er janvier 2017	7 559	(37 801)	-	(30 242)
Autres éléments du résultat global	12 685	242	53	12 980
Solde au 31 décembre 2017	20 244	(37 559)	53	(17 262)
Autres éléments du résultat global	(7 376)	(15 831)	647	(22 560)
Solde au 31 décembre 2018	12 868	(53 390)	700	(39 822)

22 - ENGAGEMENTS ET GARANTIES

Engagements

La Société s'est engagée dans des contrats de location à long terme échéant à différentes dates jusqu'en 2033 pour la location de bâtiments, de véhicules et pour d'équipements et services informatiques. La charge de loyer comptabilisée dans les états consolidés des résultats est de 27 486 \$ pour l'exercice clos le 31 décembre 2018 (22 582 \$ pour 2017). Les paiements minimums exigibles engagés sont présentés comme suit :

	31 décembre 2018
Moins d'un an	34 317
Entre un et cinq ans	85 871
Plus de cinq ans	40 005
	160 193

Certains de ces contrats comportent des options de renouvellement pour des périodes additionnelles de un à cinq ans dont la Société pourra se prévaloir en donnant un préavis.

Garanties

En vertu des conventions de rachat de stocks, la Société s'est engagée auprès d'institutions financières à racheter les stocks de certains de ses clients à des taux de 60 % ou 75 % du coût des stocks pour un montant maximum de 42 479 \$ au 31 décembre 2018 (à des taux de 60 % ou 75 % et pour un maximum de 47 724 \$ au 31 décembre 2017). Dans l'éventualité d'une défaillance par un client, les stocks seraient écoulés dans le cours normal des activités de la Société. Ces conventions sont de durées indéterminées. De l'avis de la Direction et basée sur l'expérience historique, la probabilité est faible que des versements importants soient requis en vertu de ces conventions et que des pertes soient prises en charge puisque la valeur des actifs détenus en garantie est supérieure aux obligations financières de la Société.

23 - OPÉRATIONS ENTRE PARTIES LIÉES

Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, les actions ordinaires de la Société étaient détenues par un grand nombre d'actionnaires et la Société n'avait pas de partie exerçant un contrôle ultime.

Transactions avec les principaux dirigeants

Les principaux dirigeants incluent les administrateurs (exécutif et non exécutif) et les membres du Comité de direction. Pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017, la rémunération aux principaux dirigeants est présentée comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Salaires et avantages à court terme du personnel	5 254	4 786
Indemnités de départ et bonis de rétention	3 626	-
Avantages fondés sur des actions	1 693	2 308
Avantages postérieurs à l'emploi (incluant les contributions aux régimes à prestations définies)	235	274
	10 808	7 368

Il n'y a pas eu d'autres opérations entre parties liées avec les principaux dirigeants pour les exercices clos les 31 décembre 2018 et 2017.

24 - GESTION DU CAPITAL

Guidée par une philosophie de maintenir sa base d'actifs à son minimum tout en maximisant l'utilisation de celle-ci, la Société surveille les ratios suivants afin de maintenir une flexibilité dans la structure du capital :

- un ratio d'endettement total net sur l'endettement total net et le total de capitaux propres;
- un ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres;
- un rendement du total des capitaux propres moyens; et
- un ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat.

Aux fins de la gestion du capital, la Société inclut le total des capitaux propres, la dette à long terme et les dettes bancaires déduction faite de la trésorerie.

La Société gère sa structure du capital et ajuste celle-ci en fonction des variations de la conjoncture économique et des risques liés aux actifs sous-jacents. Afin de maintenir ou d'ajuster sa structure du capital, la Société dispose de plusieurs outils, notamment des facilités de crédit flexible lui permettant de réagir rapidement aux opportunités d'affaires. La Société analyse constamment le niveau de son fonds de roulement, notamment les stocks afin de s'assurer que ceux-ci sont maintenus à un niveau optimal, et procède régulièrement à des ajustements tant au niveau des quantités à maintenir afin de satisfaire la demande qu'au niveau de la diversification requise par sa clientèle. La Société a aussi mis sur pied un programme de financement des comptes fournisseurs selon lequel le paiement de certains fournisseurs est reporté.

La Société évalue la gestion de son capital au moyen de divers indicateurs, incluant les indicateurs suivants :

	31 décembre	
	2018	2017
Ratio d'endettement total net sur l'endettement total net plus le total des capitaux propres	44,4 %	44,7 %
Ratio de la dette à long terme sur le total des capitaux propres	81,5 %	86,6 %
Rendement du total des capitaux propres moyens	7,0 %	9,0 %
Ratio de la dette financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat	3,99	3,77

Le taux d'intérêt applicable sur la facilité de crédit rotatif et la facilité de crédit à terme est en fonction de l'atteinte du ratio financier de la dette totale financée par emprunt sur le résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat excluant certains ajustements mentionnés dans la convention de crédit. La Société respecte toutes ses clauses au 31 décembre 2018 et 2017. La stratégie globale de la Société en ce qui a trait à la gestion du risque est la même que celle de l'exercice précédent.

25 - INFORMATION SECTORIELLE

La Société fournit des informations sur quatre secteurs isolables :

- FinishMaster États-Unis :** distribution de peintures automobile et industrielle et d'accessoires connexes représentant FinishMaster, Inc. au sein du marché américain;
- Produits automobiles Canada :** distribution de produits destinés au marché secondaire de l'automobile, incluant la peinture automobile et industrielle et les accessoires connexes, à travers le réseau canadien;
- Parts Alliance Royaume-Uni :** distribution d'équipements d'origine et de pièces du marché secondaire de l'automobile, servant des clients locaux et nationaux à travers le Royaume-Uni; et
- Corporatif et autres :** dépenses du siège social et autres dépenses principalement liées à la structure de financement.

La mesure de rentabilité utilisée par la Société pour évaluer la performance des résultats obtenus par secteur est le résultat sectoriel.

	Exercices clos le 31 décembre									
	FinishMaster États-Unis		Produits automobiles Canada		Parts Alliance Royaume-Uni		Corporatif et autres		Total	
	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017	2018	2017
Ventes	829 982	814 639	503 829	484 934	418 154	148 699	-	-	1 751 965	1 448 272
Résultat sectoriel ⁽¹⁾	76 042	91 345	31 962	31 214	28 325	6 007	(16 800)	(11 034)	119 529	117 532
Éléments spéciaux (Note 4)	1 693	-	3 346	-	1 230	-	8 320	6 780	14 589	6 780
Résultat sectoriel présenté ⁽²⁾	74 349	91 345	28 616	31 214	27 095	6 007	(25 120)	(17 814)	104 940	110 752
Charges financières, montant net									20 561	14 487
Amortissement									39 702	29 647
Résultat avant impôt sur le résultat									44 677	66 618
Charge d'impôt sur le résultat									8 180	22 002
Résultat net									36 497	44 616

⁽¹⁾ Le principal décideur opérationnel utilise essentiellement une mesure du bénéfice pour prendre des décisions et évaluer la performance, soit la marge brute réduite des avantages du personnel et des autres dépenses d'exploitation.

⁽²⁾ Correspond au « résultat avant charges financières, amortissement et impôt sur le résultat » selon les états consolidés des résultats.

25 - INFORMATION SECTORIELLE (SUITE)

La Société exerce ses activités aux États-Unis, au Canada et au Royaume-Uni. Les principaux renseignements financiers par région géographique se présentent comme suit :

	Exercices clos le	
	31 décembre	
	2018	2017
Ventes		
États-Unis	829 982	814 639
Canada	503 829	484 934
Royaume-Uni	418 154	148 699
	1 751 965	1 484 272

	31 décembre 2018			
	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles	25 460	26 206	32 290	83 956
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée	102 834	26 234	44 666	173 734
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée	7 900	-	28 697	36 597
Goodwill	201 951	55 743	114 313	372 007

	31 décembre 2017			
	États-Unis	Canada	Royaume-Uni	Total
Immobilisations corporelles	27 303	25 085	26 256	78 644
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité déterminée	109 474	22 839	61 141	193 454
Immobilisations incorporelles à durée d'utilité indéterminée	7 900	-	30 011	37 911
Goodwill	204 655	50 289	117 175	372 119

26 - ÉVÉNEMENT SUBSÉQUENT

En janvier 2019, le Conseil d'administration et la Direction ont amorcé l'élaboration d'un vaste plan d'amélioration de la performance et du redimensionnement du secteur FinishMaster États-Unis dans le but de réaligner ses activités pour faire face aux conditions difficiles du marché, notamment la consolidation des comptes nationaux et les pressions des fabricants sur les prix. Ce plan, qui devrait générer des économies supplémentaires annualisées de 10 000 \$ d'ici la fin de 2019, est axé sur quatre volets : la consolidation de magasins corporatifs, l'optimisation, le recouvrement des marges et la réduction des dépenses. Des frais de restructuration additionnels entre 5 000 \$ et 7 000 \$ seront comptabilisés au cours de l'exercice 2019, principalement pour des indemnités de départ et des contrats déficitaires.

Le Plan 25/20 et le plan d'amélioration de la performance et de redimensionnement pour le secteur FinishMaster États-Unis, combinés ensemble, seront désormais désignés sous le nom de « Plan d'amélioration de la performance » de la Société, avec des économies annualisées ciblées de 35 000 \$.